

La réunion de Paris sur les droits de l'homme

M. Ceausescu en accusation à la CSCE

Un rideau de fer d'un autre âge

Avec une bonne dose de cynisme, on peut dire que M. Nicolae Ceausescu poursuit une politique d'une logique inébranlable. Son pays faisant de plus en plus figure d'exception dans le concert des nations, il convient de le protéger des dangereux bacilles démocratiques qui se propagent dans certaines parties de l'Europe de l'Est comme chez le grand voisin soviétique. La Conduite a donc décidé de construire - au cœur du camp communiste - un rideau de fer. Ce rideau de barbelés, qui est en voie d'achèvement, s'étend sur quelque 450 kilomètres, le long de la frontière avec la Hongrie. Apparemment, il n'est pas électrifié, mais techniquement, ce n'est pas un problème que de mettre les fils métalliques sous tension.

L'objectif est d'abord de tenter d'endiguer l'exode massif des Roumains de souche magyars de Transylvanie qui vont chercher refuge en Hongrie. Plus de trente mille d'entre eux ont fait les pénuries, la disette, les persécution et l'assimilation forcée des camps des dix-huit derniers mois. Ces derniers temps, le régime a tenté de briser l'exode en interdisant la frontière. Souvent au risque de leur vie, car les gardes roumains ont toujours le doigt sur la détente. Récemment, les corps de deux jeunes enfants ont été découverts flottant sur le Meres, le fleuve qui sépare les deux pays.

En érigeant ce rideau de fer d'un autre âge, il est clair aussi que la Roumanie s'efforce de montrer sa « particularité ». Le régime du « génie des Carpates » dénonce comme il se doit le dialogue ouvert entre le pouvoir et l'opposition en Pologne et les réformes politiques et économiques mises en œuvre en Hongrie, où déferlent selon lui « les manifestations antisocialistes, anti-roumaines et révolutionnaires ».

Les représentants des trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki viennent d'achever à Paris une réunion sur la dimension humaine dans le cadre de la CSCE. La Roumanie était bien entendue au premier rang des absents, avant la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la RDA. Elle a choisi délibérément de ne pas répondre aux critiques qui lui ont été adressées.

Au début de ce forum, il y a un mois, le délégué roumain avait clairement annoncé le couleur en déclarant que son pays ne se sentait nullement lié par les dispositions du document de la récente conférence de Vienne sur les droits de l'homme.

Au nom de la France, M. Roland Dumas a demandé que cessent en Roumanie les graves violations des droits de la personne humaine. Évoquant le nouveau rideau de fer, le représentant de l'URSS a dit que les Soviétiques « n'auraient pas fait ça ». Pour le délégué néerlandais, le gouvernement de ce pays va « contre la marche de l'histoire » et « son temps est compté ». On ne peut que l'espérer pour les millions de Roumains qui vivent dans la misère, mais le régime de M. Ceausescu ne semble pas, pour l'instant, donner des signes de faiblesse.

M 0146 - 0626 0 - 6.00 F



3790146006000 06260

Remplaçant M. Zhao Ziyang, limogé

M. Jiang Zemin a été élu à la tête du PC chinois

La Chine vient enfin de rompre le silence sur la lutte pour le pouvoir qui se poursuit à Pékin depuis des semaines et d'annoncer, samedi 24 juin en fin de journée, le nom du nouveau secrétaire général du Parti communiste. Il s'agit de M. Jiang Zemin, chef du PC à Shanghai, qui remplace M. Zhao Ziyang, révoqué pour « n'avoir pas été à la hauteur de sa tâche », selon les termes du premier ministre, M. Li Peng.

Cette décision a été prise à main levée par le comité central, réuni pour son quatrième plénum, a déclaré M. Li Peng, précisant que le secrétaire général déchu n'avait « pas été à la hauteur de sa tâche pour combattre l'agitation contre-révolutionnaire », tout en ayant « fait un bon travail dans la politique de réformes et d'ouverture », nous précise par téléphone notre correspondant à Pékin, Francis Dero. En disant que l'enquête se poursuivait sur le cas du « camarade » Zhao, qui perd également son poste de membre du comité central et de premier vice-président de la commission militaire du parti, M. Li a implicitement reconnu qu'il restait membre du PCC.

Trois autres personnes quittent le bureau politique, MM. Hu Qili (qui était également membre de son comité permanent), Rui Xingwen et Yan Mingfu. M. Jiang Zemin entre, en revanche, au comité permanent, en compagnie de MM. Song Ping, Li Ruihan, maire de Tianjin, et Ding Guangen.

Né en 1926, M. Jiang Zemin, membre du bureau politique, secrétaire du comité du parti de Shanghai, ancien ministre de l'industrie électronique, va donc s'asseoir sur le fauteuil laissé chaud par la révocation de son ancien titulaire, M. Zhao Ziyang.

(Lire la suite et nos informations page 4.)

Malgré de nouveaux nuages sur le Cambodge

Retrouvailles franco-vietnamiennes

Le nouvel intérêt de la France pour les États indochinois se précise. Une coopération, jugée « très fructueuse » à Paris comme à Vientiane, s'est déjà amorcée avec le Laos, et la France resserre sensiblement ses liens avec le Vietnam, sans attendre le règlement, qui se complique, du conflit cambodgien.

La coopération franco-vietnamienne a repris sur de nouvelles bases. En revanche, le plein ascende de la conférence internationale sur le Cambodge, prévue en août à Paris, ne semble toujours pas assuré. Tels sont les deux résultats de la visite que le vice-premier ministre vietnamien, M. Nguyen Co Thach, vient d'effectuer dans la capitale française, avant de se rendre à Stockholm puis à Londres.

Des entretiens que le chef de la diplomatie de Hanoï a eus à Paris, où il a été reçu par le chef de l'État, le premier ministre - M. Rocard s'est félicité, vendredi 23 juin, de ces « retrouvailles » - et plusieurs autres membres du gouvernement, il ressort que la France est prête à aider le Vietnam à se reconstruire. M. Roland Dumas s'y rendra en décembre pour y présider lui-même une réunion de la commission mixte de coopération. MM. Bernard Kouchner et Thierry de Beauchamp, secrétaires d'État respectivement à l'action humanitaire et aux relations culturelles internationales, l'auront visité auparavant.

En outre, un accord de coopération a été signé jeudi, et Paris s'est engagé à doubler le nombre de réfugiés vietnamiens accueillis en France chaque année (2 400 au lieu de 1 200). Enfin, selon

M. Thach, la part française représente déjà plus de la moitié des quelque 400 millions de dollars d'investissements étrangers au Vietnam dans les six à huit derniers mois. Bref, le réchauffement des relations bilatérales, que Paris souhaitait vivement, s'est réalisé.

La visite de M. Thach retransmet également dans le cadre de la préparation de la conférence internationale sur le Cambodge qui doit s'ouvrir au Centre de conférences de l'avenue Kléber, en principe le 30 ou le 31 juillet. En principe, car M. Rocard a eu beau exprimer sa conviction que « les perspectives d'une paix authentique en Asie du Sud-Est sont maintenant réalistes », tout dépend encore du résultat des entretiens que les Cambodgiens doivent avoir entre eux, en France, les 24 et 25 juillet.

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Lire la suite page 3.)

Le conseil européen de Madrid



PAGE 3

Des enfants assassinés à Bogota

Une vingtaine en quelques semaines

PAGE 6

La rénovation à droite et à gauche

■ Les cadets de l'opposition réunis à Lyon
■ M. Pierre Mauroy invite le PS à briser le « carcan des courants »

PAGE 7

Les grèves des impôts

Les ratés de la modernisation

PAGE 17

Les cent ans du « Wall Street Journal »

La dent toujours dure

PAGE 6

La réception de J.-Y. Cousteau à l'Académie française

Le discours du récipiendaire
et la réponse de Bertrand Poirot-Delpech

PAGES 9 à 12

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Mauroy, invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 20

LE MONDE diplomatique

Juin 1989

LA CHINE EN TRANSES

La révolte des étudiants en Chine a secoué un système ossifié. La politique de réformes économiques « libérales » a largement échoué et n'a fait qu'aggraver les contradictions entre régions et entre classes. Roland Leys explique comment le refus d'une modernité qu'ils ont contribué à faire émerger a conduit les dirigeants au bord du gouffre. Il souligne aussi la diversité des courants au sein du mouvement contestataire.

LE COMBAT DES MINORITÉS INDIGÈNES

Une nouvelle convention mondiale voit le jour, qui devrait contribuer à la protection et à la promotion des peuples indigènes, minorités trop souvent exploitées, opprimées, « intégrées » ou exterminées. Des enquêtes à Genève et aux Philippines (Jacques Decroix), en Bolivie (Ignacio Ramonet), en Afrique (Jacques Bugnicourt) présentent quelques aspects des combats que mènent trois cent millions d'êtres humains. Des « survivants ».

Également au sommaire :

- ÉGLISE : La religion dans le débat démocratique, par Paul Valadier.
- ETHIOPIE-SOMALIE-SOUDAN : Une région déchirée par les guerres civiles, par Alain Gresh, Philippe Leymarie et Jean Guéhen.
- HISTOIRE : Fasti et larges de la République ? par Claude Nicolet.
- HABITAT : L'Europe du logement social, par Roger Quilliot, Pierre Querrey et Roger-Henri Guerrand.
- ARTS : La peinture, dernière valeur-refuge ? par Henri Cureau.

En vente chez votre marchand de journaux

Un complexe de vingt-trois salles

A Bruxelles, la revanche du cinéma

La fréquentation globale du cinéma à Bruxelles a fortement augmenté, grâce au Kinepolis, un complexe de vingt-trois salles, toutes confortables.

BRUXELLES
de notre correspondant

« Le plus important au cinéma ? Le fauteuil, bien sûr ! » Albert Bert, soixante-deux ans, promoteur du Kinepolis de Bruxelles - peut-être le plus grand complexe cinématographique au monde avec ses vingt-trois salles - ne s'embarrasse pas de détails. Pour lui, la crise du cinéma n'existe pas. Améliorez les salles, rendez-les attrayantes, donnez aux spectateurs un confort de vision et d'écoute supérieur, et ils retourneront au cinéma.

Poussant le paradoxe jusqu'à affirmer : « La télévision, mais c'est notre meilleure alliée ! », Albert Bert sait que les chiffres lui donnent raison. Ouvert en octobre 1988 avec huit salles « seulement », le Kinepolis - vingt-trois salles aujourd'hui -

draîne actuellement plus de 40 % des spectateurs de la capitale belge (166 000 entrées pour le mois de février). Certes, les autres cinémas de la capitale ont souffert de cette concurrence, mais - globalement - l'ouverture de ce complexe a permis d'augmenter de manière sensible la fréquentation.

Ainsi, selon les statistiques du très officiel *Moniteur du film*, du 20 septembre 1988 au 21 mars 1989, cette fréquentation globale a augmenté de 18 %. Sur la ville de Bruxelles, il y a maintenant 100 000 personnes en plus qui vont donc au cinéma grâce au Kinepolis.

Albert Bert n'en est pas à sa première expérience. En 1970, ce Flamand qui parle quatre langues hérite du Majestic, salle démodée des faubourgs de Courtrai. Il la transforme de fond en comble et en multiplie par dix le chiffre d'affaires. Il crée ensuite le Trioscop (trois salles) à Hasselt, puis le Pentascop (cinq salles) à Courtrai. En 1982, c'est le Decascoop (dix salles) à Gand. Le succès ne se dément jamais.

Albert Bert pense alors à Bruxelles : « Si dix salles réussissent à Gand, alors il en faudrait au moins vingt à Bruxelles ».

Contrairement aux autres expériences où les complexes de cinéma se trouvent dans le centre des villes, Albert Bert implante Kinepolis à la périphérie de la capitale : au terminus de la principale ligne de métro bruxelloise, ce qui explique ainsi son succès auprès des jeunes.

Kinepolis - 150 mètres de long et 100 mètres de large - se déploie au pied de l'Atomium, symbole de l'exposition de 1958, et est intégré à un parc d'attractions populaires. Le parking gratuit peut accueillir 15 000 voitures. Effet de cette situation : les premières statistiques montrent que 40 % « seulement » des spectateurs de Kinepolis viennent de Bruxelles contre les 30 % habitant dans les communes-dortoirs du nord de la ville et le reste de toute la Belgique, mais aussi de France et des Pays-Bas.

JOSÉ-ALAIN FRALON.
(Lire la suite page 15.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sk. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Dates

Il y a 70 ans

Le traité de Versailles

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouth

Rédacteur en chef :
Daniel Vernat

Corédacteur en chef :
Claude Sals

Le Monde

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Impression :
« Le Monde »,
7, rue de la Harpe,
PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reproduction sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE
ou 36-15 - Tapeur LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	MONDIPUB	MONDIPUB	AUTRES PAYS
3	345 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTEGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

28 JUIN 1919. La galerie des Glaces à Versailles, encombrée de tables et de chaises, a peine à contenir les représentants des vingt-sept États alliés victorieux, les délégations militaires, généraux nombreux, soldats perdus dans la masse (une trentaine de « poilus » ont des places réservées) et le Tout-Paris politique et mondain (« les belles dames de la noblesse républicaine », selon le mot du général Mordacq, collaborateur de Clemenceau). Le spectacle de la signature du traité de paix entre l'Allemagne et ses vainqueurs dans cette galerie où, près d'un demi-siècle auparavant, avait été proclamé l'empire allemand par des princes et des politiques en tenue militaire a valeur de symbole. La foule a envahi la place du château et les allées du parc afin d'écouter les trois héros du jour, le président des États-Unis d'Amérique Woodrow Wilson, le premier ministre de sa Majesté britannique David Lloyd George, le président du conseil français Georges Clemenceau.

Les voici tous trois, côte à côte, pénétrant à pied dans la cour du château, un peu engoncés dans leur manteau sombre, haut-de-forme à la main, sourire de connivence, fidèle à leur image : Clemenceau, alerte vieillard de soixante-dix-huit ans, décidé et bougon, le visage mangé par une forte moustache gauchoise, Wilson, soixante-trois ans, grand Américain au visage émacié de clergymen (il est déjà malade) ; Lloyd George, cancé à la main, regard rusé, le plus jeune à cinquante-six ans, Gallois libéral et pourtant parfait représentant de l'Angleterre impériale.

Que peuvent-ils penser lorsque la délégation allemande pénètre dans la galerie des Glaces pour apposer sa signature sur un énorme document de plusieurs centaines de pages ? Celui-ci, saisi en août 1940 par un commando nazi dans le château de Langensalz où il avait été mis à l'abri en septembre 1939 et expédié en Allemagne, sera détruit dans des conditions restées inconnues à ce jour.

Les deux ministres allemands signataires, Hermann Muller, social-démocrate, ministre des affaires étrangères, et Johannes Bell, centre catholique (Zentrum), ministre des transports, impressionnés, dans, contemplant par la foule, signent ce que l'ensemble de la presse allemande appelle déjà un « Diktat ». Pour l'immense majorité du peuple allemand, une paix « honteuse », indigne de la valeur militaire allemande, vient d'être imposée par des Alliés qui, forts de leur puissance militaire, ont refusé de négocier avec le plus faible.

Du point de vue allemand, ce traité n'est pas un compromis négocié tel qu'on en avait toujours signé à la fin des guerres précédentes. Il manifeste la dureté du vainqueur débordant de « haine » : le comte Brockdorff-Rantzau, chef de la délégation allemande, venait recevoir les conditions de paix le 7 mai 1919 des mains de Clemenceau, président de la conférence de la paix, l'avait affirmé avec hauteur (« On avait envie de se lever et d'aller lui foutre son pied quelque part », confie le soir même Clemenceau à ses intimes).

Malheur au vaincu

Devant le refus persistant des Alliés de toute modification significative, le cabinet allemand, présidé par le socialiste Scheide-mann, avait d'ailleurs préféré démissionner plutôt que d'accepter les conditions de paix ; il avait fallu toute l'éloquence d'un leader du Zentrum, Erzberger, pour que la majorité de gauche et du centre de la toute jeune République de Weimar finisse par se résigner. L'Assemblée allemande acceptait donc de signer le 22 juin (237 pour, 158 contre). Un nouveau gouvernement, dirigé par un autre social-démocrate, Bauer, devait porter le poids de cette honte, car toute la droite allemande et surtout l'état-major impérial allaient rejeter dès ce moment et dans les années futures la responsabilité de la défaite sur ces hommes politiques : « L'armée allemande a été poignardée dans le dos... Les forces saines de l'armée ne sont nullement responsables », affirme hautement le général Hindenburg. La légende du coup de poignard dans le dos commence ; elle va peser lourd sur le régime de Weimar. Erzberger lui-même mourra assassiné en 1920.

Cette paix était-elle si terrible, si irréaliste ? Les principales clauses du traité étaient d'ordre territorial, complétées par des exigences économiques et militaires, justifiées par des attendus juridiques et moraux. A l'ouest, l'Allemagne perdait l'Alsace-Lorraine au profit de la France et des districts remis à la Belgique ; au nord, le Schleswig septentrional était récupéré par le Danemark ; à l'est, la toute jeune Pologne recevait la Posnanie, une partie de la Prusse-

Orientale, dominait la ville libre de Dantzig en l'enserrant, et elle pouvait escompter s'imposer en Haute-Silésie si le plébiscite prévu pour 1921 tournait à son avantage. Pendant quinze ans, la Sarre était détachée de l'Allemagne, avant qu'un autre plébiscite n'en fixe le destin définitif. L'Allemagne s'engageait à respecter l'indépendance de l'Autriche, devenue un petit pays de langue allemande, s'interdisant bien sûr toute future réunion (Anschluss), même contre le vœu des habitants. Enfin elle perdait toutes ses colonies.

Les sanctions économiques étaient graves. Les charbonnages de la Sarre et de la Haute-Silésie devenaient propriétés des vainqueurs français et polonais ; une partie de la flotte marchande, des machines et du bétail devaient être immédiatement livrés au titre des dommages de guerre. Sans que le montant exact en fût déjà déterminé, l'Allemagne s'engageait à payer des réparations, ce qui obligerait les Allemands à effectuer des ver-

lités collectives en portaient une trace durable : comment faire entendre raison, c'est-à-dire magnanimité, aux Français qui avaient perdu 1 390 000 hommes sur les champs de batailles ? Comment leur faire admettre que les « Boches » ne rembourseront point, franc par franc, son par son, les champs dévastés du Nord et de l'Est, les mines noyées, les industries détruites ?

Compromis boiteux

La solidité du système versaillais offre davantage matière à discussions. Celles-ci furent vives, violentes même, dès 1919. Que reprochait-on par exemple à Clemenceau, négociateur quasi solitaire des traités ? Le président de la République, Raymond Poincaré, qui, dans son journal intime, le 6 avril 1919, traite Clemenceau de « fou dont la France a fait un dieu », le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, qui déclare à Poincaré, ravi, le 15 avril 1919, que Clemenceau est « vieilli, nerveux, débile » et

lité, diplomatie ouverte, menée devant et pour les peuples) ; ce que de classes ignorantes les plébiscites (ce de l'Alsace-Lorraine), les exotiques lignes de partage entre nationalités ? Une Société des nations sans l'Allemagne, les États-Unis ni l'URSS avait-elle quelque chance de s'imposer ? Alors, les auteurs de ce traité, des idéalistes ? Wilson, grand inspirateur de la SDN, un esprit fumeux, loin des réalités de la vie internationale ?

En fait, les hommes d'État qui ont préparé la paix de Versailles étaient prisonniers de leur environnement, du temps court, alors qu'ils avaient à œuvrer pour le temps long. Le puissant mouvement des nationalités en Europe, faisant éclater les grandes empires, avait abouti à un morcellement de plus en plus marqué de l'Europe, avant que cette « véritable guerre civile européenne » accouche de nouveaux États (3). Le geste d'un fanatique nationaliste serbe tuant l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juillet 1914, était un véritable symbole de ce mouvement impatient et inévitable : la Yougoslavie venait au monde en 1919, comme la solution des revendications des Slaves du Sud ; et pourtant, soixante-dix ans plus tard, peut-on dire que ces Slaves du Sud s'entendent entre eux et que les inimitiés ethniques aient cessé dans cet État ?

Les mouvements de longue durée

Un deuxième mouvement de longue durée était également enclenché : les grandes puissances économiques en Europe s'affrontaient de plus en plus pour la conquête des marchés, en Europe et hors d'Europe ; les impérialismes, sur lesquels se penchaient alors les théoriciens marxistes ou non, débouchaient sur des conflits, telle la course commerciale entre l'Allemagne et Grande-Bretagne ou les rivalités financières franco-allemandes dans les Balkans.

La guerre mondiale, solution de ces conflits ? Pourrait-on penser que des guerres pacifiques, négociées, aboutiraient quarante ans plus tard à des constructions où les entreprises européennes seraient réunies ? Kantaky, théoricien marxiste allemand, le présentait alors en évoquant le « sur-impérialisme » dont Léning faisait des gorges chaudes. Mais le temps n'était pas encore venu en 1919 d'y voir clair en ce domaine.

Pas plus évident n'était alors le destin de cette révolution totale, survenue en Russie, au nom d'une idéologie communiste : était-ce un mouvement universel, novateur, capable de transformer la société pour la rendre plus juste, ou un mouvement de révolte propre aux pays sous-développés pour vaincre la misère au prix de la dictature, donc solution inadaptable aux États européens déjà développés ? A court terme, la révolution bolchevique faisait peur : elle agissait les esprits partout en Europe, donnait un modèle à ceux, très nombreux, qui, au sortir de la guerre, voulaient vivre mieux grâce à une action révolutionnaire. Si le traité de Versailles ne réglait aucunement le sort de la Russie aux prises avec une terrible guerre civile, le déroulement de cette guerre civile avait constamment préoccupé les négociateurs du traité. Fallait-il, en écrasant l'Allemagne et ses alliés, en faire des proies faciles pour le bolchevisme ? La France pouvait-elle conserver une forte armée alors que, dès le 1^{er} mai 1919, les manifestants étaient ardents et nombreux, que des mutineries en mer Naïre, à Toulon (la presse trait l'événement sur le moment), manifestaient la lassitude des « poilus » ?

Pour être rigoureux, il faut être précis : la France seule ne l'était pas, la Grande-Bretagne et même les États-Unis ne voulaient pas d'une puissance hégémonique en Europe ; la Russie était hors jeu quoique inquiétante. Du coup, on châtiait l'Allemagne, mais sans lui ôter tous les moyens de sa puissance. En somme, c'était encore le poids relatif des armées qu'il fallait soupeser pour anticiper le futur. Les auteurs de la paix de Versailles réglaient le sort du monde avec les méthodes du dix-neuvième siècle, alors que la guerre de 1914-1918 était le premier choc d'un monde nouveau, celui du vingtième siècle.

RENÉ GRAULT.

(1) Raymond Poincaré, *Au service de la France*, tome XIX, Paris, Plon, 1975, p. 323 et p. 335.

(2) Pierre Renouvin, *La Paix de Versailles*, Paris, Flammarion, 1969, p. 112.

(3) René Grault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, Paris, Masson, 1988.



sements pendant de nombreuses années, peut-être pendant deux générations.

L'armée allemande sera réduite à 100 000 hommes à partir de mars 1920. Elle ne pourra disposer ni d'artillerie lourde, ni de chars, ni d'aviation, ni de sous-marins ; elle ne pourra se fonder sur la conscription. Cette petite armée ne pourra jamais s'installer sur la rive gauche du Rhin et dans une bande de 50 kilomètres de profondeur sur la rive droite, zones qui resteront occupées par les Alliés pendant quinze ans, en garantie de l'exécution du traité.

Enfin et peut-être surtout, l'article 231, destiné à une grande célébrité, stipulait que l'Allemagne (avec ses alliés) se reconnaissait responsable de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les vainqueurs « en conséquence de la guerre qui a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». Ainsi les vainqueurs obligeaient les vaincus à se reconnaître comme des « fauteurs de guerre », ce qui, là encore, constituait une innovation majeure dans le règlement des conflits.

Moralement, cette disposition était insupportable pour les Allemands, qui se sentaient condamnés au tribunal de l'Histoire par le sort des armes. Des historiens allemands devaient longtemps se consacrer à l'établissement des preuves « historiques » de la culpabilité des vainqueurs, donnant par là même une impulsion imprévue à la recherche historique contemporaine. Le traité de Versailles était-il « juste », était-il « solide », c'est-à-dire capable d'assurer la paix pour une longue durée ? Sur la « justice » du traité, point n'est besoin de discuter longuement. Pendant plus de quatre années, des peuples avaient lutté dans des conditions difficiles, parfois atroces pour les soldats, galvanisés ou simplement reconfortés par une propagande peu regardante quant à la simple vérité (le célèbre « bourrage de crânes »). Les mena-

« qu'il cède sur tout » (1), considéraient que le traité de Versailles ne garantissait pas la sécurité de la France face à une Allemagne déjà soumise de vouloir sa revanche, comme la France avait voulu la sienne, il aurait fallu une occupation de la rive gauche du Rhin pendant une très longue durée car « la ligne du Rhin » est la seule défense réaliste de la France ; selon eux, le système de garantie par des alliances avec les puissances anglo-saxonnes était aléatoire.

La Ligue des nations, bien sûr Société des nations, inventée par Wilson et à laquelle Clemenceau lui-même ne croyait guère, serait sans pouvoir réel de coercition, donc dépourvue d'efficacité. Si l'on en juge par les événements survenus ensuite, on devrait logiquement leur donner raison. Dès mars 1920, le Sénat américain a refusé la ratification du traité, et donc les États-Unis ne siègent pas à la Société des nations ; en 1933, lorsque Hitler fait sortir l'Allemagne de la SDN, et en 1936, avec la remilitarisation de la rive gauche du Rhin, le traité de Versailles est devenu caduc. Clemenceau avait-il péché par optimisme ou par une trop grande confiance à l'égard des alliés anglo-américains ?

En vérité, le compromis de Versailles entre les Alliés peut apparaître comme boiteux avec le recul du temps parce qu'il mêlait une grande rigueur dans certaines clauses territoriales ou économiques et une grande faiblesse dans les garanties d'exécution : « Les quatre ont agi comme s'ils ne comprenaient pas la nécessité de mettre en harmonie les clauses de contraintes et les moyens d'exécution. Pouvait-il en être autrement ? », s'interrogeait le grand historien Pierre Renouvin, cinquante ans plus tard (2). En outre, une importante contradiction existait entre les principes et les réalités du traité : les vainqueurs prétendaient fonder leur action sur des bases universelles (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, respect des nations-

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

PIERRE MAUROY

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON,
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Paul JOLY (RTL)

RTL

La fin de la conférence de Paris sur les droits de l'homme L'amorce de la dissolution des blocs

La réunion sur les droits de l'homme qui a rassemblé, pendant quatre semaines à Paris, les représentants des trente-cinq pays membres du processus d'Helsinki (1) s'est achevée vendredi 23 juin. « Il n'y a plus entre nous de sujet tabou », disait M. Roland Dumas lors de la séance de clôture et c'est effectivement la première conclusion que l'on peut tirer de cet exercice. La plupart des débats qui ont eu lieu pendant un mois à Paris auraient en effet été inimaginables il y a quelques années. Une discussion Est-Ouest sur les droits de l'homme peut désormais déboucher sur le règlement de cas précis et sur des propositions concrètes ; ce n'est plus, comme pendant si longtemps, un dialogue de sourds. Il n'est d'ailleurs plus question de discussion Est-Ouest. Un mouvement, déjà perceptible à la conférence de la CSCE à Vienne, s'est confirmé à Paris : l'amorce de la dissolution des blocs. La Hongrie tient sur le sujet des droits de l'homme un discours identique à celui des pays occidentaux ; la Pologne et l'URSS s'en rapprochent ; plusieurs des propositions formulées à Paris ont reçu le parrainage conjoint de pays socialistes et occidentaux.

Concrètement, la réunion de Paris ne pouvait guère déboucher sur de nouveaux accords. La raison principale en est qu'elle survient six mois après la conférence de Vienne, où a été adopté, en janvier, un document très fourni sur le chapitre des droits de l'homme notamment. Il était trop tôt non seulement pour négocier de nouveaux engagements collectifs, mais même pour mesurer sérieusement l'adhésion de ceux qui avaient été pris à Vienne. De nouveaux chantiers ont cependant été ouverts à la coopération. L'examen des trente-cinq propositions formulées à Paris sera poursuivi lors des réunions de même nature qui auront lieu en 1990 à Copenhague et en 1991 à Moscou et lors de la grande

conférence de la CSCE à Helsinki en 1992.

Parmi ces propositions, l'une, émanant de la France, vise à terme à l'instauration d'un espace européen de droit. Il s'agit de faire adopter par tous les pays membres le principe selon lequel les libertés fondamentales et leurs garanties juridiques doivent être inscrites dans la loi. « Cela suppose », déclarait M. Roland Dumas, que soient vraiment reconnues la valeur universelle des droits de l'homme et l'obligation pour chaque Etat d'en assurer le respect. Il ne s'agit pas d'interprétation unilatérale ou restrictive dans un domaine où, comme nous l'avons dit, l'obligation de non-ingérence s'arrête là où commence l'obligation d'assistance. » S'il aboutissait, ce projet ambitieux signifierait la reconnaissance dans toute l'Europe de la prééminence de l'état de droit et interdirait à tout pays de se retrancher derrière une législation nationale pour échapper aux engagements auxquels il souscrit au plan international.

La question des minorités

Une autre proposition française, coparrainée par l'Union soviétique (c'est une première), vise à instaurer une coopération, en matière juridique, bilatérale ou multilatérale. Il s'agit d'engager un travail de comparaison des systèmes juridiques existants et, si possible, de dégager des références juridiques communes, afin que les lois signifient la même chose. D'autres propositions portent notamment sur la liberté d'expression, celle de réunion et de manifestation. Les Américains ont avancé in extremis un texte réclamant la tenue d'élections libres. Quant à la Roumanie, elle a fait une proposition sur les droits économiques et sociaux dont un diplomate français

disait qu'il s'agissait, en gros, d'un « texte sur l'extinction du paupérisme en l'an 2000 » et qui fut la seule réponse de ce pays aux nombreuses critiques dont il a été la cible.

Ainsi même que cette réunion se déroulait à Paris, le régime de M. Ceausescu entreprenait d'ériger un nouveau rideau de fer à la frontière qui sépare la Roumanie et la Hongrie vers laquelle fuient par milliers, depuis des mois, des Roumains d'origine hongroise tentant d'échapper aux discriminations dont ils font l'objet en Transylvanie. Au même moment aussi, la Bulgarie incitait au départ vers la Turquie bon nombre de ses ressortissants d'origine turque et ouvrait les portes de sortie à des milliers d'autres (plus de cinquante mille à ce jour). Cette actualité, à laquelle s'ajoutent les nouveaux troubles en Asie centrale, fit de la question des minorités l'un des sujets dominants de la réunion de Paris.

La Roumanie, quant à elle, était la cible de critiques sur bien d'autres sujets. Elle n'y a pas répondu, contrairement à la RDA ou à la Tchécoslovaquie qui, elles aussi interpellées, ont opposé soit des actes (des libérations), soit des intentions qui proviennent au moins qu'elle n'ait pas l'intention de proposer de la CSCE. Du représentant de Bucarest, rien ne fut obtenu, sinon qu'il ne parvint pas en claquant la porte, ce qui eût été un échec grave pour l'ensemble du processus d'Helsinki, par définition consensuel. Le délégué roumain se sera donc contenté d'écouter pendant quatre semaines, ce qui est aussi un progrès par rapport au refus de recevoir des diplomates ou même d'ouvrir des lettres que pratiquent depuis des mois les autorités de Bucarest.

Cette attitude roumaine était l'une des autres raisons pour lesquelles on ne pouvait envisager de « document final » de la conférence de Paris. Une autre encore était que

les Américains n'y tenaient pas, par crainte de créer un précédent et de conférer à la future réunion de Moscou une fonction que, dans l'incertitude de ce que sera la situation en URSS en 1991, ils préféraient pour l'instant écarter. D'une façon générale, la délégation des Etats-Unis sera restée marquée pendant ces quatre semaines par l'approche américaine traditionnelle des droits de l'homme - insistait avant tout sur les cas particuliers - tandis que les Européens étaient plus soucieux de mettre à profit les bonnes dispositions de plusieurs pays de l'Est pour faire avancer les principes et le droit. L'URSS a été prise à partie sur les cas persistants de « rafusniks » et sur les prisonniers d'opinion. Elle a cependant pu faire valoir les progrès accomplis et a joué le jeu jusqu'à faire venir à Paris des juifs qui se plaignaient d'ailleurs plus de la montée de l'antisémitisme en URSS que des difficultés d'obtenir un visa de sortie.

CLAUDE TRÉAN.

(1) Tous les pays européens sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada.

• Six opposants tchécoslovaques n'ont pu se rendre à Paris. • Six opposants tchécoslovaques, tous signataires de la Charte 77 pour la défense des droits de l'homme, se sont vu empêcher de se rendre à Paris à l'occasion de la session sur la dimension humaine de la CSCE, ont-ils annoncé vendredi 23 juin à Prague. M. Ladislav Lis, Radim Palous, Milan Smolák, Petr Uhl, Jan Urban et Svatopluk Pincus n'ont pas pu obtenir leurs documents de voyage pour se rendre à Paris à l'invitation de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) à cette occasion, et ce « malgré une note diplomatique du gouvernement français », ont-ils indiqué dans un communiqué. — (AFP.)

A l'issue de la visite en URSS de M. Rafsandjani

Moscou et Téhéran souhaitent un Afghanistan « libéré des ingérences extérieures »

A la recherche d'une position commune sur le conflit afghan, l'Union soviétique et l'Iran ont appelé, de leurs vœux, vendredi 23 juin, un Afghanistan « indépendant et libéré des ingérences extérieures ».

La formulation du communiqué conjoint publié à l'issue de la visite du président du Parlement iranien, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, évite tous les points de divergence entre les deux pays qui soutiennent les parties adverses dans la guerre civile afghane. « Les deux parties ont réaffirmé le droit légitime du peuple afghan à conserver son intégrité territoriale et l'identité islamique historique de son pays, et ils ont exprimé une position commune sur le droit du peuple afghan à décider de son destin hors de toute ingérence extérieure », déclare le communiqué diffusé par l'agence Tass.

M. Rafsandjani a terminé son séjour en Union soviétique par une visite dans la capitale azérbaidjanaise, Bakou, pendant que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'entretenait à Moscou avec son

homologue afghan, M. Abdoul Ou-kil.

Le communiqué irano-soviétique préconise un « Afghanistan indépendant et non aligné, qui maintienne des relations amicales avec ses voisins ».

A Bakou, devant quelque cinq cents musulmans soviétiques réunis pour le service religieux du vendredi, l'homme fort de l'Iran s'est également prononcé pour un rapprochement entre les communautés musulmanes des deux pays, a rapporté un porte-parole des autorités islamiques de Transcaucasie. « Il a qualifié Gorbatchev de grand homme d'Etat, non seulement d'Union soviétique mais du monde entier », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, à Bakou, douze personnes, selon un bilan fourni par des habitants, ont été tuées vendredi lors d'un tir de roquettes sur la capitale. Quelques vingt-cinq roquettes se sont abattues sur des zones résidentielles du nord de la ville, a précisé le maire de Bakou, le général Mohamed Hakim. — (Reuters.)

Visite au Kremlin du numéro un bulgare

Moscou. — Le chef de l'Etat et du Parti communiste bulgares, M. Todor Jivkov, a effectué, vendredi 23 juin, une brève visite de travail à Moscou au cours de laquelle, selon l'agence Tass, il est convenu avec M. Gorbatchev que « chaque parti frère et chaque Etat » est « totalement indépendant » pour définir « les formes de développement social » qu'il souhaite. MM. Gorbatchev et Jivkov, poursuit l'agence, ont qualifié de « futile et dangereux d'imiter les expériences des autres sans prendre en compte les traits nationaux distinctifs de son propre pays ». La Bulgarie est généralement considérée comme l'un des pays socialistes les plus

réservés à l'égard de la perestroïka soviétique.

Tass ne dit mot dans son compte-rendu du sort de la minorité turque de Bulgarie, dont plus de cinquante mille membres ont émigré vers la Turquie depuis un mois. On sait cependant qu'Ankara a demandé à Moscou d'user de son influence auprès des autorités bulgares pour résoudre ce problème. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, a d'ailleurs annoncé qu'il rencontrerait lundi l'ambassadeur d'URSS à Ankara, M. Albert Tchernichev, qui doit regagner son poste après s'être rendu à Sofia et à Moscou. — (AFP, Reuters.)

Retrouvailles franco-vietnamiennes

(Suite de la première page.)

Sur ce chapitre, les Français semblent s'être convaincus non seulement que l'armée vietnamienne aura évacué le Cambodge à la date du 30 septembre, mais qu'elle n'y retournera pas quoi qu'il advienne. Le chef de la diplomatie vietnamienne l'a d'ailleurs laissé comprendre lors d'une conférence de presse, vendredi après-midi, en déclarant que dans le cas où les Khmers rouges profiteraient, en l'absence d'un règlement, du vide laissé par le retrait vietnamien, la responsabilité en incomberait à ceux qui les ont soutenus et non au Vietnam.

Mais Hanoi continue de soutenir Phnom-Penh dans son refus d'inclure des Khmers rouges dans un gouvernement de coalition avant des élections. Il n'est pas davantage question d'intégrer les Khmers rouges au sein d'une armée cambodgienne. M. Thach a même demandé que M. Pol Pot, qui demeure toujours le vrai chef des Khmers rouges, soit nommé « président » de la République, ce qui est une formule adoptée pour la première fois, de façon plus vague, « au retour aux pratiques du passé ».

Sur la participation de l'ONU à un mécanisme international de contrôle d'un éventuel accord, un compromis semble pouvoir, en revanche, se dégager. Hanoi et Phnom-Penh refusent encore qu'un tel mécanisme soit placé sous l'égide de l'ONU parce que

le siège du Cambodge à New-York est occupé par un gouvernement - celui du prince Sihanouk - qui comprend des Khmers rouges, et parce que l'Organisation internationale a condamné à plusieurs reprises l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'ONU, pour sortir de l'impasse, pourrait éventuellement « se réveiller » - l'expression est de M. Thach - en sortant pour mettre un terme à sa condamnation du Vietnam, auquel cas Hanoi et Phnom-Penh lui offrirait alors autre chose que le strapontin qu'ils réservent à M. Perez de Cuellar, « à titre personnel », dans le mécanisme international de contrôle.

D'autres difficultés demeurent. Jusqu'à ces derniers jours, il semblait prévu que la conférence internationale de Paris réunirait, outre les quatre factions cambodgiennes (les trois de la résistance et celle de Phnom-Penh), les huit pays concernés de la région (Vietnam, Laos, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour

et Thaïlande), les cinq Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Inde. Le Vietnam souhaite qu'on y associe également la Suède, la Finlande, l'Autriche, ainsi que les trois membres de l'ancienne commission internationale de contrôle mise en place par les accords de Genève de 1954 (outre l'Inde, le Canada et la Pologne).

L'inconnue chinoise

Cette inflation de participants inquiète ceux - notamment les Français - qui y voient une source de complications. Enfin, M. Thach a émis le vœu qu'une vice-présidence de la conférence soit donnée à un Etat indochinois, ce qui devrait soulever moins de problèmes, l'Indonésie assurant l'autre vice-présidence, et la France étant, en tant que pays hôte, présidente.

Mais la prudence observée à l'égard de l'éventuel succès de cette conférence vient sans doute de l'inconnue que représente la

Chine, surtout après le raidissement de ces dernières semaines. « Ce n'est pas parce que la Chine a la grippe que le Vietnam a la fièvre », rétorque M. Thach. Les Vietnamiens nient tout lien entre le processus de normalisation de leurs relations avec la Chine - fatalement mis en veilleuse par la situation à Pékin - et un règlement du conflit cambodgien. Il reste à voir si l'on peut dissocier les deux questions. Une Chine affaiblie n'est pas forcément une source de stabilité en Asie. Un accord viable sur le Cambodge est difficilement concevable sans le feu vert des Chinois.

Il faudra donc sans doute attendre au moins le 24 juillet, quand le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, se rencontreront en France, pour savoir plus précisément où l'on en est. Car le prince a déjà confié à plusieurs interlocuteurs que M. Deng Xiaoping lui a dit un jour : « Si vous lâchez les Khmers rouges, je vous combattrai... ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Avant le conseil européen de Madrid

M. Delors met une sourdine à ses ambitions en matière de politique sociale

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Sans doute pour inciter M^{me} Margaret Thatcher à faire preuve de Madrid d'un minimum d'ouverture à l'égard du projet d'union économique et monétaire, M. Jacques Delors est prêt à limiter ses ambitions en matière de politique sociale. Telle est l'impression qu'il a donnée au cours de la conférence tenue vendredi 23 juin à Bruxelles dans la perspective du conseil européen des 26 et 27 juin. La Grande-Bretagne aurait bien tort de craindre que la Communauté veuille légiférer sur ce terrain social au-delà de ses compétences, a fait valoir en substance M. Delors.

Que propose la Commission ? « Une charte des droits sociaux fondamentaux, c'est-à-dire une déclaration solennelle illustrant les valeurs sociales de notre société et de notre démocratie : une déclaration solennelle, pas plus », a dit M. Delors. Pour le reste, pas question de s'immiscer dans la politique des pays membres. « Le social existe dans le traité de Rome », a-t-il ajouté, mais « la Commission ne veut rien entreprendre qui tende à infléchir ce qu'un pays a accompli (...). La politique sociale, c'est la création d'emplois et la solidarité avec les régions les moins prospères ». Des propos auxquels pourrait se rallier M. Norman Fowler, le très libéral ministre du travail de Sa Majesté.

Ph. L.

• Le prochain conseil européen, sous présidence française, aura lieu les 8 et 9 décembre prochain à Strasbourg, a annoncé vendredi 23 juin le porte-parole de la présidence, M. Hubert Vedrine.

EN BREF

• GRÈCE : « mission exploratoire » pour M. Papandréou. — Le président de la République grecque, M. Christos Sartzetakis, a confié vendredi 23 juin au premier ministre par intérim, M. Andreas Papandréou, une deuxième « mission exploratoire » pour former un gouvernement après l'échec des efforts du conservateur Constantin Mitsotakis, vainqueur des élections législatives de dimanche dernier. Au cours d'une conférence de presse, M. Mitsotakis a déclaré que la mission qui lui avait été confiée avait été « infructueuse » et que « l'exclusive responsabilité » de cet échec revenait à la coalition de la gauche et du progrès (communistes et divers gauches). — (AFP.)

• URSS : Gigantesques incendies sur l'île Sakhaline. — Plus de 90 000 hectares de forêt ont été détruits par les incendies qui ravagent depuis le 10 juin le nord de l'île de Sakhaline (Extrême-Orient soviétique) et les incendies se poursuivent, a annoncé, vendredi 23 juin, l'agence Tass. « Je n'ai pas vu un tel désastre depuis que j'ai commencé à travailler ici il y a trente-trois ans », a raconté le chef des gardes forestiers de l'île, M. Kopeikin.

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !



POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques
- avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles
- avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)
- avec l'Association des professeurs de langues vivantes

Le Monde

Le service des corrigés vous est proposé par :



36.15 LMBAC

Asie

CHINE : fustigeant le « libéralisme bourgeois »

Le Petit Livre des pensées de M. Deng Xiaoping est sous presse

Un enseignant de l'université normale de Pékin, M. Liu Xiaobo, a été arrêté vendredi 23 juin sous l'inculpation d'incitation à l'émeute, ont annoncé les autorités samedi. L'enseignant, dont il est dit qu'il est « connu pour ses positions anti-marxistes et ses vues académiques attaquant la culture traditionnelle chinoise », était revenu le 27 avril d'un

voyage de trois mois aux États-Unis et aux Pays-Bas et « s'impliquait profondément dans l'agitation étudiante » selon la presse officielle. Par ailleurs, un dissident en vue a trouvé refuge à l'étranger dans les jours ayant suivi la répression militaire du soulèvement de Pékin. Il s'agit de M. Sa Shaozhi, proche du secrétaire général du

Parti communiste en passe d'être limogé, M. Zhao Ziyang. M. Su se trouve à Chicago, où il est arrivé après avoir transité par un pays tiers. D'autre part, on s'attend dans les milieux diplomatiques, qu'une réunion d'une haute instance du PCC soit tenue au cours du week-end l'éviction de M. Zhao et lui choisisse un successeur.

PÉKIN
de notre correspondant

On hésitait à imaginer que cela fût possible. On avait tort. Le Petit Livre des pensées de M. Deng Xiaoping, contenant des citations sur le même modèle que le Petit Livre rouge de Mao, est sous presse et sera bientôt disponible en librairie.

Le Quotidien du peuple a publié en première page, samedi 24 juin, dans sa typographie des grands jours, une série de dix citations extraites de cet ouvrage compilé par le bureau central de recherches sur les archives, un organe du comité central du PCC. Toutes portent sur le thème d'après-guerre d'ambiguïté énoncé par le titre : *Remarques du camarade Deng Xiaoping sur le maintien des quatre principes fondamentaux dans la lutte contre le libéralisme bourgeois*. Chaque citation, comme dans le Petit Livre rouge de Mao, est clairement datée,

avec le titre du discours dont elle est extraite ou l'occasion de la rencontre durant laquelle elle fut prononcée.

On y apprend que la lutte en question « devra durer au moins vingt ans » (30 décembre 1986). Qu'il convient de « faire attention au fait que certains commentateurs de Hongkong, certains commentateurs bourgeois étrangers, veulent tous que nous nous lancions dans la libéralisation » (28 septembre 1986). Que lorsqu'une « petite poignée d'intellectuels agitent les échos, la réalité est qu'ils veulent combattre le système socialiste et introduire le libéralisme bourgeois » (3 mars 1987). Que « la Chine ne peut pas transplanter » chez elle le système démocratique américain : « Je pense que vous pouvez comprendre cela » poursuit l'interlocuteur de l'ancien président Carter, « si la Chine le faisait, elle se précipiterait dans le chaos, un jour ce serait celui-ci qui descendrait dans la rue, un autre jour celui-là, est-ce

qu'on peut vivre comme cela ? Et où irions nous les forces nécessaires à l'éducation ? » (29 juin 1987).

« Que tout le monde les étudie ! »

Particulièrement révélateur est le fait qu'on ait pensé à inclure des extraits de la conversation que M. Deng eut avec le président Bush lors de la visite de ce dernier à Pékin avant le soulèvement étudiante du printemps : « Si nous pratiquions des élections générales dans ce pays de onze cent millions d'hommes, alors à coup sûr se reproduiraient des troubles du genre de la révolution culturelle. Si tous les jeunes maintenaient chacun leur point de vue, on se retrouverait dans une situation de guerre civile totale comme évoquée par le président Mao. (...) La démocratie est notre but, mais le pays doit protéger sa stabilité » (26 février 1989). C'est à ce moment que M. Deng commença à réagir contre la contestation intellectuelle dont il était la cible depuis quelques semaines.

Le commentaire introductif du journal ne laisse aucun doute sur la façon dont doivent être utilisées ces citations : « Que tout le monde les

étudie. » Comme on étudiait autrefois les pensées de Mao à partir du Petit Livre rouge.

On ignore encore de quelle couleur sera la jaquette de celui de M. Deng. On ose penser qu'il ne comportera pas une photographie du vieux dirigeant, protégé, comme son oncle en édition, d'une feuille de papier léger ou, pis encore, une calligraphie de l'un des hommes qui ont pris le pouvoir au nom de M. Deng exhortant les Chinois à lire quotidiennement l'ouvrage, comme jadis celle du maréchal Lin Biao, avant que sa disparition ne contrainne les gens à arracher cette page particulière de leur exemplaire de la bible maoïste.

La dernière citation publiée samedi insiste sur le fait que le régime a négligé « le travail idéologique et politique » auprès de la population au cours des dix années de réforme économique. Il faut croire que la méthode du livre de citations accompagnée d'explications en série est la seule thérapeutique que le vieux garde communiste ait imaginé pour remédier aux maux de la Chine.

FRANCIS DERON.

M. Jiang Zemin, nouveau secrétaire général du PC

(Suite de la première page.)

Cette décision a été prise par le comité central du PCC. Il aura fallu attendre plus d'un mois avant que le pouvoir parvienne à convoquer cette instance, seule habilitée à nommer — et à limoger — un secrétaire général. Ce retard s'explique par le temps qu'il a fallu à l'équipe qui a pris les commandes, lors de l'intervention sanglante de l'armée à Pékin le 3 juin pour se consolider, obtenir — parfois à la pointe des baïonnettes — le ralliement d'un maximum de

dirigeants et s'assurer que le comité central, à l'origine composé en majorité de réformistes, se prononcerait dans le bon sens.

La répression et la campagne de presse ont donc montré leur efficacité. M. Zhao n'aura ainsi tenu les commandes du PCC que deux ans et cinq mois avant d'être « lâché » par M. Deng Xiaoping. Mais le choix de M. Jiang Zemin montre clairement que le nouveau secrétaire général du parti n'en sera pas le véritable chef, l'autorité effective restant aux mains de M. Deng et de ses vieux « camarades ».

Paris annonce des mesures en faveur des étudiants chinois

M. Edwyg Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, a précisé vendredi 23 juin le détail des dispositions pratiques prises par le gouvernement français en faveur des étudiants chinois en France :

— Les services des étrangers des préfectures prolongeront le titre de séjour de ceux qui souhaitent rester en France ;

— Les boursiers du gouvernement français bénéficieront de prolongement de bourse s'ils souhaitent poursuivre leurs études en France ;

— Les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ont été chargés par le ministère de l'éducation nationale de centraliser les demandes. Les réinscriptions universitaires seront facilitées ;

— Les demandes d'asile politique seront examinées avec diligence par l'Office français pour les réfugiés et apatrides (OFRAP) ;

D'autre part, M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, a déclaré vendredi : « Je veille à ce que les autorités administratives concernées orientent vers les CROUS les étudiants chinois qui connaissent des difficultés matérielles particulières. S'ils ne peuvent bénéficier d'une inscription pour des raisons de scolarité, des instructions ont été données pour que leur demande de renouvellement de titre de séjour ou d'obtention de permis de travail soit inscrite le plus rapidement possible ».

Par ailleurs, M. Jacques Chirac, après avoir « joint sa voix » aux protestations contre les atteintes aux droits de l'homme en Chine, a annoncé que Paris « doit s'engager dans ce vaste mouvement de solidarité », proposant de mettre des locaux à la disposition des associations d'étudiants, de leur apporter des aides matérielles pour la poursuite de leurs études ou la recherche d'un emploi. Il a aussi lancé un appel aux Parisiens pour qu'ils « répondent avec leur cœur et leurs bras à ceux qui sont dans la peine et le besoin ».

L'ambassade de Chine a affirmé qu'elle « n'exerce aucune pression, d'aucune sorte » sur les étudiants chinois en France et qualifié les informations à ce sujet de « mensonges grossiers ». L'ambassade n'a

domé aucune consigne » aux étudiants pour les inciter à rentrer chez eux. Le porte-parole a démenti que des bourses aient été supprimées. « Au contraire, une certaine viabilité d'être prolongées ». En ce qui concerne la situation à l'ambassade, il a précisé que « chacun est à son poste et travaille normalement », et qu'il n'y a eu aucune défection.

Cette réaction de l'ambassade de Chine est la première depuis le début de la répression. Il n'empêche que les informations circulent sur les pressions directes ou indirectes exercées non seulement sur les étudiants chinois en France — tout particulièrement contre ceux qui se sont montrés actifs pendant les manifestations — mais aussi sur des Chinois résidant en France ou sur certaines de leurs associations. Une liste des boursiers ayant fait des déclarations publiques aurait été dressée à l'ambassade, où pourtant un certain nombre d'officiels avaient eu une attitude favorable ou neutre envers leurs étudiants pendant les manifestations de la place Tiananmen.

En plus des témoignages directs reçus par la presse, dont *Le Monde*, sur des coups de téléphone de menaces ou des mises en garde des partisans du régime de Pékin, les pressions sur les Chinois de l'étranger peuvent être multiples. Dans plusieurs pays (États-Unis, Canada — où les services spéciaux sont chargés de surveiller l'ambassade de Chine pour éviter de telles pressions — Grande-Bretagne, RFA, Australie ou Nouvelle-Zélande), des étudiants ou des membres de leur ambassade chargés de les contrôler.

Les méthodes peuvent être plus subtiles, comme l'intervention auprès des parents ou du conjoint restés au pays pour qu'ils appellent les étudiants contestataires à rentrer dans le rang ou à reprendre l'aviation pour la Chine. De telles mesures, efficaces et discrètes, étaient déjà employées avant les événements. Il en est de même à l'égard des associations locales de Chinois d'outre-mer, dont beaucoup de membres ont des liens avec la Chine. Certaines d'entre elles, qui avaient signé des appels contre la répression, ont ainsi retiré leurs noms peu après.

Afrique

ANGOLA : après l'instauration du cessez-le-feu

Le président Mobutu pourrait faciliter la normalisation entre Washington et Luanda

M. Jonas Savimbi, le partisan d'un socialisme africain qui ne devait rien au marxisme, l'ennemi chéri de certains services spéciaux occidentaux, le « combattant de la liberté » pour les Américains, peut être amer. Washington, prenant en compte l'évolution du régime de Luanda sous la contrainte des événements, semble préparer une réconciliation avec un des rares pays africains vraiment importants sur le plan économique.

« Le jour où le MPLA négociera, c'est qu'il aura perdu la guerre », déclarait il y a quelques années le chef de l'UNITA (1). Le parti au pouvoir a fini par accepter la discussion, il a promis de réintégrer les militants de la formation adverse dans la nation, mais, finalement, celui qui paraît devoir empêcher la mise en œuvre de ce José Eduardo Dos Santos que M. Savimbi considérait naguère comme un « homme inférieur », dépourvu de la largeur de vues nécessaire pour réaliser la réconciliation d'un peuple et s'élever en conséquence à la hauteur de l'ensemble de la communauté internationale.

Or, selon le président Mobutu, le sous-secrétaire d'État américain pour les affaires africaines, M. Herman Cohen, se rendra à Luanda le 7 juillet pour « discuter du problème des relations diplomatiques » avec un régime que Washington n'a pas reconnu après l'indépendance. Antérieurement, le chef de l'État zairois rencontrera le président George Bush le 29 juin à Washington. « Ce n'est pas à nous de dire aux Américains ou à Savimbi ce qu'il faut faire et quel titre coller au chef de l'État », a assuré M. Mobutu après la poignée de main entre adversaires « réconciliés ». Il semble néanmoins avoir des idées très précises sur la question, partagées par les Américains. Dès lors que Washington avait accepté sa mise à l'écart dans les négociations de l'an dernier pour le retrait des forces cubaines en Angola et l'indépendance de la Namibie, il était clair que M. Savimbi, malgré ses mérites et le bien-fondé de sa révolte passée, serait sacrifié avec tous les égards nécessaires.

En même temps qu'il était « légitime » comme partie prenante par les présidents africains assistant à la poignée de main historique, M. Savimbi s'interdit, au moins provisoirement, de revendiquer la place du président en titre. « Nous

n'avons joué aucun rôle, c'est le résultat d'une initiative entièrement africaine », a dit vendredi 23 juin le porte-parole de la Maison Blanche en soulignant « les efforts du président Mobutu » dans la recherche d'un compromis difficile à faire accepter par l'ancien allié de l'UNITA fourni en missiles Stinger.

Pour sa part, le département d'État parle du « début d'un processus ». Celui-ci pourrait faire taire d'huile au Mozambique, où, jusqu'à présent, le président Cissano se refuse à négocier directement avec la Résistance nationale (RENAMO). Un règlement des conflits nés de la décomposition des anciennes colonies portugaises pourrait contribuer au déblocage de la situation en Afrique du Sud.

Un Sud-Africain au Portugal

Avant de se rendre en Portugal — strictement pas par hasard — M. Frederick De Klerk, chef du Parti national sud-africain, et nécessairement probable du président Botha, a rencontré vendredi à Londres M. Thatcher qui s'est félicitée du « nouveau climat » de dialogue en Afrique du Sud et a pris acte de la volonté de son hôte de « respecter les accords » sur la marche de la Namibie vers l'indépendance.

Officiellement, il n'a pas été question de l'ancienne colonie allemande lors des entretiens de M. De Klerk avec le chancelier Helmut Kohl, le 22 juin à Bonn, dans le cadre de la tournée européenne du dirigeant sud-africain, sans passage à Paris. Mais, la veille, le ministre du développement, M. Jaeger Warrack, avait promis « une aide substantielle » pour la Namibie à une délégation de l'Alliance démocratique de la Turballe, également reçue par M. Genscher. Bon s'empresse à l'évolution d'un territoire où la présence allemande, jusqu'à la première guerre mondiale, a laissé des traces. Après le temps des diplomates, celui des financiers pourrait arriver rapidement dans une Afrique australe en pleine évolution.

JEAN DE LA GUERVIÈRE.

(1) Propos cités par Yves Lecaillon et Pierre-Guillaume de Roux dans leur livre *Jonas Savimbi, portrait d'un révolutionnaire en général*, la Table ronde, 1987.

L'accord de Gbadolite

Pretoria a joué un rôle en coulisses

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Les autorités sud-africaines n'ont pour l'instant guère commenté les résultats de la réunion de Gbadolite, au Zaïre, qui a permis d'instaurer un cessez-le-feu en Angola à partir de samedi 24 juin, à 0 heure. Seul, M. « Piki » Botha, ministre des affaires étrangères, a déclaré qu'il s'agissait d'« un pas important dans l'aboutissement de la réconciliation nationale » et que le gouvernement du président José Eduardo Dos Santos et le mouvement rebelle de M. Jonas Savimbi, « tout en poursuivant la lutte armée, ont fait tout ce qui était possible pour faciliter les discussions », a-t-il ajouté sans préciser le rôle joué par le régime de Pretoria.

M. Botha a salué, en revanche, « le rôle important joué par le président Mobutu Sese Seko pour trouver une solution dans la région ». Il a conclu en affirmant que « l'Afrique australe avait besoin de paix et d'ordre afin que les dirigeants de la région se consacrent de façon urgente à un programme de développement ». C'est la seule réaction officielle. Au ministère des affaires étrangères, on précise qu'il s'agit d'un « important développement », tout en précisant qu'il est préférable d'attendre les détails du plan avant de se prononcer.

Zones d'ombre

« La déclaration de Gbadolite », fruit de la réunion de dix-huit chefs d'État, a, semble-t-il, surpris le gouvernement sud-africain. On ne s'attendait pas que M. Dos Santos et M. Savimbi se rencontrent et se parassent la main d'autant que mardi, à Lusaka (Zambie), le ministre angolais des affaires étrangères, M. Pedro de Castro Van Dunem, avait rejeté toute perspective de dialogue avec l'UNITA.

Il est néanmoins certain que l'Afrique du Sud a joué un rôle dans les coulisses. Le 5 juin, le ministre zairois des affaires étrangères, M. Karl I Bond, s'était rendu à Pretoria et y avait rencontré

MM. « Piki » Botha et Frederick de Klerk. Il est, d'autre part, vraisemblable que les autorités sud-africaines ont fait pression sur leur « protégé », M. Jonas Savimbi, afin qu'il accepte un compromis. J'avais dénoncé à fond la carte de la coopération régionale, le régime du président Botha entend démontrer sa bonne volonté aux yeux de la communauté internationale en profitant du climat créé par les perspectives d'indépendance de la Namibie. La reconstruction de l'Angola peut, par ailleurs, constituer un débouché économique séduisant.

D'importantes zones d'ombre subsistent encore sur la teneur de l'accord de Gbadolite, notamment en ce qui concerne le sort réservé à M. Jonas Savimbi. Ce dernier avait encore fermement affirmé, mercredi, qu'il n'était absolument pas question de s'écarter, pendant deux ans dans l'attente d'une « réconciliation nationale ». Or M. Kenneth Kamuda, le président zambien, qui a présidé la rencontre de Gbadolite, est formel : le chef de l'UNITA a accepté de partir en exil. Il l'a affirmé dans une interview accordée à la BBC. Une nouvelle qui n'a pas été confirmée par les autres chefs d'État.

Selon l'agence zimbabwésienne de presse Zana, le plan adopté comporterait cinq points : le cessez-le-feu, la reconnaissance du président Dos Santos en tant que chef d'État, l'assurance donnée par le gouvernement de Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) de former un gouvernement d'unité nationale et de réintégrer les membres de l'UNITA, y compris les forces armées, dans la société et le système politique du pays, un exil de deux ans pour M. Savimbi et, enfin, la mise en place d'une commission chargée de veiller à l'application du plan qui serait composée des représentants du Zaïre, du Congo et du Gabon. Apparemment, aucune mention n'a été faite d'élections générales depuis des années. Ce dernier cependant, selon le président du Zimbabwe, M. Mugabe, accepté de ne pas participer au gouvernement d'unité nationale.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Un technocrate pragmatique

PÉKIN
de notre correspondant

Né en 1926 à Yangzhou dans la province du Jiangsu, M. Jiang Zemin est typique de cette génération de technocrates qui ont commencé à émerger dans les années qui ont suivi le lancement des réformes économiques de M. Deng Xiaoping au lendemain de la mort de Mao Zedong. On ne lui connaît guère de traits personnels de caractère, son bagage idéologique n'a pas l'air particulièrement important, on le devine — sans guère le connaître sur le plan national — comme un homme qui, tout en sachant surager politiquement, est surtout intéressé à ce que les choses concrètes qu'il entreprend se fassent vite et bien.

Depuis 1985, son nom est étroitement associé à Shanghai, l'énorme métropole de Chine orientale, dont il était cas derniers temps le patron. C'est à coup sûr un réformiste, mais du genre prudent : longtemps associé à la direction de M. Zhao Ziyang — on évacua même un temps son nom pour prendre la direction du gouvernement tandis que M. Zhao passait à la tête du parti — M. Jiang a été particulièrement rapide à envoyer un télégramme de félicitations à M. Li Peng lorsque ce dernier décréta la loi martiale le 20 mai. C'est sans doute à ce titre qu'il est devenu un personnage acceptable par les deux clans de la direction chinoise qui se disputent le pouvoir.

M. Jiang a rejoint les rangs du PCC en 1948, alors qu'il était étudiant à Shanghai, mais plutôt, semble-t-il, pour les possibilités de promotion sociale que cela lui

procure. A peine était-il diplômé de mécanique électrique qu'il devint sous-directeur d'une usine dans le secteur alimentaire avant de se rendre à Moscou pour y effectuer un stage d'un an à l'usine d'automobiles Staline. Revenu en Chine en 1956, il travailla un temps dans l'administration chargée de l'industrie mécanique.

Il a voyagé un peu à l'étranger, mais plutôt en Europe de l'Est. Maire de Shanghai depuis 1985, il est entré à la même époque au comité central puis a été promu, lors du treizième congrès du PCC, au bureau politique, laissant la place de maire à M. Zhu Rongji pour conserver celle de secrétaire du parti de la municipalité, le véritable pouvoir local.

Se gestion de la crise du printemps à Shanghai a été toute en nuances. Tout en se ralliant en toute hâte à la tendance dure du régime, il a su éviter la catastrophe en parvenant à contenir l'agitation dans une certaine limite de manière à ne pas avoir à faire donner la troupe. Ainsi, son compère M. Zhu a pu s'efficher à la télévision nationale, alors que Pékin était à feu et à sang, en faisant remarquer qu'au moins, à Shanghai, on n'avait pas eu besoin d'un venir aux mesures extrêmes. La déclaration fut interprétée comme un signe particulièrement éloquent de l'isolement des clans du pouvoir central face aux réalités du pays profond, où l'on se soucie bien moins qu'à Pékin des conséquences du « libéralisme bourgeois » tant qu'il apporte un certain développement.

F. D.

Les protestations dans le monde contre la répression

Les autorités de Pékin privées de 14 juillet

Les autorités chinoises seront tenues à l'écart des réceptions données par les ambassades américaine, britannique et française à Pékin en l'honneur de leur fête nationale. Les trois ambassades, qui représentent des pays ayant gelé leurs contacts à haut niveau avec Pékin, ont décidé de limiter ces célébrations à leurs seuls nationaux.

D'autre part, les Douze ont officiellement adressé une note écrite au ministre chinois des affaires étrangères exigeant des explications après le mitraillage par l'armée, le 7 juin dernier, du complexe diplomatique de Jianguomenwai. Aucun étranger n'avait été blessé, mais les soldats chinois — qui avaient, selon l'agence Chine nouvelle, riposté à un tireur embusqué sur les toits — avaient arrosé de balles plusieurs immeubles ainsi que des hôtels et

des bureaux. En outre, la Belgique a annoncé qu'elle avait annulé la visite prévue à l'automne du premier ministre Li Peng et gelé son aide au développement, tandis que l'Italie suspendait l'adoption de nouveaux projets de coopération et que le Bundestag demandait un débat aux Nations unies sur la situation en Chine.

Aux États-Unis, le président Bush a invité, vendredi 23 juin, le Congrès à faire preuve « de patience et d'indulgence » à l'égard de sa position prudente sur la répression en Chine. Quant au Japon, il souhaite faire converger ses pressions sur la Chine avec les sanctions américaines à l'occasion de la rencontre, lundi, à Washington, entre le chef de la diplomatie nipponne et les dirigeants américains.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

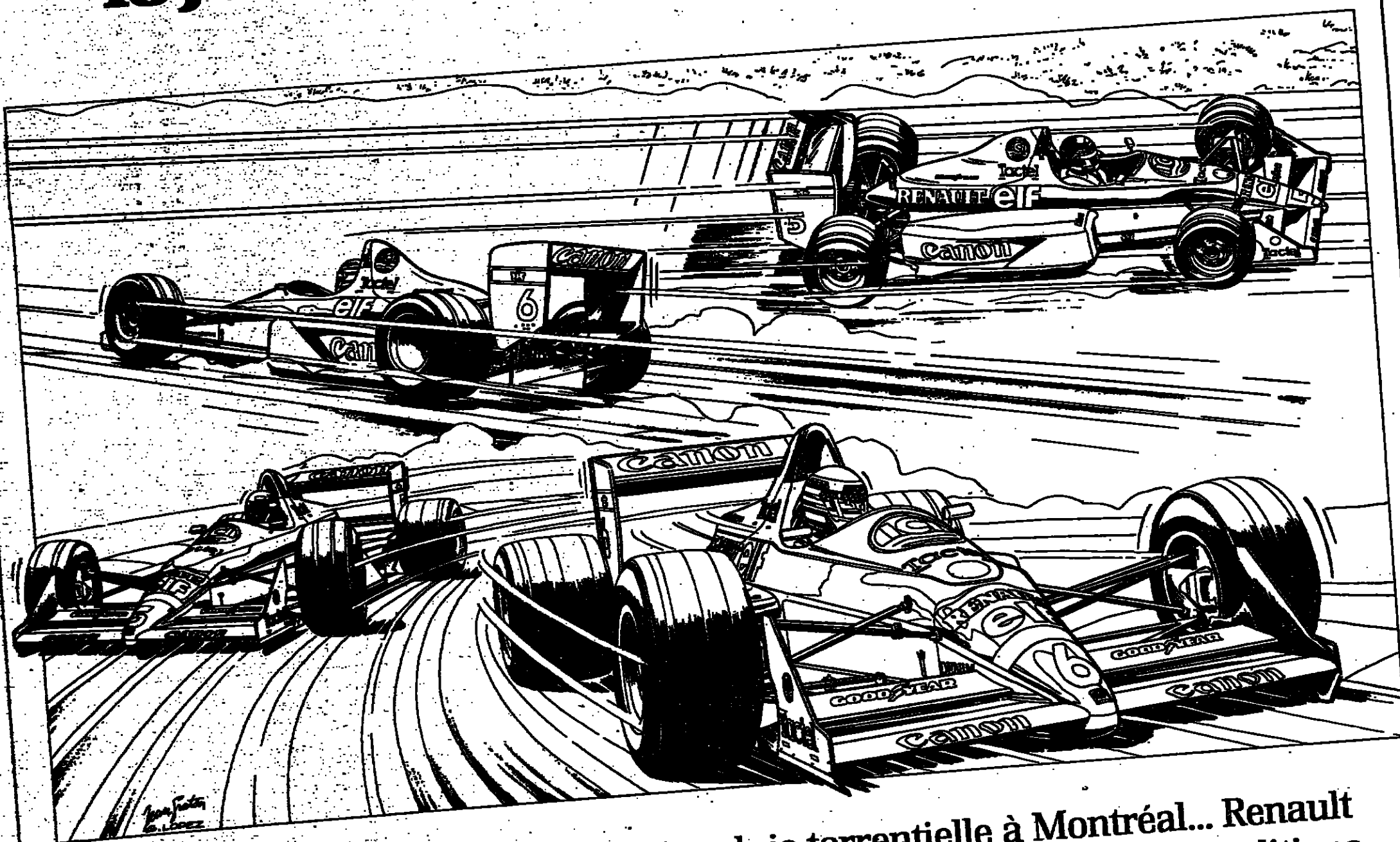
Poste 4138

BRAVO A THIERRY BOUTSEN ET RICCARDO PATRESE.

28 MAI : 2^e à MEXICO

4 JUIN : 2^e à PHOENIX

18 JUIN : 1^{er} et 2^e à MONTRÉAL



Canicule à Mexico et à Phoenix, pluie torrentielle à Montréal... Renault en Formule 1 a démontré la fiabilité de ses moteurs dans les conditions de course les plus extrêmes. Bravo à l'équipe Williams Renault.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



موتا من الامير

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le « Wall Street Journal » :
100 ans... et la dent dure

Le *Wall Street Journal* a célébré vendredi 23 juin son centième anniversaire.

WASHINGTON
de notre correspondant

Un éventail de cartes de crédit, un produit de luxe et un exemplaire du *Wall Street Journal* posé à côté : pour les publicitaires de tout poil, le *Journal* reste un symbole d'argent et de réussite, un signe de reconnaissance entre « happy few ».

Ses lecteurs ne sont pourtant pas tous des financiers en costume sombre qui se font conduire en Cadillac à la Bourse de New-York. Et pour cause. Le *Wall Street Journal*, diffusé près de deux millions d'exemplaires par jour aux États-Unis, c'est en fait le plus grand quotidien américain et, même avec le nouveau venu *USA Today*, le seul quotidien vraiment « national ». Malgré leur puissance et leur prestige, le *New York Times* et à plus forte raison le *Washington Post* sont, au moins en partie, des journaux régionaux — et leurs tirages sont nettement inférieurs.

Certes, les lecteurs du *Journal* sont rarement des jeunes filles pauvres. Le public est masculin à près de 90 % ; l'âge moyen du lecteur est de quarante-neuf ans, et son revenu de 55 000 dollars par an (plus de 40 000 francs par mois). Tandis que le *Journal* défend vigoureusement la libre entreprise et les valeurs conservatrices, ses lecteurs aiment ou ont aimé, dans l'ordre : Ronald Reagan, Lee Iacocca (le président de Chrysler), mais aussi Ralph Nader, le défenseur des consommateurs — selon une enquête réalisée auprès de ses lecteurs par le quotidien lui-même.

Le *Journal*, qui appartient au propriétaire du groupe Dow Jones — lequel a donné son nom à un célèbre indice boursier — a bien changé depuis ce jour de l'été 1889 où il parut pour la première fois, sur quatre pages et à mille cinq cents exemplaires distribués dans les rues avoisinantes de Wall Street. Il reste une mine de renseignements sur la Bourse et la vie des entreprises. Mais on peut très bien le lire avec plaisir après avoir jeté au panier ses deuxièmes et troisièmes cahiers consacrés aux affaires et à la finance.

Pas question, en revanche, d'ignorer la « une », qui résume à elle seule toutes les bizarreries de ce quotidien qui se veut « un magazine publié tous les jours » (sauf le samedi et le dimanche). Grise et terne au point qu'elle ferait paraître criarde celle du *Monde*, uniformément composée d'articles et de titres sur une seule colonne (une seule exception en plus de trente ans : deux colonnes à la « une » pour le krach de Wall Street, en octobre 1987), elle est pourtant le résultat d'un savant mélange de nouvelles

brèves et de deux longs papiers qui se prolongent à l'intérieur.

Colonne de gauche, sujet sérieux, enquête ambitieuse et de longue haleine ; colonne du centre, sujet « original », « curieux ». Le tout est marqué par une recherche de la formule, un souci d'écriture et un humour qu'on ne retrouve à peu près nulle part ailleurs dans les quotidiens américains. L'essentiel de l'information politique et internationale est en général mentionnée, ne serait-ce qu'en quelques lignes. Mais les responsables du *Journal* semblent parfois prendre plaisir à ignorer superbement un sujet qui s'étale en caractères d'affiche à la « une » de tous les autres quotidiens.

Prospective

Tout cela peut paraître, à la longue, un peu apprêté, voire snob. Mais la qualité de certaines enquêtes, la puissance des moyens engagés pour les réaliser, forcent le respect. Ainsi le *Journal* n'hésite-t-il pas à lancer ses reporters dans une enquête tous azimuts, censée mettre au jour ce que seront les années 90 et les suivantes au Japon, en Chine, en Union soviétique, en Europe et aux États-Unis. Cela donne, au terme de 160 000 kilomètres de voyages et de centaines d'entrevues de grands et de moins grands de ce monde, cinq papiers enlevés, dont il ressort que, en dépit de tout, les États-Unis devraient conserver leur leadership mondial.

Même la manière de traiter l'information quotidienne est marquée par ce souci de « prospective ». Avec des résultats parfois remarquables : le 7 décembre 1941, quelques heures après l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, l'article du *Journal* commençait par cette simple phrase : « La guerre avec le Japon signifie une révolution industrielle aux États-Unis ». D'autres prédictions, il est vrai, furent moins claires. En 1973, un reporter discernait les signes de la faillite de l'industrie automobile japonaise ! Il n'en est pas moins devenu rédacteur en chef du *Wall Street Journal*.

Et puis, bien sûr, il y a la page éditoriale, sans laquelle le *Journal* ne serait pas tout à fait lui-même : des prises de position au canon, où les turpitudes du Congrès et les traverses de l'esprit washingtonien sont dénoncées avec une joyeuse féroce. Le quotidien a la dent dure ! Défenseur attiré de la libre entreprise, le *Journal* est pourtant partisan d'un exécutif fort, face à un Congrès réputé

rempli de démagogues irresponsables.

Les libéraux (la gauche) ne sont pas en odeur de sainteté, et le *Journal* est clairement « républicain ». Mais, contrairement à la plupart de ses confrères, il ne prend jamais position pour un candidat ; il préfère défendre des idées, parce que, expliquent ses responsables, les hommes se renouvellent trop vite.

Même s'il cultive une image vieillotte — avec des gravures en demi-teinte, format timbre-poste, en guise de photos — le *Journal* est une entreprise moderne, imprimée, grâce à une transmission par satellites, en plusieurs points des États-Unis (sans compter les éditions asiatique et européenne). Pris à domicile par portage, le *Journal* est livré à domicile par portage. Le reste est envoyé par la poste ; une petite partie seulement atterrit dans les distributeurs automatiques de journaux et les kiosques.

Le tirage, après avoir progressé de manière spectaculaire depuis que le *Journal* s'intéresse à autre chose qu'au business, s'est stabilisé. Mais cent cinquante mille lecteurs ont été perdus après le krach d'octobre 1987, et la moitié seulement ont été regagnés depuis. Le *New-York Times* croit discerner quelques « rides nouvelles » sur la face centenaire de son confrère ; il remarque qu'à trop augmenter sa pagination et le nombre de ses cahiers, le *Journal* risque de perdre sa qualité première : donner succinctement une information intelligente à des lecteurs pressés.

Et puis la concurrence s'est faite plus vive, et, si le *Wall Street Journal* domine encore le marché de la presse économique, il n'y règne plus sans partage. Même les bénéfices ont baissé ; mais ils étaient si considérables qu'il subsiste un matelas confortable. De 30 %, la marge bénéficiaire s'est réduite à 15 %, ce qui représente tout de même un peu plus de 100 millions de dollars par an : les chantiers du capitalisme savent encore faire marcher leur boutique !

JAN KRAUZE.

COLOMBIE

« Mort
aux gamins »

Bogotá. — En quelques semaines, une vingtaine de gamins, ces enfants des rues de Bogotá, ont été retrouvés assassinés dans la capitale. La rumeur attribue ces crimes à une organisation dénommée « MAG-Muerte a gamins », qui se serait donné pour but de nettoyer les rues de la capitale colombienne.

La presse a publié des réactions indignées : « Nous sommes une société capable d'assassiner des enfants, de les massacrer, de les torturer... Il semble absurde de le répéter, mais les gamins sont des enfants, des enfants misérables, humiliés, prostitués, mais des enfants », a écrit la *Presse* (conservateur) dans un éditorial.

Les premiers cadavres d'enfants ont été découverts au début de mai, ils ont été retrouvés, pour la plupart, dans les allées du Parc national de Bogotá, un vaste espace vert au centre de la capitale où dorment les sans-abri. Selon les autorités judiciaires, les enfants ont tous été tués par arme à feu par des hommes, qui, selon les rares témoignages, se seraient enfuis en motocyclette ou en automobile.

Une organisation religieuse composée de missionnaires catholiques, Juventud con una misión, qui se consacre à héberger et à aider des enfants pauvres dans plusieurs centres d'accueil, a officiellement porté plainte.

Certains observateurs estiment que « MAG » pourrait être le nom adopté par un des groupes de ces « paramilitaires » fanatiques de l'ordre qui se sont multipliés en Colombie ces deux dernières années. A Bucaramanga, au nord-est de Bogotá, quatrième ville du pays, une organisation se baptisant « La main noire » avait l'an dernier tué 11 vagabonds, prostituées et homosexuels en l'espace d'un week-end. — (AFP.)

Proche-Orient

Mort à Paris de Michel Aflak,
fondateur du parti Baas

Fondateur du parti Baas, dont deux branches rivales sont au pouvoir en Irak et en Syrie, Michel Aflak est mort, vendredi 23 juin, à Paris où il était hospitalisé au Val-de-Grâce depuis le 10 juin à la suite d'un malaise cardiaque. Il devrait être inhumé en Irak.

Chrétien d'Orient, Michel Aflak aura réussi à implanter le plus tard des partis parvenus au pouvoir en terre arabe d'Islam, le Baas.

Le Baas et les régimes ennemis qui en sont issus à Damas et à Bagdad, qu'on les juge dictatoriaux, policiers, militaristes, n'en sont pas moins nationalistes arabes. Le parti a dépassé les blocages confessionnels. Il l'a prouvé en pratique : en faisant d'un chrétien, M. Tarek Aziz, le ministre des affaires étrangères de l'Irak et, plus encore, d'un Alaouite, le président Assad, le plus fort chef d'État à avoir gouverné la Syrie contemporaine.

Le hasard a voulu qu'Aflak meure à Paris, entouré de considération, après avoir longtemps combattu la France, d'abord comme puissance mandataire en Syrie, puis comme puissance coloniale jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie. C'est à Paris qu'à la fin des années 20, jeune étudiant en Sorbonne, il avait initié aux courants politiques et philosophiques de l'époque et avait acquis les idées et la formation qui devaient l'amener à concevoir et à mettre en forme, avec son ami, Salah Bitar, l'idéologie du Baas, qu'il devait fonder en 1939.

Né en 1910 à Damas, dans une famille de la moyenne bourgeoisie commerçante grecque-orthodoxe déjà imprégnée de nationalisme

LIBAN

Opération
israélienne
dans le Sud

L'armée israélienne a mené, vendredi 23 juin, une importante opération au nord de la « zone de sécurité » établie par Israël dans le sud du Liban. Au cours de cette action, qui visait un secteur contrôlé par les intégristes sectaires du Hezbollah, quatre « combattants anti-israéliens » ont été tués, s'en ont indiqués de source militaire israélienne.

En outre, à Beyrouth, le chef du gouvernement soutenu par Damas, M. Selim Hosni, a été violemment critiqué vendredi les milices pro-syriennes, à l'Est et de profiter économiquement de l'effondrement de ses institutions.

Dans un « message aux Libanais » diffusé à la radio, M. Hosni a mis en cause sans les nommer les chefs de ces milices, dont les plus importantes sont le mouvement chiite Amal de M. Nabih Berri et le chef druze du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt, tous deux membres de son gouvernement. M. Hosni, un sunnite modéré, a accusé ces milices de se livrer au « racket, de tuer de se substituer à l'État et de paralyser son activité, notamment dans les domaines de l'approvisionnement ». « Il s'agit d'un nouvel épisode de la guerre des ministères contre l'État », a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement à majorité musulmane a, en outre, accusé les chefs des milices de profiter financièrement du blocus qu'ils imposent, avec l'armée syrienne, depuis plus de trois mois aux régions chrétiennes. — (AFP.)

arabe — son père avait été emprisonné par les Ottomans. — Michel Aflak devait, dès son retour au pays après ses études universitaires, mener la vie turbulente des militants constamment en rupture de ban avec les pouvoirs établis, même lorsqu'ils ont concouru à leur installation. Toujours battu aux élections, démissionnaire trois mois après être devenu ministre en 1949, souvent éloigné ou réfugié à l'étranger (au Brésil en 1950-1952, au Liban puis en Italie en 1953, de nouveau au Liban en 1959-1962, encore au Liban en 1965 et de nouveau au Brésil en 1966-1968, puis au Liban de 1968-1975, installé en Irak à partir de 1975, avec un intermède, en Yougoslavie, en 1978), Michel Aflak a été emprisonné par Adib Chichakly en 1954 et, après l'arrivée du Baas au pouvoir à Damas, a été obligé d'entrer dans la clandestinité en 1966 avant de fuir au Liban et d'être condamné à mort par contumace en 1971, après l'accession du général Hafez El Assad au pouvoir.

C'est qu'à l'intérieur même du parti, dont il est le père fondateur et qui est miné par des luttes internes, Michel Aflak est de toutes les querelles. Lorsque le Baas prend le pouvoir à Damas en juillet 1963, il se retrouve en conflit, à la tête de l'aile modérée minoritaire, avec l'aile radicale, jusqu'à en être

évincé. Contraint d'abandonner le poste de secrétaire général de la branche syrienne du parti, il demeure l'animateur de son commandement interarmées, en opposition avec la branche syrienne mais en étroite relation avec la branche irakienne.

Aussi, lorsque Saddam Hussein prend à son tour le pouvoir à Bagdad pour le compte du Baas, en juillet 1968, Aflak y est accueilli en héros et traité en « maître à penser ». Bien qu'encore jeune, il se cantonne désormais dans ce rôle et, malgré une courte brouille en 1978 avec le régime irakien à propos de l'attitude de ce dernier à l'égard du Parti communiste et de la résistance palestinienne, il retrouve sa position privilégiée à Bagdad. Peut-être s'agit-il avec l'âge. Toujours est-il qu'il n'est plus mêlé aux cabales et intrigues politiques émaillant la vie des deux Baas ennemis, l'Irakien et le Syrien.

Père de deux régimes au pouvoir, vénéré par l'un d'eux, Michel Aflak a refusé de tirer avantage de sa position, se forgeant une image de philosophe et de théoricien rigoureux et honnête. Menant une vie notablement modeste, père d'une fille et de trois garçons, il avait la réputation d'être un pur, voire un puritan.

LUCIEN GEORGE.

La mystérieuse affaire d'enlèvement à Gaza

Un Américain est libéré
après vingt-quatre heures de détention

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Acte d'un « dérangé mental », initiative individuelle, affaire locale, bourde politique... Les Palestiniens n'étaient pas avares de commentaires catégoriques pour assurer, vendredi 23 juin, que le bref enlèvement d'un ressortissant américain à Gaza (le *Monde* du 24 juin) n'avait été l'œuvre d'aucun groupe militant nationaliste organisé. Il en allait de l'image de leur soulèvement qu'une prise d'otage à la libanaise aurait singulièrement entachée. C'est d'ailleurs bien ainsi que l'avait immédiatement compris le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, qui répétait à l'envi que l'affaire prouvait une fois de plus « le caractère terroriste de l'OLP ».

L'enlèvement de M. Chris George, directeur des opérations de l'organisation humanitaire américaine privée Save the Children Fund, reste une affaire bien mystérieuse. Capturé jeudi, vers midi, à son bureau de Gaza, en plein centre ville, Chris George, âgé de trente-sept ans, a été relâché vendredi après-midi par ses ravisseurs. Un résident du quartier, un homme qu'il connaissait bien, M. Mohamed Abou Nasser, était venu le demander à son bureau puis l'entraîna de force dans une voiture avec deux autres Palestiniens armés — le tout à visage découvert.

« Nous avons roulé environ une demi-heure et j'ai été conduit dans une maison où l'on m'a très bien traité, me considérant en l'ôte plutôt qu'en prisonnier », a raconté Chris George. Sans être très disert sur les conditions de sa libération, qu'il a attribuées à la pression de la commu-

nauté palestinienne, il a assuré que ses ravisseurs avaient agi pour faire connaître la cause des Palestiniens des territoires occupés au président George Bush. Avant de libérer le coopérant, M. Mohamed Abou Nasser lui avait confié « une lettre à l'intention du président américain ».

Telle quelle, l'affaire ressemble à un coup monté par un petit groupe d'amateurs en mal de publicité. Elle avait pourtant commencé apparemment beaucoup plus sérieusement. Quelques heures après l'enlèvement, un coup de téléphone anonyme et un message écrit transmis au bureau de la Croix-Rouge à Gaza posaient un certain nombre de conditions à la libération de l'Américain : clarification de prisonniers palestiniens détenus en Israël et appartenant tout à la fois à l'OLP et au mouvement islamiste Hamas, notamment.

Côté palestinien, c'était la constipation. Toutes les institutions nationalistes de Cisjordanie et de Gaza, proches de l'OLP, condamnaient l'opération. Et l'hypothèse la plus vraisemblable est que l'entourage de Chris George a bénéficié de la mobilisation et de l'intervention immédiate de différents cercles palestiniens.

L'enlèvement corrobore une impression de nette radicalisation dans le conflit entre Israéliens et Palestiniens des territoires. Durant la semaine, les incidents se sont multipliés entre civils israéliens et Palestiniens. Vendredi, deux de ces derniers ont été tués, l'un dans un affrontement avec l'armée, l'autre apparemment victime d'une bande de colons qui a ouvert le feu dans un village de Cisjordanie.

ALAIN FRACHON.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

Les socialistes
se rallient
au démocrate-chrétien
M. Aylwin

Les trois partis représentant le socialisme chilien (le « renouveau » de M. Jorge Arrate, radicaux de M. Claudio Almeyda et Parti pour la démocratie de M. Ricardo Lagos) ont désigné, vendredi 23 juin à Santiago, le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Patricio Aylwin, comme leur candidat pour l'élection présidentielle du 14 décembre. Des dix-sept formations de l'opposition au régime du général Pinochet, treize (dont les plus importantes) ont désormais confirmé leur soutien à M. Aylwin. Cet ancien avocat, âgé de soixante-dix ans, est largement en tête dans tous les sondages — alors, il est vrai, que la droite n'a pas encore fait connaître le nom de son candidat, qui pourrait être l'ancien « premier ministre » (1983-1984), M. Sergio Onofre Jarpa. La décision des socialistes, inévitable, n'en était pas moins très difficile : M. Aylwin, en sa qualité de président du Sénat, avait joué un rôle dans le processus de radicalisation des oppositions au président socialiste Salvador Allende

Ile Maurice

Arrestation
de Sir Gaëtan Duval

Sir Gaëtan Duval, ancien ministre et chef de file du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), a été arrêté vendredi 23 juin à son retour d'un voyage à Madagascar. Selon son avocat, cette arrestation résulte d'une déclaration faite à la police par deux personnes qui l'ont impliqué dans une affaire d'assassinat politique commise en 1970. Sir Gaëtan Duval a été vice-premier ministre et ministre du tourisme et de l'emploi dans le gouvernement de Sir Anerood Jugnauth de 1983 à 1988. Il a siégé depuis dans l'opposition. Il a, selon son avocat, nié toutes les accusations portées contre lui. Selon un porte-parole de la police, il est détenu à des fins d'enquête. — (AFP.)

Salvador

Sanglant attentat
à la grenade
dans un marché

Trois personnes ont été tuées et quarante autres blessées vendredi 23 juin par l'explosion d'une grenade lancée par des incrimés dans un marché de San-Salvador. Un tel attentat sanglant n'a pas de précédent dans la capitale d'un pays dépendant en proie à une guerre civile depuis 1980. La police en a attribué la responsabilité à la guérilla du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale). Celui-ci avait démenti, déjà, être l'auteur de l'assassinat, le 9 juin, de José Antonio Rodríguez, ministre de la présidence, et principal idéologue de l'ARENA, le parti d'extrême droite arrivé à la présidence le 1^{er} juin avec M. Alfredo Cristiani. Cependant, le FMLN a lancé vendredi une attaque coordonnée contre des unités gouvernementales en plusieurs points du pays. Selon la radio des rebelles d'extrême gauche, 38 soldats ont été mis hors de combat. Les forces armées, elles, font état de 61 morts et blessés des deux côtés. L'un des accrochages a eu lieu à Apasa, dans la banlieue de San-Salvador. Quelque 70 000 personnes ont péri de faits de violence politique au Salvador depuis 1980. — (AFP, Reuters.)

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	260 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

et LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur internet 36.15 LEMONDE code: ABO

Politique

La percée écologiste provoque des reclassements à l'extrême gauche

Mais quand s'achèvera donc la transmutation de M. Pierre Juquin ? A peine plus de six mois après la création de la Nouvelle Gauche (le Monde du 6 décembre 1988), l'ancien porte-parole du PCF, exclu de son parti pour s'être présenté à la dernière élection présidentielle contre M. André Lajoinie (ils avaient obtenu respectivement 2,1 % et 6,8 % des suffrages exprimés), divorce d'avec ses nouveaux compagnons de route. « Divorce par consentement mutuel », dit-on dans son entourage, mais il s'agit tout de même de la troisième rupture en deux ans.

Après sa longue broderie avec la direction du Parti communiste, qui s'était soldée par son exclusion, M. Juquin s'était fait écarter par ses camarades « rénovateurs » à la suite du scrutin présidentiel, et il devait prendre sur lui, samedi 24 juin, de « remercier les gens avec lesquels il a travaillé au sein de la Nouvelle Gauche, confiant l'un de ses proches, mais dont il ne partage plus la conception du combat politique ». La coordination générale de cette formation, ainsi que le conseil national des rénovateurs communistes (la liste de M. Claude Liabres a recueilli 0,4 % aux élections européennes), tout comme le conseil national interrégional des Verts devaient, en effet, se réunir ce week-end pour tirer les enseignements de la consultation du 18 juin.

La décision de M. Juquin constitue la reconnaissance, explicite et sans ambiguïté, de la victoire par KO de M. Antoine Waechter. Suivant impitoyablement son petit bonhomme de chemin vert en s'accrochant au « ni droite ni gauche », le dirigeant écologiste, a non seulement sorti son mouvement de l'ornière électoral mais il est devenu un acteur de premier plan dans la recombinaison du paysage politique français. Même les dirigeants du PCF lui font les yeux doux.

Or M. Juquin, défenseur d'une vision politique « rouge et verte », avait l'ambition de bâtir une formation écolo-socialiste qui concurrencerait les Verts. Son résultat présidentiel, et bien plus encore le bilan décevant de la Nouvelle Gauche aux élections municipales, face à la percée écologiste l'ont conduit à réviser sa tactique. « Je ne veux pas participer à quoi que ce soit qui concurren-

cerait les Verts », dit-il aujourd'hui, en conseillant à ses amis, par la détermination individuelle, de rejoindre la formation de M. Waechter. Une démarche qui pose quelques problèmes aux plus purs des Verts, lesquels se méfient tout autant d'une certaine forme d'entrisme que des conceptions de gauche dont sont porteurs ces encombrants alliés.

Chez les Verts, on exclut toutefois d'envisager une fusion avec la Nouvelle Gauche, ce que, du reste, la majorité restante de cette organisation ne souhaite pas. Utilisant le terme peu flatteur de « voiture-balai », un membre de l'exécutif de cette dernière affirme que les anciens trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les « rénovateurs » communistes, quelques dirigeants du PSU et des « alternatifs » vont se retrouver « entre eux pour poursuivre inlassablement le combat des archaïsmes ». Pendant ce temps, les Verts envisageront de présenter leur propre candidat, ne serait-ce que symboliquement, pour l'élection du président du Parlement européen.

La différence entre les enjeux a déjà sauté aux yeux de certains. Les bouleversements que les Verts produisent à répétition sur l'échiquier politique auront également des conséquences pour les rénovateurs communistes. Sonnés par leur marginalisation électorale européenne, les partisans de M. Liabres sont plongés, eux aussi, dans les affres du doute. Ils admettent que bon nombre de leurs électeurs ont été probablement séduits par les Verts, qui offraient une crédibilité politique, mais ils jugent que leur avenir immédiat ne se situe pas dans la mouvance écologiste.

Si certains d'entre eux sont frappés par le refus d'un nouvel engagement, si d'autres rêvent d'une nouvelle recombinaison avec la Nouvelle Gauche privée de M. Juquin, si d'autres encore longent du côté de la « maison commune » dont la construction est proposée par les « restructurateurs » communistes, tous rejettent au plus profond de leur réflexion une tentation qui les tarabuste : le rapprochement avec les socialistes. Tous y pensent, mais personne n'en parle.

OLIVIER BIFFAUD.

POINT DE VUE

Si, si, Vert et Rouge !

par Jean-Claude Le Scornet
secrétaire national du PSU

PRESQUE 11 % ! La démesure même du succès électoral écologiste est une profonde source de satisfaction.

Non que le PSU — qui a appelé à voter Vert — veuille à l'occasion se prévaloir d'une victoire électorale dont il n'a pas l'habitude, mais plus simplement parce que l'espoir fait vivre... ceux qui depuis quelques temps déjà manquaient d'oxygène.

Vivre, c'est en effet retrouver l'espoir.

Non, il ne s'agit pas de l'espoir abandonné quelque temps à peine après un certain soir de mai 1981. Non, cet espoir-là, définitivement non renouvelable, la « gauche » l'a laissé aux profits et pertes de l'Histoire. Celle commémorée il y a longtemps déjà, où « gauche » se confondait avec l'espoir de transformation politique et sociale... Désormais, « gauche », « socialiste », « communiste » et « écologiste » ont été confondus pour devenir les propriétés exclusives de partis. Aussi ne faut-il pas laisser Waechter s'approprier aujourd'hui cette partie de notre patrimoine commun, comme hier Mitterrand et Marchais en ont volé l'essentiel. Petits ou grands propriétaires de pas-de-ports électoraux, vous êtes redevenables du sens des mots que vous confisque. En nous privant d'être collectivement et individuellement responsables du devenir des grandes utopies progressistes, vous les avez privées de leur capacité mobilisatrice, vous nous avez détruit l'espoir.

© La Nouvelle Action royaliste juge « aberrante » l'exclusion de l'historien trotskiste Pierre Broué. — Après l'annonce, dans le Monde du 15 juin, de l'exclusion du Parti communiste internationaliste (PCI) de l'historien trotskiste Pierre Broué coupable, aux yeux des dirigeants de ce parti, d'avoir donné une conférence sur Léon Trotski à l'invitation de la Nouvelle Action royaliste (NAR), cette organisation déclare : « L'historien Pierre Broué a été convoqué à présenter sa biographie de Léon Trotski. Il serait absurde d'en conclure que la NAR est devenue trotskiste, ou que Pierre Broué a renié ses convictions. Il est aberrant qu'une exclusion sanctionne la présentation d'une recherche historique et la libre confrontation qui a suivi. »

C'est fait pour la « gauche », le « socialisme », le « communisme », devenus gestion centralisatrice et productiviste de sociétés normalisées.

Le risque est grand qu'il en soit bientôt ainsi pour l'écologie si l'intégrisme et l'électoralisme en occidant l'usage aujourd'hui porteur de toutes les espérances bouffées.

La « gauche » est donc logiquement « morte » par ses électeurs. Démarche d'ailleurs prudente d'un premier tour d'élection municipale, voilà qu'elle se confirme au deuxième tour en rompant la « discipline républicaine »... une année de bicentenaire, c'est plus massif, plus sérieux, plus voyant : car si Waechter dépasse les 10 %, il faut bien que les électeurs viennent de quelque part... de la gauche ; au moins la moitié vient de la gauche.

Alors l'espoir renaît. Parce que 5 % de « rouges » qui passent au « vert » — sûrement pas par fascination pour Waechter, — c'est un seuil de représentativité. Plus de 5 % pour exprimer leur volonté d'autonomie par rapport à la gauche officielle. Vous êtes plus de 5 % d'électeurs de gauche à voter écologiste !

Waechter à tort : gauche et écologie peuvent se marier en France, comme ils l'ont fait ailleurs en Europe, pour peu que cette gauche-là soit en rupture avec celle qui s'en est accaparée le titre en abandonnant les luttes et les espoirs.

Rouge et Vert, vous existez et vous ne le savez pas ! Nous qui avions fini par en douter... au point d'aller nous mettre au vert.

Aussi, puisque vous existez, on peut imaginer faire des choses ensemble : proposer à Waechter de mener en commun les luttes écologiques abandonnées depuis si longtemps, inventer une écologie urbaine mobilisatrice, promouvoir une écologie politique respectueuse du pluralisme de l'arc-en-ciel de ses électeurs et de ses militants...

Là est l'espoir, là est l'utopie réaliste des trois années qui viennent, années où vous serez privés d'élections, mais non de raisons d'agir.

Ah ! au fait, Rouge et Vert, c'est le nom d'un hebdomadaire. C'est aussi celui d'un mouvement en gestation : socialiste, autogestionnaire, écologiste, féministe, non violent... nous, nous ne nous approprions rien, nous partageons... avec vous ?

A l'Assemblée nationale Le projet de loi sur la détention provisoire est approuvé à l'unanimité

L'Assemblée nationale a approuvé, à l'unanimité, vendredi 23 juin, le projet de loi sur la détention provisoire, le Sénat devant l'adopter définitivement jeudi 29 juin. Les sénateurs et les députés étaient parvenus, en commission mixte paritaire, à un point d'équilibre entre leurs positions respectives. Le sujet le plus délicat concernait la détention provisoire des mineurs de seize à dix-huit ans en matière correctionnelle.

Le rapporteur de la commission des lois, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), a rappelé au cours du débat les évolutions successives de ce dispositif avant sa stabilisation définitive. En effet, en première lecture, l'Assemblée nationale avait adopté, sans modification, le projet du gouvernement qui prévoyait de limiter à deux mois (un

mois renouvelable) la détention provisoire de mineurs quand la peine encourue était inférieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement. Le Sénat, lui, avait adopté trois mois.

En deuxième lecture, les députés, contre l'avis du gouvernement, avaient supprimé toute détention provisoire des mineurs lorsque la peine risquée était inférieure ou égale à sept ans d'emprisonnement. En troisième lecture, les sénateurs avaient pris une position différente : ils avaient adopté un amendement du gouvernement, limitant à un mois, non renouvelable, la détention des mineurs quand la peine n'était pas supérieure à cinq ans.

Finalement, la commission mixte paritaire députés-sénateurs a proposé une autre solution, ce qui prouve assez, comme le soulignera le

rapporteur, « le caractère délicat de cette question » : limiter la détention provisoire des mineurs à un mois, renouvelable une fois, lorsque la peine encourue n'est pas supérieure à sept ans d'emprisonnement. « C'est essentiellement pour des raisons pratiques que ce délai renouvelable a été adopté : l'objectif est de juger le détenu rapidement, tout en disposant d'un temps suffisant pour pouvoir envisager des mesures de contrôle judiciaire ou de classement », a ajouté M. Marchand. « La solution proposée par la commission mixte paritaire, si elle ne correspond pas parfaitement au vœu que j'ai exprimé en deuxième lecture, constitue néanmoins une solution raisonnable, à laquelle je me rallie », a précisé le garde des sceaux, M. Arpagian.

PIERRE SERVENT.

Au Sénat

La révision des valeurs locatives

La fiscalité locale est « affaire de terroir et de bon sens », estime M. Michel Charasse. Ce ne sont pas les sénateurs qui contestent cette appréciation du ministre délégué chargé du budget. A l'occasion d'un débat consacré, vendredi après-midi 23 juin, au dossier de la fiscalité locale et au lendemain de la publication du rapport annuel du conseil des impôts (Le Monde du 24 juin), les sénateurs ont fait le point avec M. Charasse sur le calendrier et les modalités de l'un des volets de ce dossier : la révision des valeurs locatives qui servent de bases à trois des impôts directs locaux (taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe d'habitation).

Expressément prévues par la loi pour intervenir tous les six ans, les révisions générales n'ont pas eu lieu : la dernière, pour le foncier bâti, remonte à 1970 et pour le non bâti à 1964... Le gouvernement est donc décidé à donner la priorité à cette révision qui pourrait être effectuée en 1990 et 1991 si le projet que prépare le gouvernement est adopté avant la fin de cette année. Les résultats pourraient alors être intégrés aux rôles de 1993.

Cette opération, qui mobiliserait pendant deux ans quelque deux

mille agents de l'administration, coûterait environ 2 milliards de francs, et M. Charasse n'a pas exclu d'y faire participer les collectivités elles-mêmes.

Il n'est pas question que la procédure utilisée en 1970 soit reprise (elle avait alors soulevé un tollé général sur le thème de l'« impôt-baignoire » avec l'envoi à chaque propriétaire d'un imprimé à remplir pour chacune de ses propriétés), car cela supposerait une révision individualisée des trente millions de locaux et des quatre-vingts millions de parcelles. M. Charasse n'envisage de déclaration que pour les seuls propriétaires de locaux commerciaux.

Le classement actuel, qui répertorie dans chaque commune les logements par rapport à un immeuble de référence, devrait être maintenu. Seule exception : les HLM, qui devraient faire l'objet d'un classement spécial. Pour gommer des disparités trop fortes, M. Charasse prévoit une révision par « secteurs locaux », correspondant à des marchés homogènes de logements ou de terres agricoles. Les commissions communales actuellement en sommeil seront réactivées et dans les grandes villes elles pourront se scin-

der en commissions de quartiers, pour permettre une évaluation plus proche des réalités.

A priori, ces grands axes de la réforme ne suscitent pas de vives critiques. La commission des finances du Sénat vient d'ailleurs d'adopter un rapport de M. Jacques Descazes (RI, Calvados), qui souligne l'« urgente nécessité » d'une telle révision. Quitte à en décevoir quelques-uns qui réclament une réforme généralisée des finances locales, M. Charasse a refusé l'alternative d'« grand soir de la fiscalité locale » ou « le rien, c'est-à-dire l'immobilisme absolu », pour lui préférer une démarche prudente et pragmatique... Ce qui ne peut que rassurer et satisfaire les membres du « grand conseil des communes de France » que sont réputés être les sénateurs.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Rapport de l'examen du projet de loi sur les assurances. — Le projet de loi relatif aux assurances, que le Sénat devait examiner à la fin de la semaine, a été retiré de l'ordre du jour. La discussion de ce texte a été ainsi reportée à la session parlementaire d'automne.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Si tant d'électeurs se sont abstenus, si d'autres ont voté au vert, tandis que certains entraînent la patte, si, enfin, le reste des votants s'est, dans chaque pays, départagé suivant des contingences internes, c'est, peut-être, parce que l'Europe existe et qu'elle va son train, sans déchoir ni la peur ni l'enthousiasme. Dès lors, l'Europe de la routine s'accorde bien de l'Europe buissonnière.

C'est une affaire qui tourne, comme l'a illustré, deux jours après la consultation, alors que les commentateurs en interprétaient encore les résultats, l'annonce de la liberté d'installation des banques à l'intérieur de la Communauté.

Ce n'est pas la première fois qu'un processus historique se développe dans la pénombre. Il arrive qu'il se déroule à l'insu de l'opinion, souterrainement. Ainsi en est-il, selon Joseph Rovin, de la relation franco-allemande. « Mille ans d'histoire nationale se terminent, mais les deux nations, l'allemande et la française, ne le savent pas encore », écrit-il dans son dernier ouvrage, *France Allemagne, deux nations, un avenir*.

Joseph Rovin tient la chronique de ce millénaire pendant lequel se sont croisées, affrontées, réconciliées, les destins des deux pays. Après avoir rappelé les conditions de la naissance de chacune des deux nations, il fait la part belle à l'histoire contemporaine, dont il a été, s'agissant du couple franco-allemand, un témoin lucide et un acteur dévoué. Au reste, la revue *Documents*, consacrée aux questions franco-allemandes, a publié un numéro d'hommage à « un penseur et acteur du dialogue franco-allemand » à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de celui-ci.

Si l'on veut, donc, entrer dans ce dialogue et comprendre comment, au fil des siècles et des dernières années, chacun des partenaires a regardé et perçu l'autre, Joseph Rovin est l'intercesseur rêvé. Au terme de ce cheminement il proclame ce qu'il

considère comme une réalité non dite : que les États nationaux, de part et d'autre du Rhin, sont des structures dépassées parce qu'elles ne sont plus en mesure de remplir les fonctions que l'on attend d'elles. A son sens, les deux nations ne peuvent se surpasser qu'en jetant en commun les bases d'un « nouvel empire de la liberté, de l'indépendance, de l'autodétermination, dans la certitude consciente que l'alternative contraire conduirait à la perte de la liberté, à la soumission à des autorités subies et non choisies ».

Entre nous Français et Allemands

Un Allemand regarde la France dans ce qu'elle peut avoir de plus prestigieux et enrichissant : sa vie intellectuelle. Sous la forme d'une expression qu'il nous retourne, *Querelles de Français*, Jörg Altwegg présente le paysage intellectuel français depuis la guerre, les personnalités qui l'ont peuplé, les écoles de pensée qui lui ont donné ses formes et ses couleurs.

L'auteur se promène avec aisance dans cet environnement qui lui est familier : cela lui permet d'exposer à ses lecteurs allemands, puis au public français, les cheminements intellectuels et politiques de nos principaux penseurs et l'intérêt de leurs apports. C'est l'occasion, finalement assez rare, d'avoir une vue d'ensemble de la production intellectuelle nationale du demi-siècle.

L'intérêt de ce travail, outre qu'il représente un bel effort d'analyse et de vulgarisation, est pour nous, Français, qu'il procède d'une « optique allemande ». C'est le regard de

quelqu'un venant d'un pays proche, mais où « la politique est anti-intellectuelle », sur le nôtre où le rôle politique des intellectuels a été reconnu.

Ce n'est pas pour autant un regard béat d'admiration. Jörg Altwegg pose aux intellectuels français une question devenue obsessionnelle en Allemagne, celle du rapport au passé. Selon lui, on peut interpréter ces quarante dernières années de la vie politico-intellectuelle comme une tentative de refoulement de Vichy et du fascisme, suivie d'un lent effort pour surmonter ce qui avait été refoulé.

Après cette mise à jour historique, la culture française prendrait un nouveau départ : elle s'ouvrirait spectaculairement, assure-t-il, après s'être surtout préoccupée d'elle-même. Au fil de cette lecture, le public français se verra poser d'autres questions auxquelles il n'est pas habitué. Par exemple : pourquoi son pays, qui a culturellement donné naissance au fascisme, a-t-il été épargné par tout régime de ce type ? Comment la France, si engagée dans la collaboration active avec l'occupant, a-t-elle pu occulter cette attitude ?

L'auteur voit dans le procès de Barbie le signe d'un « processus social plus profond : le catharsis médiatique et audiovisuelle d'une tragédie de quarante années, dont la France fut à la fois le metteur en scène, l'objet et le théâtre ». Il relève aussi que Heidegger devint en France « l'un des personnages dominants de la pensée de ce siècle », et qu'il révéla aux intellectuels français que « la philosophie — la meilleure, la plus haute, la plus abstraite — pouvait ne pas être sans rapport avec le mal, le mal en soi et même le mal absolu ». Jörg Altwegg connaît bien notre jardin, en bon voisin qu'il est.

★ *France Allemagne, deux nations, un avenir*, de Joseph Rovin. Julliard, 297 pages, 140 F.

★ *Documents*, revue des questions franco-allemandes. « Hommage à Joseph Rovin ».

★ *Querelles de Français*, de Jörg Altwegg. Grasset, 354 pages, 99 F.

Bicentenaire

M. Mitterrand
en visite à Roanne

« Quand on gouverne,
il faut savoir
imposer ses vues »

LYON
de notre bureau régional

« Pourquoi Roanne ? », s'est demandé lui-même M. François Mitterrand, vendredi 23 juin à l'heure des discours, dans la ville de son ancien ministre du travail, M. Jean Auroux. Eh oui ! Pourquoi Roanne ? Sans doute parce que le président a remarqué « les progrès » de cette cité de la Loire, « qui retrouve l'espoir, l'espoir en même temps que l'emploi ». Sans doute aussi parce que l'inauguration du nouveau musée Déchambre et de sa collection de céramiques révolutionnaires (Le Monde du 24 juin) lui a permis, une fois encore, de remonter le cours du temps, paisiblement.

Attendant par les cris joyeux des enfants des écoles et plus tard, à ceux de quelques chaînes de militants de la CGT, le président de la République s'est écrié avec d'autant plus de bonne grâce à l'examen de centenaire d'assiettes datant de 1790 qu'il en connaissait fort bien la pyramide. Devant le jeune conservateur du musée de Roanne, l'ancien président du conseil général de la Nièvre a ainsi expliqué comment des princesses italiennes avaient importé, « de Faenza, comme chacun sait », l'art de la faïence à Nevers et à Roanne. « On retrouve « la civilisation de la Loire ». Quelques siècles plus tard, les batailles purent ainsi porter le message de la Révolution dans le creux des assiettes, tout au long de « ce fleuve français ».

« Le drame
est toujours là »

Plus gaillardement, le chef de l'Etat a encore raconté par le menu comment le propriétaire d'un cinéma de Nevers, scandalisé par l'interdiction — dans les années 50 — d'un film tiré d'une nouvelle, de Marcel Aymé, s'était rendu dans une fabrique de bonne réputation. « Vous n'aimez pas la « Juventute », moi je n'aime pas la faïence bleue », avait-il laissé tomber le cinéphilie, avant de laisser choir l'une des plus belles pièces de la collection.

Puis après avoir rappelé quelques étapes de la Révolution, ses accidents, ses violences — « le drame est toujours là, à tous les rendez-vous de l'histoire », — le président de la République a complètement défilé la morale de sa courte visite à Roanne, en évoquant les faiblesses de Louis XVI vis-à-vis des « privilégiés », qui l'ont entraîné. « Quand on régit ou quand on gouverne, il faut savoir imposer ses vues ». Au cours d'un bref aparté avec le président (UDF-PR) de la région Rhône-Alpes, M. Charles Millon, il a aussi accepté l'idée de venir à Lyon avant la fin de l'année pour s'entretenir avec les membres de l'assemblée régionale.

J.-L. G.

Le sous-marin américain

« La Fayette » à Brest
pour le 14 juillet

Pour célébrer le Bicentenaire de la Révolution française, les Etats-Unis ont décidé d'envoyer, pour le 14 juillet, leur sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques : *La Fayette* en escale à Brest. Le bâtiment, qui est le premier du genre à avoir été mis en service, en 1963, par la marine américaine, déplace 8 250 tonnes en plongée et il est notamment armé de seize missiles nucléaires Poseidon. Il séjournera à Brest du 13 au 19 juillet.

C'est la première escale en France d'un sous-marin américain de cette classe. Il porte le nom du marquis de La Fayette (1757-1834), général et homme politique français, qui participa à la guerre de l'indépendance en Amérique. Pour le bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis, célébré en 1976, la marine française avait envoyé quatre-vingt-cinq le croiseur de Grasse, qui porte le nom du comte de Grasse (1722-1788), qui s'illustra pendant la guerre de l'indépendance américaine.

LA RÉCEPTION DE M. JACQUES-YVES COUSTEAU

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

A ce stade, il est logique que le doute devienne certitude matérialiste. Et pourtant, Jean Delay, né et élevé catholique, prend garde à ne pas renier ses origines; il lui arrive de méditer, et même le soir de réviser la prière que sa mère lui avait apprise quand il était enfant. S'agissait-il d'une rémanence des lectures pieuses faites à haute voix avec ses cousins Perret, enfants, comme le souligne Lacan, « l'homme de notre temps n'a-t-il pas besoin de vivre avec son Dieu de la réponse du catéchisme qui lui a donné consistance ? ».

A la fois célèbre et inconnu, Jean Delay, ce grand élève de l'unité d'une médecine holistique qui considérerait l'être humain dans sa totalité physique et mentale.

Cette dualité intérieure, due peut-être à la variété de ses dons, il en a conscience, et fait graver sur son épée d'académicien : « Janus Bifrons. »

Un charme mélancolique

MA curiosité pour cet être exceptionnel et contradictoire fit bientôt place à un vif intérêt pour son œuvre tant médicale que scientifique ou littéraire.

Le gentilhomme grand, svelte, élégant, au sourire énigmatique arborait souvent un air étrange, désabusé, absent. Son aspect extérieur était tout fait de distinction, son charme, mélancolique était irrésistible. « Jean a l'âme d'un poète », disait Francis Jammes à sa mère. Le propre du poète est une connaissance immédiate de ce que cache notre ignorance : de même que John Donne évoquait, plus d'un siècle avant Newton, dans un poème mystique, l'effet de l'attraction de la lune sur les marées, Jean Delay orientait instinctivement ses recherches vers des voies qu'il sentait prometteuses. Dans un milieu où, à l'époque, le mot « instinct » avait une connotation finaliste, il valait mieux dire que c'était la « prospective » du clinicien-poète Jean Delay qui lui permettait de devancer les résultats de patientes recherches de laboratoire. Mais son inspiration était à sens unique, repliée sur la personne humaine, projetant des lueurs révélatrices sur les mécanismes de la pensée et sur les dérèglements de l'esprit. Le monde extérieur n'intervenait que sous l'angle de son influence sur l'équilibre fragile de notre vie intérieure. Mais n'était-il pas parfois, à son insu, influencé par ses propres penchants ?

Relativement peu sensible à la musique, Delay omet de dire que Gide aurait aimé écrire ses *Cahiers d'André Walter* en musique. De même, la passion de Gide pour l'histoire naturelle, en particulier pour les insectes, n'est même pas mentionnée.

Explorateur des arcanes du cerveau, des gouffres de la personnalité, Delay-spéleologue n'était guère sensible à une perception sensorielle de la beauté ou à l'harmonie de la grande nature. Il aimait Bayonne, mais préférait la ville à la mer ou à la montagne. Les *Nourritures terrestres* qui avaient fasciné son adolescence, il ne les connaissait guère que par la magie des mots que les avaient évoqués. Et je n'ai trouvé aucune trace écrite de son intérêt pour les animaux. Ni chat, ni canari, ni poisson rouge dans la maison où grandirent ses filles; tout juste finit-il par s'accommoder de la présence des chiens qu'avait toujours aimés sa femme : le pékinois, qui figure à côté de lui sur la couverture de la *Tribune médicale*, contribue, il me semble, à l'absence de naturel de cette photographie. Il n'est à l'aise qu'en ville. La promiscuité ne le gêne pas car il pense à autre chose. Il cesse de conduire car il se méfie de cette maladresse manuelle qui l'avait sauvé de la chirurgie.

Jean Delay, médecin psychologue, psychiatre, pionnier de la recherche, mais aussi poète, chroniqueur, écrivain; Jean Delay divisé par la variété de ses choix potentiels, a trouvé son unité en concentrant ses dons multiples sur un seul domaine : la personne humaine, soignée, décrite ou aimée.

L'hôpital, c'était un grand clinicien, analysant les symptômes avec une précision infinie, mais jamais impérieux malgré l'acharnement qu'il mettait à découvrir l'origine du mal avant de le traiter.

Le but stratégique de Jean Delay, tout au long de sa carrière médicale, fut de mieux comprendre l'esprit humain pour mieux en pouvoir guérir les égarements. Évoquant les progrès accomplis sous sa direction en associant neurologie, psychologie et psychiatrie, ainsi que ses mémorables découvertes, Eric Roussel a pu dire que Jean Delay avait finalement abouti à récrire sa copie du baccalauréat.

Conscient de ses mérites, fondés sur le travail méthodique et acharné, Delay était jaloux de son autorité, qu'il exerçait avec courtoisie mais fermement. Il aimait parler en public, parce qu'il avait tant de choses à dire; il était mal à l'aise à la pensée d'être photographié ou filmé, jusqu'au début des prises de vues, mais, dès qu'il prenait la parole devant les caméras, cet homme fragile reprenait son assurance et parvenait sans peine à séduire et à convaincre son auditoire.

Jean Delay, pour écrire comme pour parler, avait recours à un langage simple et précis. Il cherchait à éviter les termes ésotériques — le jargon — souvent utilisés par les spécialistes de toute discipline. Bien qu'il fût l'auteur de quelques néologismes, par exemple « neuroleptiques » pour désigner les sédatifs du système nerveux, il s'est opposé à la tendance cabalistique d'un vocabulaire chargé de conjurer les démons

de l'esprit et s'est attaché à démontrer les vertus de l'usage certain des mots.

Parmi ses confrères de l'Académie, Pasteur Vallery-Radot, témoin de ses goûts littéraires précoces, joua un rôle, après Fernand Vidal, dans l'orientation de sa carrière. Entre deux auscultations, ils parlaient littérature. Jean Bernard, son camarade de travail, lui offrit la stabilité de son amitié. Académicien pendant plus de vingt-sept ans, Jean Delay était apprécié de tous. Mais je tiens à citer ce que Jean Guitteny écrivit à M^{me} Delay, à la Pentecôte 1989, deux ans après la mort de son mari : «...il n'arrive bien souvent de penser à Jean Delay... je ferme maintenant les yeux et je me dis qu'il avait je ne sais quoi d'unique. Car il était au-delà de ce qu'il était, je veux dire : au-delà de la médecine, de la littérature, de la parole, du style. Il avait une aptitude pour tout, une vocation à tout; il eût pu faire un général, un évêque; il n'avait besoin d'aucun pignon sur rue, d'aucune étiquette, d'aucun titre. Sa voix était douce, mais il y avait de la force dans cette douceur. Il disait en quelques mots l'essentiel. Tout pourrait se résumer simplement : il était HOMME, et, comme les « saints », tout à tous et à chacun. »

Disciplines complémentaires

AINSI ma curiosité pour cette personnalité aux mille facettes avait fini par éveiller mon intérêt pour son œuvre médicale, scientifique et littéraire. L'analyse succincte de la personnalité de Jean Delay et des influences qui ont probablement provoqué ses contradictions me permet de souligner l'interdépendance de ses diverses activités. C'est la médecine qui a influencé les ouvrages de jeunesse écrits par Delay sous le pseudonyme Jean Faurel. C'est la psychanalyse qui a influencé son œuvre maîtresse, la *Jeunesse d'André Gide*, où il crée un nouveau genre : la « psychobiographie ». Ses chroniques — « Le miroir du caducée » — ont fait connaître les jugements d'un psychiatre sur les problèmes moraux de son époque. La longue et magistrale préface de Jean Delay au roman de Montherlant *Un assassin est mon maître* a créé une critique littéraire basée sur la psychanalyse, bien que celle-ci ait été contrainte non plus sur un névrosé réel, mais sur un héros fictif, Euxippe, malade de se mal psychanalyser lui-même. Enfin, Jean Delay, dans ses dernières années, finit par se libérer des influences de sa profession pour créer encore un nouveau genre, purement littéraire cette fois, la « sociobiographie », avec les quatre volumes d'*Avant-Mémoire*. Ainsi se trouvait accompli le retour à ses rêves d'un adolescent de treize ans. Écrivain, médecin de l'esprit, directeur de recherche, depuis la Renaissance, bien peu d'êtres humains ont réussi à exceller et à innover dans des domaines aussi variés et souvent contradictoires. Ironiquement, c'est grâce à cette diversion médicale que Delay laissera peut-être l'empreinte la plus profonde.

Dans une première période, il ressent l'émotion de savoir guérir : il observe ses malades, il sait s'identifier à eux, et il écrit à vingt-trois ans : « Ce qui m'aide à vivre, c'est d'avoir rendu à quelques-uns l'espoir de vivre. » Mais comment soigner plus efficacement les maladies mentales ? Le jeune médecin fait alors le projet de consacrer la maturité de sa carrière à la recherche psychiatrique, sans pour cela se séparer de ses malades, pour qui il ressent une obsessionnelle compassion : « Sans technique la médecine ne serait pas un métier, écrit-il, mais sans humanisme elle ne serait qu'un métier. » Cette nécessaire technique, Delay a, plus que tout autre, contribué à la perfectionner. Toujours en avance sur son temps, travailleur infatigable, sa carrière scientifique est tellement riche que je ne peux ici que la résumer.

Décidé à promouvoir dans son domaine une recherche moderne, il n'hésite pas à interrompre ses travaux pour entreprendre un long voyage aux États-Unis, invité par la Fondation Rockefeller, afin d'éviter de refaire à Paris ce qui avait été déjà fait outre-Atlantique. Il revient, décidé à créer, à l'université et à l'hôpital, des laboratoires modernes. C'est le signal d'une véritable révolution.

Depuis le traitement moral de la folie par Pinel en 1826, la plupart des dérèglements mentaux entraînaient l'intermède. Esquiroi ébaucha ensuite une classification des troubles nerveux. Le docteur Charcot tenta l'hypnose pour guérir l'hystérie. Ce fut ensuite la vogue des électrochocs ou même des cures par la fièvre. Les tentatives de traitement par inoculation du puslisme et par la lobotomie ou chirurgie du cerveau furent récompensées par des prix Nobel, malgré leurs terribles inconvénients et les problèmes moraux qu'elles posent.

La fin de cette préhistoire de la médecine mentale fut en quelque sorte annoncée par la *Psychologie de la vie affective*, de Georges Dumas, et par Pierre Janet, élève de Charcot, fondateur de la psychologie clinique, qui fut aussi le maître et l'ami de Jean Delay. Dans une première série de travaux, celui-ci, partant des études de ses prédécesseurs sur les électrochocs, thermochocks ou pneumochocs, en rapporte les effets aux structures profondes du cerveau, et introduit la notion de « syndromes diencéphaliques ».

C'est après la guerre que Jean Delay entame la période la plus féconde de sa carrière scientifique. Elle est annoncée, en 1945, par la publication d'une œuvre-clé, *Les Dérèglements de l'humeur*, où il met en évidence que les processus dépressifs et expansifs de l'humeur ont des analogies avec les moyens d'action du cerveau sur les autres fonctions du corps humain. Il en déduit l'existence d'un « mécanisme cérébral unique », responsable tant de l'équilibre mental que de celui du corps. Ainsi la physiologie pourrait concerner directement, sinon englober, la psychologie. Partant de

cette hypothèse, il n'y a qu'un pas à franchir pour tenter d'agir sur l'humeur avec des composés chimiques, ce que Jean Delay fait en créant la psychopharmacologie. Grâce au judicieux usage des neuroleptiques, les asiles d'aliénés peuvent libérer une certaine proportion de pensionnaires et l'ère des camisoles de force arrive à son terme. L'importance de cette découverte est telle que l'on peut dire sans exagération que la psychiatrie a connu deux périodes : avant et



après Delay. La charnière se situe en 1952. Daniel Bovet, Prix Nobel de médecine et de physiologie, qualifie son œuvre de « merveilleuse conquête que représente la chimiothérapie des maladies mentales ».

La connaissance par l'accident

CE qui suit, de 1953 à 1968, est la voie royale mais difficile, du succès. Voyage aux États-Unis, création de laboratoires modernes, formation de nouvelles équipes, expérimentations diverses sur les hallucinogènes, sans pour cela perdre le contact avec l'hôpital, refuge de son humanisme. Sa vertigineuse puissance de travail est illustrée par le fait que c'est précisément pendant cette période de diversification des recherches, de contacts internationaux et d'applications pratiques de ce qu'il appelait modestement ses « trouvailles », qu'il entreprit de rédiger et de publier, en 1956 et 1957, les deux tomes de sa monumentale « psychobiographie » d'André Gide jeune.

Stratégiquement, le but qu'il poursuit est de contribuer à la « stabilisation de l'angoisse » humaine. Sur le plan tactique, « l'important, dit-il, c'est de suivre une idée ».

Ainsi, Jean Delay avait un programme et une méthode. Il s'agissait avant tout de mieux comprendre les mécanismes de la pensée, du talent, du génie créateur, du déracinement et de la folie, et puisque l'hypothèse de travail était la nature électrochimique de ces mécanismes, de trouver des moyens électrochimiques d'en guérir les égarements. Il éprouvait une joie profonde à réduire les peines ou à guérir les maladies mentales. Mais il ne cache pas les difficultés qu'en tant que psychiatre il a dû surmonter pour opérer en lui-même la jonction de sciences biologiques et des sciences morales. Au début, il lui coûtait d'affirmer que l'émotion est un phénomène cérébral, mais il pense l'avoir démontré grâce aux thérapeutiques pharmacologiques qu'il a créées. Puis il aboutit à une hypothèse de travail extrêmement audacieuse : la répétition des émotions-chocs non seulement organise, mais même organise : en d'autres termes, ces chocs et ces troubles qui modifient le fonctionnement ne modifient pas aussi les organes qui permettent la vie et la pensée ?

Mais peut-on se baser sur l'étude des dérèglements de l'esprit pour en entrevoir les mécanismes normaux ? Faut-il une panne ou un accident pour comprendre comment fonctionne une automobile ? Delay lui-même se pose la question : les psychoses artificielles sont-elles identiques aux psychoses humaines naturelles ? Analogie ou identité ? Selon Hippocrate, « c'est souvent le traitement qui révèle la nature des maladies », mais cela ne veut pas dire qu'on puisse faire le moindre progrès dans la compréhension de la santé par le biais de l'étude des maladies... Pas plus qu'on puisse comprendre le comportement d'un homme libre en étudiant celui d'un prisonnier. Sans doute suis-je un maniaque de la rigueur, mais je suis certain que Delay a connu ces doutes et les difficultés car de conscience qu'ils entraînent.

Déjà le psychologue Delay, dans sa thèse de doctorat en lettres, les *Dissolutions de la mémoire*, avait observé que la pensée s'exerçait dans les deux domaines : l'un naturel qu'il qualifie d'infrastructure, l'autre artificiel, dû à la vie sociale : la superstructure.

Ainsi l'humanité s'efforce-t-elle de lutter, consciemment ou inconsciemment, contre les forces hostiles de la nature, et contre l'individu, c'est-à-dire contre la personnalité, originale par définition et susceptible de troubler l'ordre de la communauté. D'où la nécessité d'étudier l'humeur, puis l'émotion qui sont à l'origine de la folie. Et pour Delay, la raison n'est que l'ensemble des forces qui s'opposent à la folie, une sorte de « sociothérapie ». Une chaîne ininterrompue relierait la pathologie au normal, la folie au rêve et le rêve à la réalité intérieure, écrit-il.

Face à l'implacable sérénité du monde extérieur, les êtres humains sont condamnés

à de perpétuelles contraintes sociales et à de féroces combats intérieurs. (...)

Ces contraintes, que Delay a donc lui-même subies, sont bien souvent à l'origine de névroses, ces névroses dont Stockel disait qu'elles sont un essai dont le génie est la réussite; fasciné par cette ouverture, Jean Delay place au cœur de ses recherches le rôle des dérèglements nerveux dans l'art. Si Gide traite l'œuvre d'art de santé artificielle, Louesco déclare que, sans névrose, il n'y a pas de littérature.

Eloge des « nerveux »

MARCEL PROUST, par grand-mère interposée, s'adresse à lui-même : « Supportez d'être appelés une nerveuse. Vous appartenez à cette famille magnifique et lamentable qui est le sel de la terre. Tout ce que nous connaissons de grand nous vient des nerveux. Ce sont eux et pas d'autres qui ont fondé les religions et composé les chefs-d'œuvre. » Et à propos de la révélation — « forme légère de sommeil de la pensée » — Delay évoque les réminiscences, « ces largesses de la mémoire » qui fondent la création prosaïque. Dans sa préface à *Un assassin est mon maître*, de Montherlant, il généralise en étendant son analyse aux auteurs dramatiques, peintres ou compositeurs de tous les temps. Il cite Paul Bourget : « Tel drame de Shakespeare, telle comédie de Molière, tel roman de Balzac ne nous offrent-ils pas de véritables tableaux cliniques, auxquels ils ne manquent qu'une étiquette pour être rangés dans un chapitre d'un précis de psychiatrie ? » Pourquoi, objecte-t-on, Shakespeare, Molière, Balzac n'ont-ils pas, comme Nietzsche, fini à l'asile ? Parce que, répond le psychiatre, « s'il est vrai qu'un déséquilibre peut favoriser l'activité créatrice, celle-ci à son tour peut instaurer un équilibre nouveau ». Il fallait toute la lucidité d'un Jean Delay pour projeter de tels éclaircissements sur cette thérapeutique par la création. Il lui fallait une étonnante perspicacité pour analyser ainsi l'œuvre de son ami André Gide : « Il avait compris que son originalité serait de rester fidèle au génie de l'ambiguïté qui avait fait sa faiblesse et qui serait sa force, s'il parvenait à manifester dans l'œuvre d'art toutes ses contradictions, sans autre but que de les exprimer avec ordre et beauté ».

A l'époque où le savoir, plus que jamais, s'étendait au vent des disciplines, Jean Delay, médecin, psychologue, chercheur, humaniste, écrivain, est une sorte de phénix, même à la Léonard de Vinci. Mais il a en plus toujours gardé dans son cœur « l'instinct de l'Autre ».

En académicien comme en blouse de grand patron, entouré d'amis étincelants ou d'élèves éblouis, écrit Poirat-Delpach, Jean Delay ne pouvait empêcher que sa haute silhouette ne se velle d'on ne savait quelle tristesse lunaire.

Un homme de compassion

C'EST précisément sa faculté de sentir et de souffrir pour les autres qui a provoqué l'affection pour Jean Delay que je ressens aujourd'hui. Cet homme comblé, qui jouait fort bien son rôle social, refusait de jouer la comédie humaine. Cet homme criblé de dons connaissait les vertus du travail et de la modestie. Il aimait revenir à Bayonne, à « Miradour », où il montrait à son assistant Pierre Denker, avec une fierté naïve, son premier « vertige » auquel il ne comprenait rien. Ses amitiés, il n'avait guère le temps d'en chercher en dehors de son milieu : Janet, Pasteur Vallery-Radot, Milliez, Jean Bernard, Cachin, de Sèze, Varray, tous docteurs.

Mes voyages me mettent souvent en contact avec le tragique dénuement du tiers de la population mondiale, et je partage, pour cette multitude de mal-lotés, la même compassion que Jean Delay a ressentie pour la plupart de ses malades : « Il me semble, écrit-il, que le médecin devrait avoir tout senti, tout compris, avoir aimé beaucoup avec son corps et avec son âme, avoir gardé au fond de son cœur une pitié infinie. »

Mais l'amour est-il compatible avec la pitié ? ou même avec la charité ? L'amour n'exige-t-il pas le partage, non seulement du bonheur de saint Martin, mais de tous les vices, surtout spirituels ? Heureusement, Jean Delay nous a laissé la preuve qu'il savait aimer : les trois livres de nouvelles qu'il écrivait à quarante ans, bouleversés par le spectacle des ruines physiologiques qui hantaient les salles de la Salpêtrière, ces déchets de la vie qui jusqu'au bout restaient des êtres humains sujets aux mêmes émotions que nous, mais chez qui tout esprit s'était éteint, sont des cris d'amour plus précieux pour moi que ses autres chefs-d'œuvre. Au cours de sa fulgurante carrière, comment Jean Delay a-t-il pu consacrer tant d'attention à cette œuvre des miracles condamnée au mourir ? Loin d'être la romance hugolienne des pauvres gens, cette trilogie ne manque pas de décrire la permanence des passions humaines dans le dénuement, quand leur impose la misère, comme l'impératif de la tragédie classique l'imposait à Euripide. Comment Delay est-il parvenu à s'identifier à ces condamnés aux souffrances perpétuelles, comment a-t-il pu et su observer, comprendre, sentir et transcrire dans leur propre argot, sans aucune affectation, la saga de l'Éscargot, des petites vieilles des Repas ou du véritable mais improbable abbé John ? Témoin attentif de la misère, prêt, comme sœur Teresa, à la secourir, mais capable de la décrire avec la précision et la couleur d'un Maupassant, Delay a fait preuve d'une sensibilité et d'un talent rares. André Gide ne s'y est pas trompé, et il n'est pas interdit d'y voir l'origine d'une amitié. En ce qui me concerne, j'ai puisé ma grandiose affection dans son profond mais pudique amour de ceux qui souffrent.

Le choc de mai 1968

JEAN DELAY, au matin du 1^{er} mai 1968, vous n'avez pas eu, comme moi, la chance de rencontrer les magiciens qui avaient inspiré au peuple de Paris un grand mouvement de fraternité et de joie. Mais quelques jours plus tard, les archaïsmes avaient fait place aux vœux qui incendiaient les voitures, édifiaient des barricades au Quartier latin et décrétaient l'abolition de toutes les règles du jeu. Aux cris de « Des patrons, on n'en veut plus ! », ils occupèrent votre bureau après l'avoir saccagé.

Votre économe fut renforcé par l'attitude provocatrice des étudiants, certains jouant ostensiblement aux échecs pendant les cours, tandis que des filles court-vêues croisaient et décroissaient leurs jambes, ce faisant semblaient de prendre des notes. Faisant suite aux débauches, les réformes subies par l'enseignement supérieur, la création de commissions et de sous-commissions dont le seul résultat fut de créer une confusion générale et de dresser d'innombrables obstacles à la recherche et au progrès, achevèrent de vous décider, en 1970, à prendre une retraite anticipée.

L'homme exemplaire, dont Paul Morand disait : « Il est capable de faire le ménage en enfer », refusait de nettoyer les écuries d'Augias.

Paradoxalement, c'est cette douloureuse épreuve de mai 68 qui vous a contraint à retourner à votre véritable vocation. Certes, après avoir publié — par pseudonymes — les trois chefs-d'œuvre littéraires — *La Cité grise*, *Les Repas* et *Les Hommes sans nom* — qu'André Gide a sauvés de l'indifférence et de l'oubli, vous gardiez au fond du cœur cette passion juvénile de la littérature que vous aviez été contraint de camoufler. Rentré chez vous, vous alliez connaître l'ivresse de la création sans contraintes, et bénéficier de l'incomparable fertilité provoquée par l'union de deux disciplines que vous aviez maîtrisées, la psychologie et la littérature.

Après les décomptes de mai 68, vous avez dû vous endormir en paix et peut-être avez-vous vu en rêve le fantôme de votre père, après tant d'années de romances, venir replacer dans votre bibliothèque tous les ouvrages de poésie qu'il avait confiés, malgré vos larmes, « pour vous être promettre, à treize ans, le long de la Nive, en lisant des poèmes... »

Alors que vous professez encore, vous avez ajouté aux œuvres que j'ai mentionnées un livre sur l'ami d'André Gide et de Roger Martin du Gard. Peu avant de mourir, ce dernier vous avait demandé de venir le voir dans sa propriété du Tertre, près de Bellême, pour vous confier sa correspondance avec Gide et lui faire lire son Journal. « Vous vous étiez engagé à le publier, et ce fut une occupation trop absorbante pour mener de front un autre projet qui vous tenait davantage à cœur, ce qui vous avait déjà inspiré en 1956 une chronique du *Figaro* : « Le message de Turin ». Vous vouliez écrire un essai sur la relation du génie et de la maladie, en vous consacrant à ce que vous appelez le dernier Nietzsche, celui de 1888, et vous aviez vraiment commencé à écrire cette monumentale étude dès 1958. C'est qu'au cours de la seule année 1888, juste avant sa crise de démence de 1889 qui le fit interner (l'apostrophe au cheval), Nietzsche avait écrit coup sur coup :

— *Le Cas Wagner* (où Cain joue le rôle de l'ami Félix),

— *Le Crépuscule des idoles* (où Diogène joue le rôle du renégat de la morale, de la science, de la philosophie),

— *L'Antéchrist* (Judas, le chrétien apostat),

— *Ecce homo* (où Dionysos joue le rôle du « paillasse divin »), traitant ainsi du vrai drame de Nietzsche, celui du créateur et de la création !

Quel programme ! Seul, Jean Delay, vous pourriez en venir à bout. Et, si finalement nous comprenons que les impôts de la promesse à Martin du Gard joints aux obstacles créés par l'hermétisme de la langue de Nietzsche (qui a défié tant de traducteurs) vous aient finalement contraint à abandonner ce projet, nous le regrettons amèrement.

Pendant vos dix-sept ans de retraite, paraphrasant Nietzsche, vous avez souvent dit à vos proches : « Je suis le plus heureux des hommes... » et vous auriez pu cligner de l'œil en pensant à ces apprentis surhommes imaginés par Zarathoustra, aux frontières de la folie.

Ce bonheur, réel, profond, c'était la joie de pouvoir vous consacrer enfin à écrire, sans la moindre contrainte de métier. Le rêve si souvent mentionné dans votre Journal de jeunesse, vous alliez enfin le vivre pleinement. Vous aviez excellé dans la médecine des esprits, vous vous étiez dévoué en créant, avec votre Gide, la psychobiographie. Vous alliez pouvoir vous détacher de ce « psycho » qui avait provoqué le « Bonne chance » ironique de vos camarades de l'externat, quand vous avez fait votre choix de spécialité. Le défi que vous aviez alors relevé vous avait permis de produire plusieurs chefs-d'œuvre : il vous fallait maintenant relever un autre défi, mais choisis librement celui-là : la sociobiographie.

Le chemin est inattendu qui vous a conduit à écrire les quatre tomes, groupés sous le titre « Avant-Mémoire », qui font revivre la véritable histoire de France, autour de vos ancêtres, pendant trois siècles, de 1555 à 1856. Le point de départ en est la simple trouvaille, à la mort de votre mère, d'une lettre écrite par votre ancêtre Charles Devaux en 1877 au sujet de ses grands-parents !

Votre confrère Claude Lévi-Strauss a pu écrire de votre ouvrage monumental : « En allant à la recherche de la généalogie dans sa branche maternelle, Jean Delay recon-

La réponse de M. Bertrand Poirot-Delpech

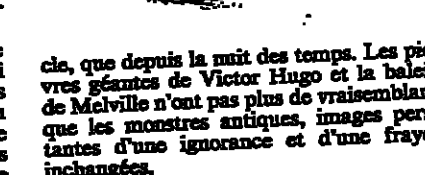
**L'historien
d'« Avant mémoire »**

Dialogue avec un ami

Jean, nous savons bien que, qu'on
soient les efforts du savoir, jamais ne
saisirons ni l'origine ni le but du chaos
sible dans lequel nous vivons. Quel
décoince pour en faire de fines tranches
cervelleux des babouins que nous sommes
l'infinie instant du Grand Début, in-
chémé se lève en nous qui n'a constan-
souvance et qui n'aura d'extirpation que d'être
mort... la semence de Dieu s'en va reje-
ner les nappes mauves du plancto-

Respectons vos scrupules en
devanciers : avant vous, des scap
aux semelles de plomb et aux gro
de cuivre ont déjà levé un coin du
bout de leurs tuyaux ventilés à le
bras. Au siècle dernier, Rouge
ne cherché à rendre

Mais je devine votre agacement.
émémoration. « Il n'y a pas de
de sorts exceptionnels, ni des
m'avez-vous répété sur tous les



Des 1934, à l'été 1935, il tourne des films amateurs. A peine le tournage est-il terminé, Gagnan est-il mis au point, en retourne à l'eau avec des vieillards, des enfants, des malades, enfermés dans des pots de confiture, des chambres à air. C'est à l'aide

vous êtes resté fidèle au bout
treize ans, dont le premier film
quer la vérité, racontait des his

(Lire la suite page 1

La plus belle des victoires

Des 1934, à l'été 1939, il tourne des films amateurs. A peine le scénario de *Gagnan* est-il mis au point, en 1939, qu'il retourne à l'eau avec des vieillards enfermés dans des pots de confiture, des chambres à air. C'est à l'aide d'un

vous êtes resté fidèle au petit Co-
treize ans, dont le premier film, lo-
quer la vérité, racontait des histo-

(Lire la suite page 12.)

A bord de la « Calypso »

Mais je devine votre agacement à émigration. « Il n'y a pas de hasards de sorts exceptionnels, ni de vocations m'avez-vous répété sur tous les tons

Des 1934, à 1943, il tourne des films amateurs. A peine le scaph Gagnan est-il mis au point, en 1943, retournez à l'eau avec des vieilles canoës enfermées dans des pots de confiture ou des chambres à air. C'est à l'aide d'un d

(Lire la suite page 12.)

Un homme d'images

Des 1934, à 1943, il tourne des films amateurs. A peine le scaphandre Gagnan est-il mis au point, en 1943, vous retournez à l'eau avec des vieilles caméras enfermées dans des pots de confiture ou dans des chambres à air. C'est à l'aide d'un de v

(Lire la suite page 12.)

(Lire la suite page 12.)

JUSTICE

Aux assises de la Dordogne

Francis Leroy est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Après deux heures et demie de délibéré, la cour d'assises de la Dordogne a condamné, vendredi soir 23 juin à Périgueux, Francis Leroy, surnommé « l'assassin de la plume », à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de vingt ans.

La cour a suivi partiellement les réquisitions de l'avocat général, M^{re} Gérard Aldigé, qui avait demandé une période de sûreté de trente ans, la plus lourde peine prévue depuis l'abolition, en 1981, de la peine de mort. Francis Leroy avait comparu, depuis le 19 juin (le Monde du 21 juin), pour dix agressions – dont un meurtre, deux viols et plusieurs séquestrations – commises dans la région de Bergerac de décembre 1978 à janvier 1984.

Il a été reconnu coupable du meurtre de Jacques Royère, des deux viols et des séquestrations. La cour d'assises lui a refusé toute circonstance atténuante.

Il y a vingt-cinq ans, Leroy avait été condamné par la cour d'assises de la Charente-Maritime à vingt ans de réclusion pour une série de faits, dont un viol suivi d'un meurtre, commis déjà en période de pleine lune.

Des examens du sang pratiqués à quatre reprises au cours de pleine lune au cours de sa détention avaient révélé une augmentation des

hormones du stress, créant, selon une expertise psychiatrique, une tension nerveuse « biologique », indice d'une « anomalie ».

Appelé à prendre la parole avant que les jurés ne se retirent pour délibérer, Francis Leroy s'est levé pour s'adresser à eux en les regardant fixement : « Je dois dire qu'il y a quelques années, j'ai été confronté à des problèmes. Je vous rappelle qu'on aurait pu faire des expériences sur moi pour en tirer d'autres ».

Sa voix, d'abord timide, s'est affirmée : « Ce que vous déciderez, je ne vous en tiendrai aucune rigueur. Je vous demande de me juger en votre âme et conscience. Présenter des excuses, exprimer des regrets, c'est faible. Difficile devant les victimes. Mais je leur exprime de sincères regrets et leur demande humblement pardon ».

● Inculpation après le vol d'animaux de laboratoire. — Deux membres présumés du commando Arche de Noé, qui avait dérobé en mai dernier une centaine d'animaux dans les laboratoires de l'INSERM à Lyon, ont été inculpés vendredi 23 juin de vol avec effraction. Les deux personnes, un garçon de trente-six ans et sa compagne, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été laissés en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

● Mort du cardinal Timothy Manning. — Ancien archevêque de Los Angeles, le cardinal américain Timothy Manning est mort, vendredi 23 juin, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait défendu le droit à l'objection de conscience des jeunes Américains pendant la guerre du Vietnam et s'était prononcé contre la course aux armements nucléaires. Son décès réduit à cent cinquante-huit le nombre des cardinaux membres du Sacré-Collège et à cent seize celui des électeurs du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans) en cas de conclave.

● Un nouveau directeur de la fonction militaire. — Par décret au Journal officiel du 23 juin, M. Jean-Pierre Champey a été nommé directeur de la fonction militaire et des relations sociales au ministère de la Défense, en remplacement de M. Jean-Claude Roqueplo.

● [Né le 10 mars 1943 à Belfort et ancien élève de l'ENSA, M. Jean-Pierre Champey a notamment servi à la direction des services financiers au ministère de la Défense. En 1975, il sert au ministère de l'Industrie, à la tête du service économique et financier de la direction des industries métallurgiques, mécaniques et électriques. En 1977, il réintègre l'administration centrale du ministère de la Défense, comme administrateur civil hors classe.]

CORRESPONDANCE

L'affaire Céline Jourdan

Une lettre du frère d'un inculpé

A la suite de l'article publié dans le Monde daté 18-19 juin, sur l'annulation de la reconstruction du viol et de l'assassinat d'une fillette dans les Alpes-de-Haute-Provence, nous avons reçu une lettre de M. Joël Roman, frère d'un des deux inculpés. En voici quelques passages : « J'ai été extrêmement surpris, pour ne pas dire choqué, du ton et du contenu de l'article de votre correspondant à Digne relatant les agressions dont ont été victimes les avocats de la défense lors de la reconstruction du meurtre de Céline Jourdan à La Motte-de-Caire. En effet, celui-ci, au mépris de la présomption d'innocence, présente les deux inculpés Didier Gentil et mon frère Richard Roman, comme les assassins ».

M. Joël Roman nous reproche ensuite d'avoir passé « sous silence les protestations répétées d'inno-

cence » de son frère « qui était revenu sur des aveux arrachés par les gendarmes dès sa première comparution devant le juge d'instruction ».

M. Joël Roman ajoute : « En tout état de cause, je tiens à préciser que rien, dans l'état actuel du dossier, n'est venu accréditer la thèse de la culpabilité de mon frère et que les témoignages de ma mère et de ma cousine, qui étaient venues lui rendre visite, rendent son emploi du temps incompatible avec sa participation à ce crime. Il est vrai qu'il vivait en marginal et que sa fragilité psychologique peut expliquer des aveux obtenus à la suite de coups et de menaces des gendarmes. Mais cela n'autorise, en aucun cas, que pour flatter les instincts de vengeance de la foule, on bafoue la présomption d'innocence » [...].

SPORTS

Un arrêt du Conseil d'Etat

Pas de restrictions pour les basketteurs naturalisés

Le règlement d'une fédération sportive internationale n'a pas force de loi en France. C'est ce que le Conseil d'Etat a rappelé à la Fédération française de basket-ball (FFBB) en particulier et à toutes les fédérations sportives en général en rendant, vendredi 23 juin, un important arrêt sur les critères de sélection des joueurs.

Dans le dessein louable d'éviter les naturalisations de complaisance, la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) a décidé qu'un joueur naturalisé n'est pas sélectionnable pour une compétition internationale s'il n'a pas le passeport de son pays d'adoption depuis au moins trois ans. La fédération française a adopté ce règlement pour le dernier championnat de France. Certains clubs ne s'étant pas pliés à ces dispositions, le Comité des clubs de haut niveau de la FFBB les a sanctionnés.

Un rappel aux fédérations

Antibes a donc porté l'affaire devant le Conseil d'Etat qui s'est prononcé en deux temps. En premier lieu, sur la forme, il a estimé que le Comité des clubs de haut niveau n'avait pas autorisé par son règlement des sanctions contre les clubs. Puis, sur le fond, il a rappelé un principe fondamental selon lequel l'individu qui a acquis la nationalité française jouit, à dater de ce jour, de tous les droits attachés à la qualité

de Français. A commencer par celui de jouer au basket-ball.

Trois ans avant l'entrée en application de l'Acte unique européen, cet arrêt rappelle opportunément aux fédérations sportives qu'elles devront mettre leurs règlements en conformité avec le droit si elles ne veulent pas avoir à faire face à une cascade de procès que les empêcheraient finalement d'organiser les compétitions.

Football : la crise de l'AS Nancy-Lorraine

Le vice-président Platini en difficulté

Sélectionneur de l'équipe de France de football, membre de la mission Sastre sur la situation du football professionnel, Michel Platini est également depuis neuf mois vice-président de l'AS Nancy-Lorraine. Mais son arrivée à la tête de ce club au côté de Jacques Brzezinski, directeur de la caisse d'épargne locale, n'a pas provoqué le succès attendu. Plus l'avenir du club paraît menacé.

Ajouté que 6 millions de francs avaient été injectés au début de la saison dernière, le déficit du club, qui n'a pas réussi à remonter en première division et qui attire en moyenne quatre mille spectateurs par match, atteint maintenant 10 millions. La mairie de Nancy attend que le club lui soumette un projet sportif et financier pour décider le montant de son concours pour la saison prochaine.

Les salaires de mai des joueurs ont été versés avec deux mois de

RELIGIONS

Conflit entre l'évêque du Mans et des traditionalistes

Jugement de Salomon dans la Sarthe

Un jugement de Salomon est intervenu, vendredi soir 23 juin, à l'initiative de Mgr Georges Gilson, évêque du Mans, pour mettre fin à la petite tempête qui secouait Bouloire (2 500 habitants), paroisse traditionaliste de la Sarthe. Celle-ci va garder son curé, l'abbé Jacques Pechas, soixante-huit ans, qui, depuis 1955, célèbre la messe à la manière d'avant le concile Vatican II. Mais Mgr Gilson a nommé un « vicaire général » dans l'une des trois paroisses dépendant de Bouloire, qui coiffa le curé traditionaliste et pourra accueillir les catholiques conciliaires, qui réclamaient depuis longtemps une régularisation de la situation.

Cette affaire est exemplaire de l'état de division de certaines paroisses rurales et des difficultés, pour un évêque, de gérer localement les conséquences du schisme de Mgr Lefebvre. Conformément aux dispositions généralement recommandées

par Rome depuis un an, Mgr Gilson avait proposé la reconnaissance de cette communauté traditionaliste, de son rite, de son curé, mais à condition que celui-ci remette à l'évêché la disposition de l'église paroissiale et du presbytère. Débordé par des éléments traditionalistes, venus pour certains de l'extérieur du village, le curé a refusé cette solution et crié sur tous les clochers que l'évêque voulait la destituer.

Mgr Gilson s'est rendu sur place à plusieurs reprises. Il y a même été invité, mercredi soir 21 juin, au cours d'une réunion « houleuse et bien peu chrétienne », est-il lui-même convenu, avant de trouver avec le curé traditionaliste un accord amiable qui apaisera provisoirement le conflit, mais qui ne satisfait, au fond, personne.

H. T.

ENSEIGNEMENT

A la suite d'une fraude

Des épreuves du bac annulées en Corse

Les épreuves d'histoire et de géographie du baccalauréat ont été annulées en Corse, vendredi 23 juin, à la suite d'une fraude sur les sujets. Ceux-ci avaient été vendus, selon plusieurs lycéens, entre 2 500 et 3 000 F la veille de l'examen. Les nouvelles épreuves d'histoire et de géographie communes à toutes les sections, seront repassées lundi 26 juin. D'autre part, le recteur de Corse a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative pour détecter une éventuelle fraude lors des épreuves de philosophie.

A Toulouse, des candidats au baccalauréat, arrivés jeudi dernier en retard aux épreuves en raison d'une grave surprise des transports en commun, ont pu repasser les épreuves lors d'une session spéciale organisée samedi 24 juin.

DÉFENSE

● Mort du cardinal Timothy Manning. — Ancien archevêque de Los Angeles, le cardinal américain Timothy Manning est mort, vendredi 23 juin, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait défendu le droit à l'objection de conscience des jeunes Américains pendant la guerre du Vietnam et s'était prononcé contre la course aux armements nucléaires. Son décès réduit à cent cinquante-huit le nombre des cardinaux membres du Sacré-Collège et à cent seize celui des électeurs du pape (âgés de moins de quatre-vingts ans) en cas de conclave.

● Un nouveau directeur de la fonction militaire. — Par décret au Journal officiel du 23 juin, M. Jean-Pierre Champey a été nommé directeur de la fonction militaire et des relations sociales au ministère de la Défense, en remplacement de M. Jean-Claude Roqueplo.

● [Né le 10 mars 1943 à Belfort et ancien élève de l'ENSA, M. Jean-Pierre Champey a notamment servi à la direction des services financiers au ministère de la Défense. En 1975, il sert au ministère de l'Industrie, à la tête du service économique et financier de la direction des industries métallurgiques, mécaniques et électriques. En 1977, il réintègre l'administration centrale du ministère de la Défense, comme administrateur civil hors classe.]

ATHLÉTISME : la réunion de Saint-Denis

La bande à Lewis

Le relais 4 x 200 mètres de Santa Monica Track Club a échoué vendredi 23 juin, à Saint-Denis, dans sa tentative d'améliorer le record du monde de la spécialité, réalisant 1 min 20 s 33 contre 1 min 20 s 26 à l'université de Californie du Sud en 1978. Carl Lewis, Floyd Heard, Leroy Burrell et Joe De Loach ont pourtant été les grandes vedettes de cette réunion internationale au cours de laquelle le Cubain Javier Sotomayor a franchi 2,38 mètres en hauteur.

Ils ont bien su taper bruyamment dans les mains, répondre d'une même voix aux questions et d'un même sprint aux chronos, ces quatre gaillards ne forment une véritable équipe.

Carl Lewis, Joe De Loach, Floyd Heard et Leroy Burrell sont tous les

quatre estampillés Santa Monica Track Club. Mais peut-on vraiment parler de club tel qu'on l'imagine en Europe ?

Le Santa Monica Track Club est d'abord une extraordinaire organisation financière. Une véritable écurie de course, à laquelle Carl Lewis, Joe De Loach – le champion olympique du 200 m – Steve Lewis, le vainqueur du 400 m à Séoul, ou Johnny Gray, le meilleur spécialiste américain du 800 m, ont confié leurs noms et leurs intérêts.

Fondé en 1972 par Jo Douglas, un homme d'affaires new-yorkais, le SMTC n'a d'autre raison d'être que l'accumulation de dollars.

La méthode Douglas est aussi simple qu'efficace. Il propose son groupe en bloc aux organisateurs de compétitions, à qui il tient à peu près ce langage : « Vous voulez Carl Lewis ? Ok, je vous l'amène ; mais vous prenez aussi pour quelques milliers de dollars supplémentaires Floyd Heard, Leroy Burrell et les autres ». Cela fonctionne à merveille et a permis à Carl Lewis de devenir ainsi la tête d'affiche d'un meeting organisé par l'Humanité. Chacun y trouve son compte : Joe De Loach, surprenant vainqueur de Carl Lewis l'été dernier en finale olympique du 200 m, a longtemps été imposé par son illustre chef de bande. Jusqu'à un jour où l'élève a dépassé le maître.

A. M.

ENFANCE

Un sondage sur les revendications des dix-treize ans

Les collégiens ne réclament pas la Lune

Le droit à la parole, celui de donner son avis, d'aller à l'école et d'une façon générale d'être libre de gérer son temps entre les sorties avec les amis, le télé et le sport, voilà ce que revendiquent les jeunes de dix à treize ans. Désireux de savoir ce que pensent les enfants de leurs droits, M^{re} Hélène Dorihac, secrétaire d'Etat à la famille, avait commandé un sondage dont le succès a largement dépassé les prévisions. Il a été organisé par la SORFES, avec l'aide de professeurs d'histoire et de géographie, auprès d'élèves de sixième et de cinquième. Plus de la moitié des 120 000 collégiens y ont répondu.

Une première étude, rendue publique par M^{re} Dorihac, fait ressortir deux qualités dominantes chez les préadolescents : leur esprit d'indépendance et leur sagesse. S'ils veulent qu'on les écoute et qu'on les respecte, ils acceptent l'autorité des adultes, et de leurs parents en particulier. Ils considèrent comme tout à fait normal (72 %) que les parents interviennent dans le choix des émissions qu'ils regardent à la télévision, et qu'on leur interdise l'entrée dans un cinéma où l'on projette un film interdit aux moins de treize ans (88 %).

Les jeunes omettent de parler de droits fondamentaux comme l'alimentation insuffisante, l'accès aux soins, sans doute parce qu'ils semblent être garantis en France. Mais ces collégiens ne tolèrent pas que les parents marquent une préférence pour un de leurs enfants ou que quelqu'un dans leur entourage soit puni pour une bêtise qu'il n'a pas commise. Si un ami, un proche, est victime d'une punition violente, ils se disent prêts à intervenir personnellement (78 %), un peu parce qu'ils craignent que la même chose, ne leur arrive mais surtout parce qu'ils « veulent que cela cesse ». S'ils n'aiment pas le racisme, ils trouvent plus « normal » de se moquer d'un copain d'origine étrangère qui fait une faute de français que d'un gros pour son embonpoint. Il faut dire qu'à cet âge on est très sensible à tout ce qui touche à l'apparence physique. Ces jeunes comprennent que, pour les punir, on leur inflige une fessée (78 %) ou qu'on les prive de télé (85 %), mais ils refusent l'ironie mordante (94 %) que les adultes

manient avec facilité et les brimades physiques.

Droit à la dignité, au respect. Les dix-treize ans revendiquent également un jardin privé (journal intime, courrier...) interdit aux adultes. N'est-ce pas l'âge des petits secrets ?

Un élément rassurera les parents qui craignent de voir leurs enfants réclamer le pouvoir : lorsqu'on leur demande si, finalement, ils estiment être écoutés au sein de leur famille, l'indice de satisfaction est toujours proche de celui de leur revendication (sauf pour la télé, où ils ont un peu moins l'impression que l'on tient compte de leurs désirs).

Un peu plus de liberté

M^{re} Dorihac constate que, globalement, les souhaits des enfants vont dans le sens de la convention internationale sur le droit des enfants qui devrait être adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à la fin de l'année. « Ces jeunes, dit-elle, ne réclament pas des droits contre leurs parents, ils demandent seulement à être un peu plus écoutés, sollicités, dans les prises de décision qui les concernent, à avoir un peu plus de responsabilité dans la gestion de leur temps... autrement dit qu'on les aide à sortir de l'enfance en leur donnant un peu plus de liberté. On est loin du désir de devenir un enfant roi ».

M^{re} Dorihac s'interroge actuellement sur un possible remplacement de la notion d'autorité parentale, qui figure dans le code civil, par celle de responsabilité parentale. « L'enfant n'est pas la chose des parents, affirme-t-elle. Si ces derniers ont des responsabilités ils doivent également accepter que leur enfant soit différent d'eux et tienne compte de sa personnalité ». L'enfant n'est pas non plus un adulte en miniature : sa liberté de décision doit dépendre de son stade de maturité. Enfin M^{re} Dorihac attend susciter des mesures pour faire connaître aux jeunes les droits dont ils disposent, car le sondage montre qu'ils les ignorent totalement.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

REPÈRES

Illettrisme

Près d'un adulte sur dix

Sur 37 millions d'adultes vivant en France métropolitaine, plus de 9 %, soit 3,3 millions, éprouvent des difficultés graves à parler français, ou à le lire, à l'écrire, ou à bien le comprendre : plus de 400 000 cumulent l'incapacité de lire et d'écrire. Tels sont les principaux résultats de la première enquête de l'INSEE sur l'illettrisme.

L'étude de l'INSEE distingue la population née en France des immigrés : les illettrés appartiennent majoritairement à la première catégorie (1,9 million de personnes nées en France contre 1,4 million d'immigrés). Mais les pourcentages sont évidemment fort éloignés dans ces deux populations : 6 % des personnes nées en France sont illettrées, mais près d'un adulte immigré sur trois a des difficultés avec la langue française.

Pour les Français, une scolarité trop brève, puis l'oubli dû à l'âge, semblent les principaux facteurs de l'illettrisme. Mais la vie professionnelle, la vie familiale, et toutes les formes d'intégration sociale peuvent favoriser un « rattrapage ». Enfin, note l'INSEE, si la scolarité semble le meilleur garant contre l'illettrisme, 150 000 personnes ayant dépassé le niveau de l'enseignement primaire sont néanmoins illettrées.

Paris

Une nouvelle politique de ravalement

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a présenté, vendredi 23 juin, un projet pour une nouvelle politique de ravalement dans la capitale qui sera soumis prochainement au Conseil de Paris. Selon ce projet, on abandonnerait les campagnes de ravalement « par périmètre » au profit d'opérations ponctuelles décidées en fonction de l'état des immeubles. Jusqu'à présent, des arrêtés annuels

déterminaient les périmètres où tous les immeubles devaient être ravalés dans un délai de trois ans.

M. Chirac rapproche ce système de laisser se développer des « vermines » de délabrement en dehors des quartiers désignés et de ne pas tenir assez informés de leurs obligations propriétaires et syndics. Il préconise donc un repérage systématique des immeubles en mauvais état. Propriétaires et syndics de ces immeubles recevront un courrier leur enjoignant de faire le ravalement nécessaire.

Plages

La guerre aux seringues

A la suite des piqures provoquées chez cinq enfants par des seringues abandonnées sur des plages, le ministre de la santé, M. Claude Evain, a demandé, vendredi 23 juin, aux municipalités « d'assurer la propreté des lieux qui vont accueillir les estivants ». En dépit d'un risque d'infection par le sida très minime, le ministre a conseillé aux estivants de prendre eux-mêmes les précautions d'hygiène nécessaires.

Matières nucléaires

Adoption de textes sur la protection

Une convention internationale et un projet de loi sur la protection des matières nucléaires ont été adoptés, vendredi 23 juin, par l'Assemblée nationale. Approuvés dans les mêmes termes qu'au Sénat, ces deux textes ont pour objet de compléter le dispositif juridique applicable dans ce domaine.

Signés par quarante-sept pays et ratifiés par vingt-cinq, la convention, élaborée sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), impose notamment trois séries d'obligations : assurer la protection physique des matières nucléaires, réprimer les infractions qu'elle définit et procéder à des échanges d'informations et à une coopération internationale.

ملکة أمال

0.15 Soixante secondes. 0.20 Sport :
Basket.
FR 3
6.45 Magazine : Sports 3 (rediff.).
8.00 La méthode Victor. De 8.15 à
11.00 Perfecto (rediff.). 11.00 Supermédus.
12.00 Série : Chasseurs d'ombres.
13.00 Journal. 13.25 Série : L'inspecteur
Derrick. 14.30 Série : Kojak.
15.20 Série : 200 dollars plus les frais.
16.25 Série : Le voyageur.

ARTS

Trois expositions

Lapicque ou la figuration libre

Un choix de peintures de 1939 à 1973, galerie Louis Carré, des dessins, en face, galerie de Messine, enfin quelques essais de sculptures en métal découpé chez Alain Oudin, rendent hommage, un an après sa mort, à Charles Lapicque. Un indépendant.

La peinture de Lapicque ne plaît pas à tout le monde. On la trouve souvent un peu ringarde, voire franchement kitsch. Soit. Mais l'a-t-on assez regardée pour ne pas y trouver quelque richesse et de bonnes leçons de liberté ?

Certes, Charles Lapicque n'a pas été un « bulldozer de l'avant-garde », pour reprendre une de ses expressions. Mais il n'a pas été non plus un peintre traditionnel, loin de là. Son aventure aura été personnelle, une bataille, et plus d'instinct que de théorie. Dès les années 20, par exemple, lorsque, s'inspirant de la musique, comme il le fera toujours, il peint un *Hommage à Palestrina*, fait de couleurs douces distribuées dans un espace-temps totalement abstrait. Un accident ? Bien sûr que non. Lapicque sait très bien ce qu'il fait. Un cas : les peintures sorties d'instinct de l'École centrale ne sont pas légères. Ni les ingénieurs du Centre, qui s'adonnent à l'étude des couleurs et des contrastes de valeurs, ne peuvent s'empêcher de passer à l'acte, pour vérifier le bien-fondé de leurs analyses ; ou tout simplement parce que, depuis longtemps, ils avaient envie de peindre.

Lapicque, peintre autodidacte, n'est pas devenu pour autant un technicien ou un technicien de la couleur, ce qui, d'ailleurs, ne l'aurait pas empêché. C'est un impulsif, un lyrique de fond, qui, curieux de tout, aime faire des gammes dans tous les



Lapicque :
« Course de chevaux »
(1958)

domaines, même celui du sport, et ne peut se passer du spectacle du monde. Aussi, tout à sa découverte rétrospective de la peinture, a-t-il commencé par se promener entre abstraction et figuration, avant d'opter pour la reconstruction d'images.

Impressions visuelles

Ses expériences de la mer et des bateaux l'ont aidé à franchir le cap, au lendemain de la guerre, où l'on voit le peintre jouer sur tous les tableaux, mêlant locale et calligraphie, tout en pratiquant l'art de la ligne et du contrepoint avec les motifs articulés des voiliers. Avant de se mettre à tricoter des paysages, bicolores des fous d'artifice comme des fleurs en papier au-dessus de Venise, quand il n'installe pas dans ses nefs étoilées des chaînes d'ampères, dont on dirait bien du mal à dire s'ils sont de bons ou de mauvais génies.

Lapicque prend ses sujets là où il est, comme bon lui semble, associant

impressions visuelles et histoire au présent et au passé. Besoin de combiner formes et sens. Par goût de la pensée et celui des sensations colorées. Voir déjà sa *Jeune d'Arc* traversant la Loire, en 1940. Et ses tableaux de Rome, avec ruines antiques et souvenirs des premiers chrétiens ; ses *Tigres des Ming* à travers le visage d'un chasseur ; ses hommages aux peintres du passé. Autant de thèmes choisis que le peintre tient en étroite dépendance des formes colorées, que l'on voit d'abord lorsqu'on regarde sa peinture.

Lapicque, peintre figuratif, pratique très bien l'art du camouflage des images et de leur contenu, dans un étonnant puzzle de couleurs fortes et fraîches, qui vont bien avec tout au-delà de ce qu'il nous apparaît. Le bon goût. Ce dont d'ailleurs il ne se préoccupe guère. Peu soucieux de conventions et d'usages courants, il a dénoté une bonne fois que le ciel est rouge et la terre bleue et non l'inverse, et rejeté toute idée d'espace pictural classique, en allant

voir aussi ce qui se passait du côté des arts appliqués, céramique, tapisserie, vitrail, et des arts populaires.

C'est ainsi, faisant foi de tout bon, qu'il en est venu à la définition d'un espace par la couleur miraculeusement équilibrée. Un espace de fragments recollés, comme si le peintre était mû par un irrésistible besoin de réparer les pots cassés par ses aînés, tout en admettant ceux-ci. Tout en se laissant emporter par son goût du fier, du rococo. Et son œuvre indigne, mais bien vivante, d'être jalonnée de petits chefs-d'œuvre du genre *Chocolats et dragées*, où l'on voit des boîtes coquines posées comme des barques échouées sur galets et canapés, dans un décor de style dix-huitième siècle. Une peinture plus proche de Matisse que de Dufy, deux voisins, parfois.

GENEVIÈVE BREHERETTE.

★ Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Thomas Le Guillou, 1, avenue de Messine. Jusqu'au 13 juillet. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix. Jusqu'au 29 juillet.

Les « collections » de la famille Tito

Les héritiers d'un médecin yougoslave à la recherche d'œuvres d'art confisquées

Les autorités judiciaires de Zagreb, capitale de la Croatie, viennent d'être saisies d'une curieuse affaire de confiscation d'œuvres d'art dans laquelle seraient impliqués l'ancien président Tito, son épouse Jovanka, leurs deux fils ainsi que la police yougoslave.

Selon *Vesna Novosti*, le quotidien du soir de Belgrade qui est à l'origine de ces révélations, un gynécologue zagrebais, Milivo Rasic, possédait en 1945 une riche collection de tableaux. Celle-ci comprenait notamment quatre toiles célèbres des seize et dix-septième siècles, estimées aujourd'hui à plusieurs millions de dollars : un *Portrait de Vénus* de Véronèse et trois œuvres des maîtres hollandais Wouvermans, Jan Weenix et Pieter Claesz. Le médecin est décédé mais ses descendants, qui vivent aujourd'hui au Danemark, ont décidé de faire appel à un avocat pour tenter de récupérer ces tableaux mystérieusement disparus. Il s'agit de la bru et du petit-fils du peintre, Bernard, unique héritier encore mineur.

L'avocat affirme qu'en 1957 un officier de la police secrète aurait confisqué les quatre tableaux au domicile de la famille pour les déposer à la célèbre résidence des Tito dans les îles de Brioni (Adriatique septentrionale). Selon le journal de Belgrade, M^{rs} Jovanka Tito, qui fut pendant des années la maîtresse des lieux, et ses fils, seraient déclarés à

la justice tout ignorer de l'existence de ces œuvres. Ils étaient incapables de dire où elles avaient bien pu trouver. Mais l'avocat disposerait dans son dossier d'un reçu, signé par l'agent qui aurait procédé à la confiscation — un certain Breznicek. Toutefois ce document est dépourvu d'initiales et de cachet officiel. Ce fameux Breznicek, qui est à la retraite depuis de nombreuses années, a été retrouvé par un journaliste. Lui aussi affirme : « tout ignorer » de cette affaire.

Si proche il y a, il est difficile de savoir la tournure qu'il pourrait prendre, car l'héritage de Tito fait déjà l'objet de discorde publique entre l'Etat et les membres de sa famille, qui estiment ne pas avoir obtenu la part qui leur revenait de droit.

Il est néanmoins certain qu'après la guerre le régime communiste a procédé pendant quelques années, « dans l'intérêt du peuple », à une série de confiscations de nombreuses œuvres d'art détenues par des particuliers. Plusieurs de ces collections se sont retrouvées plus tard dans les appartements des dirigeants. Il s'agit de toiles de maître mais aussi de vieilles icônes que les nouveaux propriétaires — tous hauts fonctionnaires de l'Etat — se sont procurées par des moyens pour le moins suspects et qu'ils n'ont sans doute pas payées au prix marchand de leur propre poche.

PAUL YANKOVITCH.

CINÉMA

Un complexe de vingt-trois salles A Bruxelles, la revanche du cinéma

(Suite de la première page.)

Mais le principal atout de Kinepolis, outre les fautes (double secondoir, 65 centimètres de large et 120 mètres d'espace pour les jambes), reste la dimension des écrans : 600 mètres carrés, soit 20 m de haut sur 30 m de large pour le plus grand et 14 m de large pour le plus « petit » — qui reste encore plus imposant que le plus grand des écrans que l'on trouve dans les autres salles de Bruxelles.

Toutes ces salles sont, en outre, équipées d'un système de sonorisation THX et de projecteurs 35 mm. Les quatre grandes salles bénéficient en outre de projecteurs mixtes de 35 et 70 mm. De plus, Albert Bert est fier d'affirmer que, malgré le coût de trois à cinq fois supérieur, il n'a pas hésité à faire des copies en 70 mm d'un grand nombre de films projetés à Kinepolis.

Le complexe comprend aussi deux salles « spéciales ». La première, la salle Imax, peut accueillir

400 personnes et abrite l'écran de 630 mètres carrés sur lequel est projeté le film sur la conquête de l'univers. L'autre, le Showman, pour le moment davantage attraction que salle de films de 70 mm, à la cadence de 50 images/seconde. (La norme de 24 images/seconde.) Il a un système de fauteuils animés de mouvements en fonction de l'action qui se déroule sur l'écran. Il faudra attendre encore quelques mois pour que la salle soit opérationnelle, et sans doute encore plus longtemps pour y voir de véritables longs métrages.

Le succès de Kinepolis va-t-il entraîner Albert Bert ou d'autres vers la construction de complexes encore plus importants ? « Je ne pense pas, répond-il, car il y a une limite à tout et je pense, notamment pour des raisons de parking, que Kinepolis a atteint la taille maximale ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Les éternels de la 20th Century Fox

Le titre frappe fort. C'est une rétrospective pour l'été, temps des reprises s'il en est, présentée à Paris, salle Reffet-Médias, à partir du 28 juin et jusqu'au 22 août. Quarante-deux films de vingt-sept réalisateurs, choisis dans la production de la 20th Century Fox des années 1940-1970.

Quinze-uns de ces films sont souvent passés à la télévision mais on ne va pas s'arrêter à cela. D'autant que, s'il s'agit de *Cinéma* (ou, la *Tendresse*, de Henry Koster, et *Rivière sans retour*, de Preminger, les premiers succès de la Fox sont là), il n'y a vraiment que le grand écran des salles de cinéma. Ces quarante-deux films ne sont pas dans leur ordre chronologique. Ils ne sont programmés que pour un passage. Parfois deux consécutifs : *Carmen Jones*, de Preminger, le *Carmen* noir, de *Millard*, de Cukor, avec Marilyn Monroe et Yves Montand, *Viva Zapata*, de Kazan, avec Marlon Brando, *Le Port de la drogue*, de Fuller, *L'Affaire*

Cicéron, de Mankiewicz, *Qu'elle était verte ma vallée*, de Ford, et un autre *Kazan*, *Le Fleuve sauvage*.

Occasion de revoir des classiques comme *Les Rois de la colère*, *Elle et lui*, *La Lance brisée*. Mais il y a beaucoup de ravais : *Stormy Weather*, d'Andrew Stone (1943), avec Lena Horne et Cab Calloway, *Man Hunt*, étonnant film antinazi de Fritz Lang (1941), *Chânes conjuguées* de Mankiewicz (1947), *Infidélité* de Sturges (1948), *Derrière le miroir*, de Nicholas Ray (1956), *La Fille sur la balustrade*, de Richard Fleischer (1956), jeux érotiques avec une Joan Collins qui n'a rien à voir avec celle des feuilletons télé, *Quarante tuezards*, de Samuel Fuller (1967), *Panique à Needle Park*, de Jerry Schatzberg (1970).

J. S.
★ Reffet-Médias, 3, rue Champollion, 75005 Paris. Tél. : 43-54-42-34. Versions originales sous-titrées. Carte d'abonnement : 5 films, 110 F.

MUSIQUES

Berio au secours de Schubert

Un monstre

Nikolaus Harnoncourt a donné le 20 juin, au Festival de Paris, la première audition d'une étrange « symphonie » de Schubert. Une reconstruction bien problématique.

Le musicologue néerlandais Rob Van der Hilst a longuement expliqué ici même (*Le Monde* du 14 juin) la genèse de la *Dissonance Symphonie* de Schubert complétée par Luciano Berio sous le titre *Rendering*. Rappelons qu'il s'agit de trois mouvements (D. 936 A) d'une symphonie en ré majeur (*allegro maestoso*, *andante* et *scherzo*) à laquelle Schubert a travaillé la dernière année de sa vie et qui nous est parvenue à l'état de partition (brouillon sur deux portées).

Ces esquisses, découvertes en 1978 seulement, étaient déjà connues par une réalisation respectueuse du musicologue anglais Brian Newbould, retravaillée par Pierre Bartholomée, qui en avait fait un bel enregistrement avec l'Orchestre philharmonique de Liège (1). Sans être du niveau des dernières œuvres achevées par Schubert, elle pouvait figurer honorablement au catalogue.

La pratique de Berio est toute différente, « archaïque », nous dit-on : il orchestre les « tessons » qui proviennent du « champ de fouilles », et il remplit les vides d'une manière neutre, ou bien utilise des « éléments contrapuntiques disparates, trouvés dans les brouillons, qui n'ont aucun rapport avec le véritable matériau destiné à la Dissonance ».

Cela donne un curieux mélange. L'*allegro* commence par du Schubert joyeux et un peu banal, bifurque vers un deuxième thème, au hanrois, sentimental et exotique, qui fait penser à l'*inachevé*, et puis patras ! La musique patine. Paroles gelées, bûche sonore, un bout de sonate de piano, des trompettes au loin.

Comme dans le métré, sans savoir pourquoi, tout à coup on se remet en marche avec un morceau de développement schubertien un peu gros ; retour au deuxième thème ; on pense qu'il arrivera à destination, mais pas du tout : nouvelle panne ; on reste en rase campagne, dans un marécage, jusqu'à ce que survienne un leit-motif pour Grand Inquisiteur qui,

contrairement à ce qu'on pourrait croire, est bien de Schubert et débouche enfin sur une réexposition brillante.

La reconstruction de l'*andante* n'est pas moins étonnante, d'autant plus que ce mouvement était, selon les musicologues, « presque entièrement achevé ». Cela n'empêche pas Berio de débiter par un prélude immobile et lumineux, assez beau, mais qui n'a rien de schubertien, et de couper plusieurs fois le mouvement par des épisodes délicieusement qui rendent interminable la lente procession préfigurant l'*italienne* de Mendelssohn ou la *Rhapsodie* de Schumann. Pas trace du *scherzo* final, auquel Berio n'a sans doute pas eu le temps de toucher.

Où donc

était passé Schubert ?

Dans sa *Sinfonia*, le grand compositeur italien avait multiplié les emprunts ou les allusions à des œuvres extérieures (Mahler surtout, mais aussi Beethoven, Ravel, Debussy, Strauss, Stravinski, Boulez, etc.), comme des matériaux qu'il intégrait avec un talent exceptionnel à son projet personnel. Ici, au contraire, il s'agit d'un raffinement commercial qui nie l'histoire et les styles au nom d'une modernité vraiment hypothétique.

Ironie de l'affaire, c'est à Nikolaus Harnoncourt, rénovateur de la musique ancienne, célèbre pour son purisme, qu'il appartient de présenter cette chimère, ce « monstre » (au sens premier du terme), alors même qu'il reprendrait ensuite sa première casquette en se conformant rigoureusement, pour la *Symphonie héroïque*, aux « mouvements métanormiques » de Beethoven ! D'où une exécution raide, sèche, au soufflet intermittent, où l'on ne reconnaît plus la majesté et la splendeur du fameux Concertgebouw d'Amsterdam.

Déjà l'*Ouverture dans le style italien* D. 950, passée par Harnoncourt dans ses derniers retranchements, n'était pas parvenue à faire l'amalgame entre un *adagio* sépulcral et un *allegro* plus rossinien que Rossini. Où donc était passé Schubert ?

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Disque Ricercar 023 ; en compact, CD 023-003. Voir *Le Monde* du 6 novembre 1983.

L'album solo de Kirsty MacColl

La musique dans le bon sens

Choriste de studio de renom, épouse du producteur Steve Lillywhite, Kirsty MacColl sort de l'ombre avec un disque au charme irrésistible.

Elle est très britannique (mélange mi-écossaise), la trentaine rousse épanouie, deux enfants qu'elle élève chez elle. Son mari est un notable de l'industrie phonographique (le producteur Steve Lillywhite). Bref, Kirsty MacColl n'est pas très rock. Pourtant, tous ceux qui ont aimé et aiment toujours les Kinks et les Turtles, les Beach Boys et les Small Faces ont retrouvé en écoutant *Kite*, son dernier album, cette musique, fraîche comme au premier jour.

Kirsty est la fille d'Ewan MacColl, folk singer, homologue écossais de Pete Seeger, auteur de deux classiques : *The First Time I Ever Saw Your Face* (Roberta Flack, 1971) et *Dirty Old Town* (Rod Stewart, puis The Pogues en 1988).

Pour être plus précise sur son père (un pur qui s'était déclaré affilié par l'électrification de Dylan), elle a passé son adolescence à écouter les Beach Boys. Depuis une dizaine d'années, on l'aperçoit de temps en temps sur le devant de la scène, le temps d'un album, d'un 45 tours placé en haut des hit-parades (une reprise du *New England* de Billy Bragg) ou d'un succès écrit pour une autre (*They Don't Know*, Tracy Ullman).

Elle est également devenue une choriste de studio très appréciée, spécialiste d'harmonies dont elle enregistre successivement toutes les voix.

Elle a écrit les chansons de *Kite* après la naissance de son deuxième enfant et les a enregistrées sur une période d'un an. Au hasard des enregistrements, elle avait travaillé avec la plupart des musiciens importants

du moment : ils sont venus jouer pour elle — Johnny Marr, l'ex-Smith, et Dave Gilmour du Pink Floyd à la guitare (« *Un jour au restaurant*, il est venu à notre table et a demandé s'il pouvait jouer [pour cet] album », dit-elle fièrement).

Et, bien sûr, le disque est produit par son mari. *Kite* semble très traditionnel, nourri de bon sens musical : « Je n'aime pas le vibrato, pourquoi chanter trois notes quand une suffit ? Et je ne vois pas l'intérêt de faire venir un technicien qui passe trois jours à programmer un *Farlight* [excellent marqueur de synthétiseurs] pour le faire sonner comme une trompette, alors qu'il suffit de faire venir un trompettiste une demi-journée ».

Tout cela est particulièrement évident dans sa délicieuse reprise de *Days*, des Kinks, qu'elle transforme en hymne nostalgique, en promenade dans un jardin éduardien.

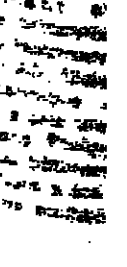
De temps en temps, à travers les harmonies, transparaît une fascination pour le bizarre : sur la version disque compact de l'album, on trouve la *Forêt de mimosa*, une ballade en français, un français de collègue anglais : « Je l'ai écrite après avoir vu un panneau sur l'autoroute Nice-Marseille, il y avait écrit « forêt de mimosa » et on ne voyait rien. Je ne sais pas pourquoi, je n'ai fait penser au mimosa, je Claude Chabrol. » Et elle a raconté l'histoire d'une mère de famille qui oublie son devoir et perd la vie sous les petites fleurs jaunes.

A la rentrée, Kirsty MacColl prendra peut-être la route, elle pense avoir fait des progrès : « C'était après mon premier album, j'avais tellement le trac et j'ai chanté vite que le set était fini au bout d'une demi-heure, il a fallu que je recharge toutes les chansons ». Ce n'est pas si grave, elle écrit de si bonnes chansons.

THOMAS SOTTINEL.

★ *Kite* : album, CD, cassette Virgin.

مكتبة المصطفى



Les grèves dans les services des impôts

La grève (blocage des chèques et non-transmission de documents) continue dans différents services des impôts du Trésor et de la répression des fraudes, notamment dans les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, où le ministère des finances a reconnu, vendredi 23 juin, 19 % de grévistes ; mais les syndicats (Fédération FO-CFDT-SNUIC-CCF-CFTC, d'une part, la CGT, de l'autre) estiment que le mouve-

ment touche une vingtaine de départements, en particulier les perceptions. Une rencontre est prévue, mardi 27 juin, à Paris, avec les syndicats pour étudier la situation des deux départements les plus touchés, mais pour l'instant aucune discussion sur le plan national.

Les syndicats annoncent une « journée nationale » dans l'ensemble des services, ce

même mardi 27 juin. Les menaces de sanctions financières et de suspension de congés payés ont été lancées par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, tendant à réduire leur attitude : l'interfédérale a décidé de prolonger ses grèves jusqu'au 31 août, et la CGT appelle à la généralisation de la grève. Ce mouvement traduit un mécontentement diffus, mais réel, motivé en bonne partie par les retards de la modernisation.

Les ratés de la modernisation

Avec sa longue façade de verre bleuté, le centre des impôts du 10^e arrondissement de Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, est d'aspect plutôt moderne. Une vingtaine d'agents s'y disputent pourtant les services de l'unique photocopieuse installée il y a trois ans. Le report des assiettes de taxes professionnelles s'y fait chaque année sur un grand cahier composé de feuilles volantes qui sont empaquetées à la main ! Manuscris, les notifications de redressement de plusieurs centaines de milliers de francs envoyées par les six inspecteurs-vérificateurs des comptes des entreprises sont reproduites grâce à un triple carbon. « On n'a déjà pas de machines à écrire. Alors, quand les entreprises nous proposent de nous envoyer des justificatifs par télécopie, vous pensez si on rigole ! »

« Défense son bout de gras »

Il suffit de pousser la porte d'un centre des impôts pour mesurer combien les agents de fisc peuvent être assaillis de problèmes. La modernisation du secteur public. Dans une note interne du 11 avril dernier, la direction générale des impôts s'interrogeait, en plus haut niveau, sur sa capacité à remplir ses missions si le budget 1990 lui imposait des efforts supplémentaires.

« Réaction bien compréhensible d'une direction qui veut défendre

son bout de gras à la veille d'arbitrages budgétaires qu'elle sait serrés », commente-t-on aujourd'hui au cabinet de M. Charasse. Pourtant, le ministre du budget et des finances a bel et bien déboursé 150 millions de francs de crédits de fonctionnement supplémentaires pour la direction générale des impôts et le Trésor public. Et pour cause : en région parisienne, dans certains hôtels des impôts, trésoriers ou perceptions, les enveloppes annuelles pour le nettoyage ou le téléphone avaient toutes chances d'être totalement mangées d'ici à la rentrée.

Le ras-de-bol actuel des agents des impôts s'explique pour partie par le sentiment de devoir, avec des moyens réduits, faire face à une augmentation des charges de travail. Augmentation du nombre de contribuables (25 millions de feuilles de déclaration d'impôt sur le revenu ont été remplies en 1988, soit 1,3 % de plus que l'année précédente). Accélération du rythme de créations d'entreprises. Complexification de la législation, enfin, et mobilité accrue des Français (plus de trois millions d'entre eux ont déménagé l'année dernière).

Face à cet accroissement de leur charge de travail, les syndicats de la DGI (l'inter-syndicale FO, CGC, CFTC, CFDT, SNUIC d'une part, la CGT de l'autre) réclament l'arrêt

des suppressions d'emplois dans l'administration fiscale (le nombre de postes d'agents des impôts n'est en effet réduit de 85 000 à 80 500 entre 1984 et 1988), une revalorisation des traitements (30 points indiciaires, soit environ 750 F par mois pour l'inter-syndicale ; 1 500 F pour la CGT, et un aménagement des carrières.

L'informatisation

Imposée par la rigueur budgétaire, la compression des effectifs (essentiellement par la suppression de postes de la retraite) a été justifiée par l'informatisation progressive de l'administration fiscale. Les gains de productivité ont été réels pour des tâches répétitives et particulièrement lourdes comme l'enregistrement des paiements de TVA : trois centres d'impôts sur quatre enregistreront aujourd'hui ces rentrées par ordinateur, grâce au système MEDOC. Mais, dans les autres services de la DGI, comme le cadastre, l'assiette ou la conservation des hypothèques, les suppressions de postes ont précédé l'informatisation et, donc, anticipé sur les gains de productivité que celle-ci pouvait engendrer.

La situation est particulièrement difficile dans les services d'assistance où l'informatisation est encore expérimentale. Faute de personnel on y organise parfois des

Le conglomérat de M. Fournier pourrait atteindre 20 milliards de chiffre d'affaires en 1989

La Navigation mixte tient le cap

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

Petits pois, sucre, flocons, serviettes, voyages et assurances : tous ces produits hétéroclites composent le panier de la Compagnie de navigation mixte. En 1988, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18,1 milliards de francs de chiffre d'affaires (+ 8,9 %) et 810 millions de bénéfices nets en 1988, en progression de 30 % par rapport à 1987.

M. Marc Fournier, PDG de cette société, a annoncé ces résultats le 23 juin, lors de l'assemblée générale traditionnelle réunie au quatrième étage de l'immeuble du siège social, face au Vieux-Port à Marseille.

Créée en 1850, la « Mixte » a consacré, pendant plus d'un siècle, l'essentiel de ses activités aux transports de passagers et des marchandises à travers les océans. En 1969, elle a cédé ses activités traditionnelles et entamé une réorganisation autour de quatre secteurs principaux : agro-alimentaire, bancaire et financier, assurances-transport-tourisme, secteur industriel. Au total, un conglomérat de cent soixante-dix-huit sociétés (allant de Fichtel-Bauche à Saupiquet) où, dans la presque totalité, la « Mixte » détient la majorité de blocage. La capitalisation boursière dépasse les 9 milliards de francs.

Trois piliers

Habituellement peu disert, M. Marc Fournier, un financier agile qui a du goût pour l'industrie, s'est, pour une fois, longuement expliqué sur la composition de son capital et les secteurs qu'il entend conserver et développer. Pas question, notamment, qu'il cède à quelconque des assurances (Rhin et Moselle, VIA).

En 1988, les mouvements sur les titres de la Mixte ont été assez importants (+ 15 millions d'actions ont circulé) et M. Fournier a reconnu que, au cours de l'été 1988, « un raid, piloté par un groupe anglo-saxon, avait été entrepris sur la Mixte ». Pour tenter de s'en débarrasser, certains actionnaires ont augmenté leurs participations. Parmi eux : le Crédit agricole, Framatome, Clivest (Crédit lyonnais), Abellio-Victoire. Il n'empêche que 45 % seulement du capital est détenu par des investisseurs identifiés.

Une prédilection pour l'aéronautique

« Le sucre, l'alimentaire et les assurances restent les dominantes du groupe », affirme M. Fournier. Il est vrai que la Compagnie française de sucrerie a rapporté 100 millions de francs en 1988. L'acquisition, pour 107 millions de dollars en 1988, d'une immense plantation d'orangers et d'une usine de jus de fruits en Floride (produisant l'équivalent de la consommation française), conforte cette activité. En revanche, « Saupiquet est le seul socle du groupe, qui n'en a pas beaucoup », concède M. Fournier.

En effet, le secteur « légumes » mange tous les bénéfices réalisés par la pêche et la préparation du thon. « Mais il n'est pas question de se séparer de cette branche », affirme M. Fournier qui, décidément, préfère acheter que vendre. Avec deux ambitions : augmenter les actifs à l'étranger et développer les secteurs de pointe.

En 1988, le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger représentait seulement 13,4 % du chiffre d'affaires consolidé. Un accord financier avec l'espagnol Foxa permet à la Mixte d'étendre son activité dans le traitement des déchets domestiques en Europe.

Du côté des technologies de pointe, où elle pénètre prudemment, la Mixte semble avoir une prédilection pour l'aéronautique. Elle a pris le contrôle de la Société de fabrication, d'investissement de mesures (SFIM), et d'Hurel-Dubois, spécialistes des moteurs d'avion.

Dans le domaine du tourisme, où le chiffre d'affaires de la VIA-Voyage a progressé de 14,90 %, M. Fournier cherche des alliances avec des groupes européens.

Enfin, la Compagnie de navigation mixte possède un portefeuille estimé à 7,484 milliards de francs et quelques immeubles à Paris et à Marseille et 750 hectares actuellement cultivés près de Brie-Comte-Robert en Seine-et-Marne.

En 1989, M. Fournier espère que son chiffre d'affaires passera à 20 milliards de francs. Mais il ne s'avance pas sur les résultats.

FRANÇOISE CHIROT.

Les trois sociétés de manutention du port de Rotterdam se regroupent

AMSTERDAM
de notre correspondant

Après treize mois de négociations, les trois principales sociétés de manutention du port de Rotterdam ont signé, jeudi 22 juin, un important accord de fusion. Il s'agit des firmes Europe Container Terminals, Quick Dispatch et Müller-Thomson. Le regroupement prendra effet le 1^{er} juillet prochain.

Europe Container Terminals était spécialisée dans le traitement des marchandises transportées en conteneurs, Quick Dispatch et Müller-Thomson étant pour leur part actives dans le secteur des marchandises en vrac (minerais, céréales). Mais cette distinction traditionnelle n'aura désormais plus lieu d'être : la nouvelle entité a été élogieusement baptisée Europe Combined Terminals (ECT).

Selon les promoteurs de la fusion, ECT sera l'une des plus grandes sociétés portuaires du monde. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 450 millions de florins (1,4 milliard de francs) d'ici à 1993, contre 400 millions (1,2 milliard de francs) actuellement, si les résultats des trois partenaires étaient consolidés. Les syndicats ont accepté la disparition dans les prochaines années de 600 des 3000 emplois. Parallèlement, les perspectives de développement du trafic de marchandises à Rotterdam (premier port du monde) sont excellentes. Le volume total traité en 1988 (273 millions de tonnes) a montré une progression de plus de 7 % par rapport à 1987. Les secteurs « conteneurs » et « vrac »

ont bénéficié d'une hausse plus importante encore. La barre des trois millions de conteneurs repoussés a été franchie pour la première fois l'an dernier.

Ce développement n'est pas terminé. L'avènement du marché unique européen est une aubaine pour les stratégies de Rotterdam qui s'attendent à une embellie du trafic dans un port qui se doit volontiers comme « le port de l'Europe ». C'est à l'entreprise pour mieux profiter de 1993 que les trois sociétés membres d'ECT ont décidé d'unir leurs efforts et de rationaliser leurs activités. D'ici-là, ECT aura d'ailleurs investi 450 millions de francs dans la modernisation de ses infrastructures et de ses systèmes logistiques.

CHRISTIAN CHARTIER.

M. Quillès cherche à rassurer le personnel des PTT

Le dossier sur l'avenir des postes et télécommunications en France, ouvert en décembre au lendemain de la grève des « camions jaunes » de la Poste, a pris un tour décisif depuis que le premier ministre, Jacques Chirac, a annoncé, vendredi 23 juin, le processus qui devrait permettre une évolution de cette administration et de son demi-million de fonctionnaires est lancé (le Monde du 24 juin).

Le ministre des postes, télécommunications et de l'espace, M. Paul Quillès, lui-même se devait de se prononcer sur cette question difficile. Il l'a fait avec une grande prudence, s'attachant avant tout à rassurer les agents des PTT et à se poser en défenseur du service public.

« Rien ne se fera sans le personnel », a-t-il déclaré, contre lui, le secrétaire d'Etat chargé des PTT, M. Michel Rocard, a assuré le ministre le 23 juin, répétant que « toute évo-

lution se ferait dans le respect des garanties fondamentales du statut du personnel des agents », qu'il a lui-même énumérées : « garantie de l'emploi, droit à la mobilité géographique, procédures de recrutement garantissant l'égalité de traitement, l'indépendance (c'est-à-dire par concours), droit à un régime de retraite et de protection sociale particulière, ou encore instances paritaires de dialogue social ».

Parmi les questions qui feront l'objet de décisions : la réglementation du secteur, l'amélioration des relations avec les élus et une « plus grande autonomie de gestion ». « Des règles financières plus stables sont nécessaires », a précisé M. Quillès. La gestion des ressources humaines doit être adaptée aux attentes du personnel. Mais il n'a pas fait allusion à une modification du statut juridique de l'administration des PTT, pourtant en telle de

fond de tout le débat qui avait mobilisé un parterre d'acteurs économiques pendant toute la journée de vendredi. M. Quillès a reconnu que « le statut des agents des PTT est une mesure qu'il se traduira par un déclin inéluctable et par l'abandon du service public ».

La CFDT s'est déclarée prête à négocier. La CFTC aussi, qui a émis sans attendre une liste de questions à régler. La CGT et FO ont brillé par leur absence, la seconde au prétexte que le ministre de l'économie était lui-même absent. A la mi-juillet, M. Hubert Prévot, chargé de l'animation du débat public, remettra son rapport définitif. Les hommes politiques devront ensuite prendre leurs responsabilités. Certains évoquent la possibilité que soit ensuite proposée une loi-cadre. Si cet objectif est atteint, ce sera une preuve indéniable de courage politique.

F. V.

Devant la communauté bancaire française L'Algérie plaide pour un accompagnement financier de ses réformes

Comme à New-York en avril, le ministre algérien des finances, M. Sid Ahmed Ghozali, est venu plaider, devant la communauté bancaire française, vendredi 23 juin, le dossier économique de son pays.

Décidé à éviter le rééchec d'une dette de 23 milliards de dollars, le ministre attend de ses créanciers un allongement des échéances pour transformer une

part de leurs créances à court terme en dette à moyen ou à long terme. L'emprunt de l'Algérie, gérable en termes globaux, sera extrêmement court jusqu'en 1991. La baisse des cours du pétrole et la concentration de remboursements ont contraint Alger, traditionnellement bon payeur, à consacrer 65 % de ses recettes à l'exportation au service de sa dette en 1988. Compte tenu du redressement du prix de l'or noir, c'est entre 55 % et 60 % qui, cette année encore, devraient être absorbés par ces remboursements.

Un mauvais cap à passer particulièrement redoutable dans un pays où une population, en croissance rapide, attend impatiemment que le gouvernement tienne ses promesses de réforme. Pour mieux faire passer le message de l'urgence d'un accompagnement financier à la privatisation de l'agriculture ou à la levée progressive du contrôle des prix, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale n'ont pas ménagé les efforts. Le premier a déboursé, le 31 mai, une première tranche de 600 millions de dollars sur le crédit stand by et la facilité compensatoire octroyée à Alger pour combler en partie les pertes de recettes énergétiques ou pétrolières. La Banque mondiale, pour sa part, négocie le premier prêt d'ajustement structurel qu'ait jamais obtenu l'Algérie, de 300 millions de dollars.

Compte tenu des 7 milliards de francs de crédits déboursés par la France en janvier 1989, les banques devraient être aménées à accueillir favorablement la demande de M. Ghozali. Leurs créances, de l'ordre de 30 milliards de francs (dont un tiers environ garanti), sont pour une bonne part à court terme.

F. Cr.

Michelin rachète le distributeur britannique de pneus NTS

Le groupe français Michelin, numéro deux mondial du pneu, vient de racheter à la firme britannique BTR Plc (ex British Tyre and Rubber) la totalité de sa participation dans National Tyre Service Ltd (NTS), un des tout premiers distributeurs de pneus et d'accessoires automobiles en Grande-Bretagne, client de la firme de Clermont-Ferrand. Le prix de cette acquisition s'élève à 140 millions de livres (1,45 milliard de francs).

NTS avait été acquis par BTR en 1985, lors de la prise de contrôle de Dunlop Grande-Bretagne. La firme dispose d'un réseau de quelque 420 points de vente et réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de livres (1,55 milliard de francs).

Rhône-Poulenc devant la commission des monopoles britanniques

Le rachat par le groupe français Rhône-Poulenc des intérêts détenus par le groupe américain Monsanto dans l'industrie des analgésiques (le Monde du 25 février) se heurte à une suspicion de monopole en Grande-Bretagne, où la firme de Saint-Louis (Missouri) possède une importante usine d'acide salicylique. Le ministre britannique du commerce et de l'industrie, lord Young, a en effet décidé vendredi 23 juin, sur recommandation du directeur général de la concurrence, de déférer à la commission des monopoles ce projet d'acquisition. Le ministre a pris cette décision à cause des représentations possibles de l'accord entre Monsanto et Rhône-Poulenc dans la concurrence en Grande-Bretagne dans le secteur de certains composants-clés des médicaments analgésiques.

REPÈRES

Dette

Prêt du FMI au Venezuela

Candidat à la nouvelle stratégie de réduction de la dette, le Venezuela vient de franchir deux étapes d'importance. La Banque mondiale lui a accordé, le 15 juin, des crédits de 755 millions de dollars, dont 25 % au moins doivent être consacrés à des opérations d'effacement partiel de la dette de 31 milliards de dollars de Caracas.

Le vendredi 23 juin, le Fonds monétaire international complétait cette première percée en annonçant un crédit sur trois ans de 4,6 milliards de dollars, dont la moitié sera, à aussi, utilisée à la réduction de la dette. Il revient désormais au gouvernement vénézuélien et aux banques d'en déterminer les modalités.

Ces crédits ont été octroyés après l'approbation, par le FMI, d'un plan de réformes économiques portant sur les secteurs public, commercial et financier, et destinée, notamment, à réduire l'intervention de l'Etat dans l'économie.

GATT

Double satisfaction pour la CEE

Les Etats-Unis ont doublement donné satisfaction à la Communauté européenne en annonçant, dans la nuit du 22 au 23 juin à Genève, leur intention d'abolir la taxe discriminatoire sur le pétrole importé et de

réaménager le barème des frais administratifs perçus pour les formalités en douane.

En outre, les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour déboucher la procédure d'arbitrage du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sur deux vieux litiges portant sur le soja et le sucre.

Sur ce dernier sujet, les Américains acceptent la constitution d'un groupe d'arbitrage sur les restrictions imposées par Washington sur les importations de sucre, grâce à une dérogation dont ils bénéficient depuis 1955.

En échange, les Européens lèvent leur opposition à la mise en œuvre d'un autre groupe d'arbitrage sur les pratiques communautaires en matière de production de soja.

Industrie

Baisse de 4,2 % des commandes américaines de biens durables

Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont diminué de 4,2 % en mai, leur plus forte baisse depuis dix mois.

Après la hausse de 3,2 % en avril, cette recrudescence n'est pas due à des secteurs aussi volatils que les transports, en recul de 9,4 % en mai, ou les commandes militaires, en réduction de 8,6 %.

Hormis ces deux secteurs, l'indice a diminué de 8,3 %, sa chute la plus vive depuis septembre dernier.

EN BREF

● Les pays du Maghreb créent une compagnie aérienne commune. Les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie) ont décidé, le 22 juin, d'unifier leurs forces dans le domaine aérien en fédérant leurs espaces aériens et en créant une compagnie commune qui sera dénommée Air Maghreb. Les ministres des transports de l'UMA se réuniront, en décembre prochain, pour mettre définitivement sur pied cette compagnie. Il est prévu, dans un premier temps, qu'Air Maghreb limitera ses activités aux relations intermaghrébines. Le début de l'exploitation interviendrait au cours du premier trimestre 1990. — (AFP.)

● Bâtiment et travaux publics : le britannique Advanta chez Philip Holzmann. — Advanta Management AG, filiale à 100 % du groupe britannique Advanta Plc (immobilier), a pris une participation de 10 % dans Philip Holzmann, numéro un du bâtiment en RFA. Ce paquet d'actions a été acheté à une banque qui ne souhaite pas révéler

son identité, a indiqué M. Dieter Bock, le président du directeur d'Advanta. La Deutschebank, qui est de longue date le premier actionnaire de Philip Holzmann, a fait savoir qu'elle « n'avait rien à voir avec cette transaction ». La Commerzbank, qui possède pour sa part 5 % du capital du groupe, a également déclaré ne pas avoir cédé sa participation. — (AFP.)

● Retirés aux Potasses d'Alsace. — Le président du tribunal de Mulhouse vient, vendredi 23 juin, de demander de la direction des mines de potasse d'Alsace, de charger un huissier de vérifier la liberté d'accès aux puits et aux installations de la société, avec, si besoin est, le concours de la force publique. Les mineurs des MIPA sont en grève depuis le 8 juin pour obtenir une augmentation de salaire de 1200 F par mois mais une pétition demandant la reprise du travail, signée par un millier de salariés (sur 3900), a été ramisée vendredi au président du tribunal, selon la direction générale.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

APRÈS avoir balisé pavillon pendant huit jours sous le coup de la fatigue causée par une longue ascension, la Bourse de Paris a paru cette semaine avoir retrouvé un peu du punch qui lui avait fait défaut pour atteindre de nouveaux sommets. L'indice CAC 40 a pourtant été absent de son comportement et, dès lundi, il dérapait (- 0,45 %) avant de se redresser, mais seulement pendant la seconde partie de la séance du lendemain (+ 1,10), ouverte sur un nouveau recul. Mercredi, le marché résistait d'abord au glissement (- 0,03 %), montait sur la pointe des pieds (+ 0,18 %), jour de liquidation générale, avant de repartir de l'avant à la veille du week-end (+ 1,2 %).

Rien de bien anormal, car des mouvements erratiques se produisent souvent à la fin des mois boursiers. Si le bilan de juin n'est pas superbe, il s'en fait de loin, au moins pour le qualitatif de très honorable (+ 2,7 %). C'est la troisième fois de l'année que la liquidation générale est gagnante. En janvier, la Bourse avait monté de 9,14 % et en avril de 6,57 %. Avec ses intermédiaires de baisse, la hausse ajustée depuis le début de l'année dépasse légèrement 13 %. C'est à peine la moitié de ce qu'elle a parcouru l'année dernière à la même période (+ 26 %).

À l'époque, il est vrai, le marché se remettait du terrible choc que lui avait causé le krach d'octobre 1987. Cette fois plus question de combler ce retard. Les plus hautes sommets ont été approchés, puis franchis, ce qui constitue toujours une épreuve assez difficile à passer. La Bourse a subi avec un certain succès. Mieux : pour saluer l'été, elle a cette semaine progressé d'environ 2 %.

Cette reprise est prometteuse. Elle n'était pas évidente d'entrée de jeu. À cela plusieurs raisons. Avant de se calmer un peu, les turbulences monétaires ont repoussé sur le dollar, ravivant les craintes inflationnistes, que la hausse tout juste raisonnable des prix de détail aux États-Unis pour mai (+ 0,6 %) avait à peine atténuées.

Sans être inquiétant, l'indice français des prix de détail, également pour mai (+ 0,4 %), ne s'est pas, à la réflexion, révélé très encourageant, bien que situant notre pays dans le peloton des pays européens les mieux placés dans ce domaine. La Rue de Rivoli n'a du reste pas caché que le prochain indice ne serait pas brillant, à cause notamment de la hausse des tarifs automobiles. Et puis le marché a également pâti des ajustements souvent précipités faits par les petits porteurs, soucieux de réduire

Une reprise prometteuse

le nombre de lignes de valeurs détenues en portefeuille pour ne pas avoir à payer trop de frais avec la libération des tarifs de courtage le 1^{er} juillet prochain. Des particuliers ont également vendu pour se procurer les fonds nécessaires au règlement de l'impôt sur la fortune.

Pour couronner le tout, le sondage effectué par la Tribune de l'Expansion-RES sur la capacité humaine de pallier Brougnot n'a pas peu contribué à faire planer un sérieux doute sur l'avenir. D'après ce sondage, seulement 11 % des opérateurs jugent le marché parisien porteur. Ils étaient 18,7 % le mois dernier et... 63 % à la mi-avril, précise le quotidien financier. En d'autres termes, comme Tokyo, Paris a la cote. En tout état de cause, tous les éléments étaient donc réunis pour donner le bournon aux investisseurs et les inciter à une très grande prudence.

En définitive, le très bon comportement de la Bourse a de quoi surprendre. À y regarder de plus près, le phénomène apparaît rien moins que naturel. Divers organismes, et non des moindres d'ailleurs du BIPE (Bureau d'information et de prévision économique) et de l'Institut GAMA (Groupe d'analyse macro-économique appliquée), se sont amusés au petit jeu des projections. De leurs études, il ressort en gros que la France n'est pas près de souffrir d'une chute de la croissance économique avec, entre 1990 et 1994, une augmentation moyenne de 2,5 % par an de son PIB. Ce qui place notre pays parmi les premiers en Europe en termes d'expansion. Enfin, la chambre de commerce de Paris a apporté sa pierre à l'édifice en prévoyant que les exportations françaises allaient être dopées par la relance du commerce mondial.

Difficile de faire la moue, quand, au même moment, M. Robert Heller, gouverneur démissionnaire du Federal Reserve Board américain, se déclare convaincu que l'inflation va céder du terrain aux États-Unis. Pour moi, les investisseurs prévoyants auraient dressé l'oreille. Des opérateurs étrangers (américains et japonais) ont fait mieux : ils ont commencé à se mettre en quête des bonnes occasions. Un bon augure pour leurs collègues français au moment où le dollar s'est remis à piquer du nez et Wall Street à remonter.

De fait, avec l'abondance des liquidités en cette période de versement des dividendes, les « zinzins » et d'autres se sont remis doucement à racheter du « papier », ne serait-ce que pour s'avoir pas à se reprocher d'avoir raté un train de hausse. La reprise d'été serait-elle en route ? Difficile de se prononcer. Mais les professionnels sont en majorité très confiants pour l'avenir. Un banquier de la place est catégorique : « Sans catastrophe internationale, l'indice CAC franchira cet été le cap des 500 points ». Ce n'est pas beaucoup s'engager car l'effort n'est pas surhumain (moins de 4 % de hausse). Mais psychologiquement un tel événement pourrait avoir un grand retentissement.

Notre banquier considère même que le sondage de la Tribune de l'Expansion-RES constitue « une bonne nouvelle pour la Bourse » dans la mesure où les réponses peu flatteuses pour Paris faites par les spécialistes interrogés, démontrent que la vague d'achats n'a pas encore eu lieu. Il suffit donc de la susciter. Et ce sont les entreprises qui pourraient bien donner l'impulsion. À l'heure des grandes assemblées annuelles, plus aucun groupe ou presque n'hésite plus à tirer des plans sur la comète. Ainsi la plupart d'entre elles ont communiqué des résultats pour 1989, très bons dans la majorité des cas. Cette semaine, par exemple, le docteur E. Sakitz, président du directoire de Roussel-Uclaf, a pu reculer pour chiffrer à 512 millions de francs (+ 20 %) le bénéfice net consolidé de son groupe. L'effet a été immédiat. Vendredi, l'Action Roussel-Uclaf a grimpé de 5,2 %. Autre facteur de hausse : le projet de réforme du FEG, qui devrait, estime-t-on, donner naissance à un produit « aussi important que les SICAV Money en leur temps ».

En résumé, toujours d'après notre banquier, « la Bourse a tous les atouts en main pour faire une belle campagne d'été ». Il met toutefois deux bémols à ses pronostics : « Les prix du pétrole devront être apaisés et le dollar devra se calmer ». Preuve du climat de confiance qui règne, semble-t-il, sur le parquet : nombre de sociétés de Bourse sont aux aguets, qui jugent que le potentiel de hausse à court terme est limité. Pour Didier Philippe, « le marché pourrait encore s'échapper avant de trouver un nouvel élan ».

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 19 au 23 juin

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Après s'être annoncé morose, le

semaine s'est finalement achevée sur un excellent score à New-York où l'indice Dow Jones des industriels s'est inscrit vendredi à 2 531,86 (contre 2486,38 le 16 juin), soit son niveau le plus élevé depuis le krach d'octobre 1987.

Soucieux de la tension persistante enregistrée sur le front des taux, les investisseurs ont d'abord procédé à des ajustements de précaution dans l'attente de la publication du rapport établi par le Fed sur l'évolution de l'économie. Ledit rapport s'étant révélé plutôt positif (ralentissement de la croissance, diminution de l'inflation), le marché a tendu l'oreille. La baisse du loyer de l'argent du jeudi, les pronostics fait également par M. Robert Heller, gouverneur démissionnaire du Fed, sur le refus progressif de l'inflation aux États-Unis, les ont convaincus de reprendre des positions. La chute surprise des commandes de biens durables en mai (- 4,2 %), qui pouvait décider la banque centrale américaine à dresser sa politique de crédit, a favorisé la forte reprise de fin de semaine.

	Cours 16 juin	Cours 23 juin
Alcoa	46 1/8	49 1/4
ATT	35 3/4	37
Bacard	33 1/2	34 3/4
Chlor-Mex	38 3/8	38 5/8
Du Pont de Nemours	109 7/8	111 3/8
Eastman Kodak	48 5/8	48 3/8
Exxon	44 1/8	44 5/8
Ford	58 3/4	59 7/8
General Electric	55 3/8	54 7/8
General Motors	41 7/8	41 3/8
Goodyear	54 1/4	54 7/8
IBM	109 1/2	111 1/8
ITT	58 3/4	59 7/8
Mobil Oil	48 7/8	49 3/8
Pfizer	57 3/8	59
Schlumberger	39 3/8	38 3/4
Tesoro	42 7/8	43 1/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	121 3/4	127 1/2
Union Carbide	27	28
USX	37 7/8	37
Westinghouse	62 3/4	64 1/4
Wyeth Corp.	63 3/4	64

LONDRES

Mieux mais nerveux. Une certaine amélioration s'est faite pour cette semaine à Londres, qui a permis au marché de progresser quelques points. Mais l'ambiance n'est pas moins nerveuse. La meilleure tenue de la livre, les passages, à un peu près les opérations. Mais c'est surtout l'animation créée sur le pont des OPA par l'offre d'Hannan de racheter Consolidated Goldfields et la nouvelle bataille boursière pour le contrôle de Gateway, qui a renoué la Bourse. Les opérateurs attendent néanmoins, un peu tendus, les résultats des commerces extérieurs.

Indice « FT » du 23 juin : Footsie, 2167,5 (contre 2143,5) ; 30 valeurs 1 997,7 (contre 1 971,4) ; fonds d'Etat, 84,45 (contre 84,61) et mines d'or, 192,8 (contre 182,4).

	Cours 16 juin	Cours 23 juin
Beecham	616	625
Bovril	487	483
BP	282	282 1/2
Chatter	965	957
Courtauld	335	339
De Beers (*)	15 1/4	15 7/8
Free Gold (*)	7	7 1/2
Glen	13,41	13,59/64
GUS	16	16
ICI	12,72	13
Reckitt	749	749
Shell	418	416
Unilever	573	577
Victrex	289	285
War Loan	37 1/4	37 5/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Après une hausse, le marché a connu des hauts et des bas cette semaine. Finalement, une légère amélioration s'est dessinée, qui a permis aux différents indices de remonter de 1,5 % en moyenne. La baisse du dollar a encouragé les investisseurs à reprendre quelques positions.

Indice du 23 juin : Nikkei, 33 530,71 (contre 33 055,17) ; Topix, 2 486,23 (contre 2 440,17).

	Cours 16 juin	Cours 23 juin
ABG	289	214
BASF	305,10	314,50
Bayer	396	391,20
Commerzbank	243,70	254,90
Dresdnerbank	582,50	591
Hochtief	234,20	265
Karstadt	562	560
Mannesmann	247,50	265
Siemens	542,50	582,50
Volkswagen	410,50	424,50

TOKYO

Le Kabuko-Cho a encore connu des hauts et des bas cette semaine. Finalement, une légère amélioration s'est dessinée, qui a permis aux différents indices de remonter de 1,5 % en moyenne. La baisse du dollar a encouragé les investisseurs à reprendre quelques positions.

Indice du 23 juin : Nikkei, 33 530,71 (contre 33 055,17) ; Topix, 2 486,23 (contre 2 440,17).

	Cours 16 juin	Cours 23 juin
Abd	790	810
Brigdetone	1 628	1 628
Cantor	1 930	2 000
Fuji Bank	2 420	3 410
Honda Motor	1 940	1 930
Mitsubishi Electric	2 280	2 280
Mitsubishi Heavy	1 110	2 480
Sany Corp.	7 610	7 800
Toyota Motor	2 670	2 710

Alimentation

	23-6-89	Diff.
Béghin-Say	691	+ 13
Bouygues	3 043	+ 12
BSN	690	+ 37
Carrefour	3 101	+ 74
Casino	211,30	0,30
Euro-marché (1)	2 790	- 59
Guyenne et Gasc.	927	9
LVMH Mott-Hen (2)	4 235	+ 120
Nord	30 610	+ 1 260
Océid. (Gie)	595	+ 11
Olda-Caly	420	- 3
Pernod-Ricard	1 373	+ 81
Proximité	3 100	+ 38
St-Louis-Bonheur	1 363	+ 8
Source Perrier	1 696	+ 87

(1) Coupon de 100 F.

(2) Coupon de 32 F.

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	23-6-89	Diff.
Bail Equipement	311	- 6,10
Banque (Cie)	528	+ 7
Cetelem	630	- 260
CFF	853	+ 43
CFP	459,50	- 4,50
Chargem SA	1 275	+ 25
Eurafrance	1 605	+ 5
Hénin (La)	564	+ 8
Locafinance	827	+ 7
Locidius	829	+ 4
Midi	1 310	- 24
Midland Bank	214	+ 2,30
O.P.F.	1 441	- 11
Paribas	500	- 11
Paris. de résc.	445	+ 19
Prétabail	1 210	+ 40
Schneider	776	+ 6
Société générale	499	- 9
Suez (Cie Fin.)	343,50	+ 6,50
UCB	264	+ 24,50

Bâtiment, travaux publics

	23-6-89	Diff.
Axill. d'entr.	1 054	+ 2
Bouygues	667	+ 22
Ciments Français	1 570	+ 64
Dunet	1 005	+ 47
GTM	1 430	+ 10
J. Lefebvre	1 340	+ 70
Lafarge	1 690	- 70
Maisons Pédiat	99,60	+ 6,90
Poliet et Chausson	720	+ 32
SCREG	920	+ 9
SEGESE	265	+ 13

Filatures, textiles, magasins

	23-6-89	Diff.
Agache (Fin.)	1 513	+ 78
BHV	628	+ 15
CAAO	2 260	+ 24
Danone	3 000	+ 15
DMC (1)	860	+ 20
Galeries Lafayette	1 780	+ 25
La Redoute (2)	3 275	+ 5
Nouvelles Galeries	586	- 14
Printemps	786	- 6
SCOA	79,85	- 3,25

(1) Coupon de 7 F.

(2) Coupon de 58 F.

Mines d'or, diamants

	23-6-89	Diff.
Anglo-American	146,50	+ 9,50
Anglo	432	+ 2
Buf. Gold M.	76	+ 0,70
Can. Gold Field	151	+ 21
De Beers	104,20	+ 2,20
Drief. Cons.	65,40	+ 2,55
Gencor	156	+ 20
Harmony	32,55	inch.
Randfontein	300	+ 23
Saint Helena	48,20	+ 6,40
Western Deep	187,50	+ 6,50

Matériel électrique

services publics

	23-6-89	Diff.
Alcatel	3 098	+ 38
Alstom	616	+ 2
CGE	447	+ 1
Croizat	670	+ 34
CSBE (ex-Sigaux)	515	- 33
Général des Eaux	1 989	+ 33
IBM	720	inch.
Interchemie	1 478	+ 86
ITT	399	- 2
Legrand	3 995	+ 317,50
Leroy-Somer	1 408	+ 35
Lyon. des Eaux (1)	1 793	+ 92
Matra	360	+ 20
Martin-Gérin	4 570	+ 120
Moulinex	141	+ 7,90
PI Lablanc	1 138	+ 68
Radicelec	628	+ 28
Schneider	257	- 8
SEB	1 002	+ 2
Siemens	1 964	+ 94
Thomson-CSF	221	+ 3

(1) Coupon de 32 F.

Métallurgie

construction mécanique

	23-6-89	Diff.
Alpi	354	+ 0,90
Alouis Dussault-B.	725	- 10
De Dietrich	1 449	+ 4
FACOM	1 255	+ 31
Fives Lille	492,70	+ 13,80
Marine Wendel	450	- 6,70
Peugeot SA	1 704	+ 99
Peugeot SA	1 704	+ 99
Sagem	1 495	- 5
Senlis-Châtillon	289,90	+ 9,90
Stratfor	1 162	+ 79
Valco	827	+ 62
Vallorec	432	+ 19,50

Mines, caoutchouc, outre-mer

	23-6-89	Diff.
Géophysique	785	+ 15
Infatol	364	- 6
Infatol	216	+ 18
Métaleurop	287	- 0,50
RTZ	50,40	+ 0,55
ZCI	3,24	+ 0,37

Pétroles

	23-6-89	Diff.
BP-France	125,50	+ 3
BP-Aquitaine	220	+ 5
Esso	331	+ 28
Esso	289	- 2,88
Petrofin	2 098	+ 33
Primagaz	67	+ 24
Raffinage	174,90	+ 9,80
Royal Dutch	413,50	- 1,60
Sogefar	399	+ 55,90
Total (1)	495	+ 183

(1) Coupon de 20 F.

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	23-6-89	Diff.
PME 10,6 % 1976	101,65	- 0,55
8,80 % 1977	126,96	- 0,27
10 % 1978	102,40	- 0,27
9,80 % 1978	100	+ 0,90
10,80 % 1979	108,20	- 0,18
16,20 % 1982	103,08	- 0,14
16 % 1982	106,28	- 0,27
15,75 % 1982	101,36	- 0,13
CNE 3 %	101,66	- 0,18
CNE 5 %	101,66	- 0,17
CNE 5 000 F.	102,37	+ 0,65
CNE 5 000 F.	102,40	- 0,32
CNE 5 000 F.	101,66	- 0,66

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 23 juin 1989

Nombre de contrats : 44 428.

	ÉCHÉANCES			
	juin 89	sept. 89	déc. 89	
Premier	-	-	-	-
+ haut	107,24	107,84	107,48	-
+ bas	107	107,66	107,36	-
Dernier	107,14	107,74	107,48	-
Compensation	107,14	107,76	107,46	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	19 juin	20 juin	21 juin	22 juin	23 juin
RM	1 471 899	2 389 015	2 258 356	(1)	(1)
Comptant					
R. et obl.	6 732 247	5 993 692	6 407 081	-	-
Actions ..	236 223	239 063	333 326	-	-
Total	8 440 369	8 621 770	8 998 763	-	-

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Libéralisation bien mesurée

La France et l'Allemagne semblent rivaliser de libéralisation en matière d'emprunts internationaux. Dans chacun des deux pays des décisions ont été prises, on s'est à l'étude, qui devraient y favoriser l'activité primaire, c'est-à-dire celle des émissions nouvelles. Les mesures qui devraient avoir le plus grand effet à cet égard consistent à raccourcir les durées minimales prescrites pour les euro-obligations.

On ne peut que se féliciter de ces changements qui s'annoncent, car ils enrichissent la palette des instruments offerts sur l'ensemble du marché. Il convient cependant d'en apprécier la portée à sa juste valeur, car celle d'une promotion des places financières nationales, on, comme le dit pour sa part le président de l'Institut d'émission allemand, « une contribution de plus à l'attrait de la place financière de Francfort ».

De fait, l'empire des pouvoirs publics demeure forte, suffisante en tout cas pour prévenir un déplacement vers Londres de tout un pan de l'euro-marché. Il n'est en effet pas question, dans les conditions actuelles, de tolérer que des euro-emprunts libellés en deutschemarks ou en francs français voient le jour ailleurs que dans les pays d'origine de ces monnaies, sous la surveillance des autorités compétentes, Trésor ou Bundesbank. Cette situation est tout à fait différente de celle du marché des euro-obligations en dollars des Etats-Unis, par exemple, qui sont émises à Londres sans qu'aucun service officiel américain ait sur elles un quelconque droit de regard.

En pratique, toute une série de règles bien précises subsistent qui ont à respecter les émissaires d'euro-obligations en deutschemarks ou en francs. Leur but est d'encadrer ces marchés dans leur pays respectif. Il faut notamment que le chef de file (ou, le cas échéant, l'arrangeur de l'opération) soit un établissement de droit local. De telles restrictions risquent de s'appliquer longtemps, car elles dépendent de l'accomplissement de réels progrès dans la construction européenne. Le très discret président de la Banque centrale allemande, M. Karl Otto Foehl, évoquant ce sujet, lundi 19 juin à l'université de Francfort. C'était pour assurer ses auditeurs que tout changement sur ce point dépendait de la façon dont les mon-

naies de la Communauté allaient se rapprocher pour finalement s'unir. En attendant que cet objectif soit atteint, l'intérêt de l'Allemagne est de « soumettre à un certain contrôle l'utilisation de sa propre monnaie sur le marché primaire ».

A partir du 1^{er} juillet, des euro-obligations en deutschemarks pourront être lancées pour des échéances aussi brèves que deux ans, quelle que soit la nature de leur placement. Jusqu'à présent, la durée des titres offerts en souscription publique devait être d'au moins cinq ans et, pour ce qui est des placements privés, elle ne pouvait être inférieure à trois ans. Autre modification prévue, les transactions pourront se concrétiser immédiatement, sans enregistrement préalable auprès de la Bundesbank.

Actuellement, si l'on veut lancer une opération en euro-marks, il faut

s'y prendre au moins quarante-huit heures à l'avance, et informer à temps la Bundesbank. (L'amendement est important, car il permettra aux emprunteurs de mieux bénéficier des possibilités d'arbitrage offertes sur le marché. Il est en effet très rare qu'une intéressante transaction de swap conserve tout son attrait, passé un délai de deux jours.) En outre, il sera permis d'émettre des obligations assimilables, qui viendront se greffer à intervalles plus ou moins réguliers sur une souche existante. Cependant, la Bundesbank entend être informée de toute euro-opération en deutschemarks, même a posteriori, et, si une construction financière inhabituelle se profile, elle tient à en connaître les modalités suffisamment en avance pour se prononcer à son sujet.

L'euro-marché éclipsé

En France, on songe à réduire à un an seulement la vie minimale des euro-obligations en francs. Certains évoquent même la possibilité de supprimer toute limite de temps, ce qui conduirait à autoriser enfin l'émission d'eurobilles de trésorerie. On envisage également d'abaisser de 500 à 300 millions de francs le montant minimal prescrit pour un emprunt euro-obligataire.

Si de tels allègements se confirment, Paris serait alors sur bien des points en avance sur Francfort. Il n'y a que dans la question des placements privés que l'on se montre plus restrictif. Leur émission est admise en Allemagne, alors que de telles opérations en France sont à peine tolérées. Elles ne sont approuvées que dans les rares cas où sont impliqués des titres subordonnés à durée indéterminée.

Les mesures de libéralisation touchant l'utilisation du mark ne font, après tout, que renforcer le poids d'un des plus grands compartiments euro-obligataires de tout le marché international des capitaux, et dont l'existence et le rôle sont incontestés. La situation de l'euro-marché est quelque peu différente. Depuis la levée du contrôle des changes en France, certains spécialistes s'interrogent même sur l'opportunité de maintenir à Paris un compartiment international distinct de celui du marché national des emprunts en francs.

Pour les débiteurs, le coût est le même, et souvent les investisseurs ne diffèrent guère, car les euro-emprunts en francs sont en grande partie distribués en France. La situation a, certes, évolué récemment à cet égard, mais d'une façon générale, pour ce qui est du placement à l'étranger, l'euro-marché est éclipsé par l'extradimensionnée du programme d'obligations assimilables du Trésor, un programme qui fait d'ailleurs l'admiration et l'envie des autorités allemandes.

Pour se développer, l'euro-marché des obligations en francs a donc besoin de se démarquer davantage. On ne saurait mieux faire qu'en raccourcissant les durées, car, sur le marché national français, pour des raisons qui tiennent à la pratique fiscale, il n'y a pas d'obligations de moins de sept ans. (En fait, il n'y a que des titres de créance négociables.)

Outre le maintien en France du marché des emprunts en francs, les pouvoirs publics se montrent toujours très soucieux d'y promouvoir l'ECU. On devrait en avoir bientôt une nouvelle preuve avec le lancement à Paris d'une opération de 250 millions d'unités monétaires européennes pour le compte de la Banque européenne d'investissement.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVICES ET OR

Retour en coulisses du dollar

La forte poussée du dollar entamée à la mi-juin a été balayée en une semaine, et, après avoir cherché pendant de nombreuses séances des raisons de pousser la devise américaine à la hausse, les opérateurs se demandent maintenant comment justifier sa baisse.

Le dollar, monté le 15 juin jusqu'à 6,94 F, 2,05 DM et 151,30 yens, est retombé le vendredi 23 juin aux cotations officielles à 6,6150 F, 1,9561 DM et 140,65 yens.

L'instabilité est devenue la règle. Le billet vert peut actuellement gagner ou perdre près de 10 centimes en une seule journée sans provoquer l'émotion générale. Cela peut faire l'affaire des cambistes, qui jouent sur les écarts de cours. Quant aux banques centrales, elles ne doivent en effet pas être mécontentes de voir le dollar raffailler vers la marge de fluctuation fixée par les accords du Louvre (dont on dit qu'elle est de 1,70-1,90 DM).

D'ailleurs, l'action des instituts d'émission n'est certainement pas étrangère à ce mouvement. Leurs ventes persistantes et plus ou moins discrètes de billets verts au cours des derniers jours ont même fait circuler le bruit que le groupe des Trois (Allemagne fédérale, Japon, Etats-Unis) était convenu de faire glisser doucement le dollar jusqu'à l'été.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Foehl, a d'ailleurs répliqué qu'il n'était pas au courant d'un tel accord. Les actions des banques centrales ont été d'autant plus efficaces que nombre d'opérateurs, grisés par la vague d'achats de dollars, étaient porteurs de positions longues qu'ils ont commencé à dénouer lorsque le mouvement de repli s'est manifesté. Mouvement qui n'a pas manqué d'être aidé par l'annonce de plusieurs nouvelles indiquant un ralentissement de l'économie américaine :

d'abord, le mercredi 21 juin, la publication d'un rapport de la Réserve fédérale indiquant que la croissance de l'économie était moins soutenue dans la plupart des régions américaines et que les tensions salariales étaient limitées ; ensuite, le 23 juin, l'annonce d'une baisse de 4,2 % des commandes de biens durables au mois de mai. La publication de cet indice a d'ailleurs fait tomber le dollar qui, à la clôture, à New York, était coté 6,5855 F, 1,943 DM et 138,85 yens.

Si le mouvement de baisse est bien réel, les cambistes ont, en revanche, du mal à percevoir l'ampleur de son potentiel. La plupart d'entre eux estiment cependant que le dollar devrait se réinstaller au cours des prochaines semaines dans une fourchette de 1,85-1,90 DM, avant de repartir éventuellement à la hausse. L'évolution dépendra largement, en l'absence de nouveaux tumultes politiques en Allemagne fédérale ou au Japon, de l'évolution de la politique monétaire des Etats-Unis. Car, si l'assouplissement du crédit est net depuis quelque temps — les fonds fédéraux fléchissent autour de 9,5 % — on ne sait pour autant s'il est amené à se poursuivre.

Ceux qui se lassent d'étudier les mouvements du dollar auront trouvé dans les devises européennes nombre de développements intéressants. Lundi 19 juin, à la surprise générale, la peseta espagnole entrait dans le mécanisme de change du système monétaire européen, quelques jours seulement après l'annonce de sa participation au panier de l'ECU. Dès le début des transactions, lundi, la devise espagnole se redressait contre toutes les devises auxquelles elle est désormais liée (même si elle dispose d'une marge de fluctuation élargie égale à 6 % de part et d'autre du cours pivot) ; le cours de 100 pesetas contre franc s'établissait

à 5,32 environ, contre 5,23 une semaine auparavant, et a peu varié depuis.

La décision de l'Espagne, ovationnée par la plupart des responsables monétaires des pays de la Communauté, a, pour effet indirect de reporter l'attention sur la livre sterling qui, si elle entre en compte dans le panier de l'ECU, ne participe toujours pas au mécanisme de change. Or Mme Thatcher, qui se prépare à un dur combat contre ses partisans européens lors du sommet de Madrid (26 et 27 juin), n'a pas donné, malgré les rumeurs, d'indication sur l'entrée tant attendue de la livre. Celle-ci est d'ailleurs toujours considérablement affaiblie, et son soutien a nécessité plusieurs interventions de la Banque d'Angleterre, initiées par la Réserve fédérale, qui a acheté de la livre contre du dollar. La devise britannique cotait 10,32 F le 23 juin, contre 10,39 F une semaine auparavant, et tombait à 3,04 DM.

L'autre devise faible de ces derniers mois, le franc suisse, s'est mieux comportée. Le relèvement des taux d'intérêt helvétiques, obtenu grâce à l'instauration d'un taux lombard flexible, lui permet de se maintenir à 9,93 F, alors qu'il était tombé à 3,78 F début mai.

Le franc français, pour sa part, se tient toujours honorablement, et l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,4 % en France en avril ne l'a pas affaibli. Le mark allemand était fixé, le 23 juin, à 3,3945 F.

FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 23 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lira	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York...	1,5038	—	15,4465	99,6609	51,9875	245,82	45,413	8,07882
Paris...	1,5418	—	14,7819	98,9411	50,2269	239,81	44,688	8,06938
Bruxelles...	15,3585	6,6238	—	99,97	339,31	16,2516	261,37	4,6763
Amsterdam...	16,0249	6,7459	—	394	113,74	26,1254	17,128	76,488
Zurich...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Frankfurt...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Stuttgart...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Munich...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Bonn...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Cologne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Düsseldorf...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Essen...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Dortmund...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Münster...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Bielefeld...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Osnabrück...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Wuppertal...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Siegen...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Krefeld...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Aachen...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Trarbach...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Metz...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Strasbourg...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Nancy...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Reims...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Châlons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Soissons...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Laon...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Arras...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Amiens...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,2269	4,1178	76,984	1,5897
Compiègne...	14,6155	6,7459	—	98,9411	50,22			

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TELEMATIQUE
3 La fin de la conférence de Paris sur les droits de l'homme. 4 La situation en Angola. 5 États-Unis : le centenaire du Wall Street Journal. DATES 2 Il y a soixante-dix ans : le traité de Versailles.	7 Les débats au sein de l'opposition et de la majorité. 8 La percée écologiste provoque des recensements à l'extrême gauche. - « Livres politiques », par André Laurens. - Bicentenaire.	13 Un sondage sur les dix-neuf ans. - Un conflit entre l'évêque du Mans et les traditionalistes. - Sports.	15 Arts : L'opéra ou la figuration libre. - Musiques : Bario au secours de Schubert. - Cinéma : Kinepolis à Bruxelles. 14 Communication.	17 Les grèves dans les services des impôts. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 14 Météorologie : poursuite de la grève 14 Mots croisés 14 Spectacles 16	Les corrigés du bac 3615 taping LIMBAC Les grandes écoles 3615 taping LEMONDE

M. Pasqua et les attentats de 1986 : « Un terroriste en vaut un autre »

Aucun lapsus n'est innocent. En répondant à une question de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, mercredi 21 juin, au Sénat, au cours d'un débat consacré aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, M. Charles Pasqua, une fois de plus, illustre la célèbre formule.

Ce jour-là, M. Joxe comptait bien utiliser à son profit la polémique créée par les récentes déclarations de M. Chirac suggérant qu'Anis Naccache, condamné à la prison à vie pour sa participation à l'attentat contre Chapour Bakhtiar, bénéficie, à l'occasion du 14 juillet, d'une grâce, faute de quoi les attentats risquaient de reprendre (Le Monde des 15 et 16 juin). L'occasion était, en effet, trop belle : les propos du maître de Paris avaient soulevé la consternation, jusque et y compris dans les rangs du RPR. Le ministre de l'Intérieur n'y a donc pas résisté : « M. Pasqua, a-t-il assuré du haut de la tribune du Sénat, rendrait service au pays en éclairant l'opinion ou en informant le gouvernement sur la nature et la portée de l'accord passé, à l'époque où il était ministre de l'Intérieur, avec ceux qui réclamaient la libération d'une personne condamnée et détenue dans une prison française ».

Visait-il Anis Naccache ou quelqu'un d'autre ? Quoi qu'il en soit, M. Pasqua, à qui il en faut plus pour se démonter, a bravement fait face : « Je regrette de ne pas pouvoir le rappeler publiquement : le gouvernement a en effet eu l'opportunité de l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, M. Dumas, d'obtenir son accord au gouvernement algérien pour que celui-ci serve d'intermédiaire avec les ravisseurs des otages. La libération de M. Naccache devait être la contrepartie de celle de M. Gilles Peyroles. M. Naccache était, il est vrai, détenu à l'époque pour des délits mineurs. C'est par la suite que la DST a indiqué que ce prisonnier était hautement suspect de complicité dans l'attentat contre M. Bakhtiar. C'est la raison pour laquelle le gouvernement et le président de la République n'ont pas tenu l'engagement pris. La conséquence a été une série d'attentats à Paris. Telle est la situation à laquelle nous avons dû faire face ».

Surprise dans les travées. Car M. Pasqua confondait manifestement le sort d'Anis Naccache avec celui de Georges Ibrahim Abdallah, interpellé à Lyon en 1985 et dont on devait bientôt découvrir qu'il était le chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), responsables de plusieurs attentats contre des diplomates américains et israéliens. C'est pour obtenir sa libération que les FARL avaient enlevé M. Gilles Sydney Peyroles, qu'ils proposaient d'échanger contre Abdallah.

Deux jours plus tard, M. Pasqua reconnaît bien volontiers son erreur. « Je me suis trompé », admet l'ancien ministre de l'Intérieur. Mais un terroriste en vaut un autre. Admettons que celui-ci s'appelle Dupont plutôt que Durand ! Quelle est la différence ? Certes. Mais quelle est

la cause de cette surprenante confusion ? N'était-elle qu'une réaction de solidarité à l'égard de M. Chirac, à l'évidence préoccupé par le sort d'Anis Naccache ? Ou bien, selon la règle qui veut qu'un lapsus constitue l'aveu déguisé de ce que son auteur tient précieusement à ne pas dire, M. Pasqua venait-il, malgré lui, de rendre Abdallah responsable des attentats de l'automne 1986 ?

Renseignements pris, la version de M. Pasqua, peu enclin à se laisser entraîner sur le divan, est bien celle-ci : « Je confirme que c'est à cause du maintien en prison de Georges Ibrahim Abdallah, à qui les socialistes avaient promis la liberté, que nous avons connu les premiers attentats de 1986. A cette époque, nous avons d'ailleurs reçu un message sans ambiguïté qui faisait le lien entre les attentats et Abdallah. Nous avons pris des mesures pour empêcher les Abdallah de nuire. C'est pourquoi les FARL se sont ensuite alliés au Hezbollah pour poursuivre leurs attentats ».

La piste Abdallah et la piste iranienne

Si ces déclarations devaient être confirmées, elles amèneraient, une nouvelle fois, à une relecture partielle des motivations des attentats de septembre 1986. Les enquêteurs de la police judiciaire, on s'en souvient, avaient d'abord suivi la piste Abdallah. Le gouvernement français avait fait de même, au point de solliciter Mgr Hilarion Capucci, prélat favorable à la cause arabe, qui était allé visiter dans sa cellule, en pleine période chaude, le chef des FARL. A la même période, une responsable de la DST était allée demander, et avait obtenu, l'aide des Syriens pour que les frères Abdallah soient bloqués dans leur village de Kobayat, au nord du Liban.

Ce n'est que plusieurs mois plus tard, lorsque furent découverts en février 1987, par la DST, les premiers indices qui devaient conduire à l'arrestation de Fouad Ali Saleh et au démantèlement de son réseau, que fut apparemment abandonnée la « piste Abdallah » au profit d'une piste iranienne. La suite de l'enquête, confiée au juge Boulouque, devait montrer que le réseau pro-iranien était incontestablement impliqué dans plusieurs des attentats.

GEORGES MARION.

M. Gérard Cendrès succède à M^{me} Nicole Fiori-Duharcourt Le nouveau secrétaire général du SNESup craint une rentrée universitaire « explosive »

Renouvellement dans la continuité à la tête du SNESup (Syndicat national de l'enseignement supérieur). Le courant majoritaire, Action syndicale (AS), proche du Parti communiste, sort, en effet, légèrement renforcé du congrès du principal syndicat d'enseignants du supérieur, qui s'est tenu du 21 au 23 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Avec 77,52 % des suffrages, il gagne 2 points par rapport au précédent congrès de 1987, tandis que les deux tendances minoritaires perdent chacune environ 1 % des voix : l'Union indépendante et démocratique (UID), proche du Parti socialiste, passe à 16,73 % et l'Ecole émancipée à 5,72 %.

Ces résultats ont été annoncés dans un climat d'optimisme prudent puisque, pour la première fois depuis des années, le SNESup fait état d'une stabilisation, et même d'un léger redressement, du nombre de ses adhérents (4 350 actuellement, selon la direction).

M^{me} Nicole Fiori-Duharcourt a donc pu passer en douceur le relais au nouveau secrétaire général du SNESup, M. Gérard Cendrès, docteur en droit et maître-assistant à Bordeaux. Celui-ci, comme son prédécesseur, a immédiatement réclamé au gouvernement des « mesures d'urgence » et une nette augmentation du budget 1990 afin de faire face à une rentrée universitaire qu'il juge « explosive ».

Langue de bois et parler-vrai

Derrière cette stabilité de façade, la démission occupe cependant. Le courant UID, proche de la majorité socialiste de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), s'insurge publiquement contre la raideur politique de la majorité syndicale et entend « se démarquer de ceux qui, au sein du SNESup, font du dogme de la lutte des classes la clé essentielle de leurs actions », selon la formule de son porte-parole, M. Lecort, qui a provoqué une levée de protestations en déclarant que « le SNESup sera social-démocrate ou moribond ».

Ces proclamations politiques illustrent une conception du syndicalisme enseignant différente

RAFAËLE RÉROLLE.

Le ministère des finances quitte le Louvre

Au cours du week-end des 24 et 25 juin, la quasi-totalité des six mille fonctionnaires du ministère des finances devaient abandonner leurs bureaux de la rue de Rivoli — que reprendra le musée du Louvre — pour s'installer à Bercy, près de la gare de Lyon. Œuvre des architectes Paul Chemetov et Boris Hekimov, le nouveau bâtiment, qui plonge ses pieds dans la Seine, n'est pas encore complètement terminé et il ne sera inauguré officiellement par le président de la République qu'en novembre. Mais dès lundi 26 juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, aura emménagé dans des locaux ultramodernes, très bien équipés en moyens de communication et de

stockage de données. Trois autres membres du gouvernement le rejoindront prochainement : M. Michel Charasse (Budget), M. Jean-Marie Bédier (Commerce extérieur) et M. Véronique Neizart (Métiers).

Le déménagement avait été décidé au début du septennat par M. Mitterrand avec le lancement du projet du Grand Louvre. Pendant la « cohabitation », en 1986-1988, M. Edouard Balladur, ministre des finances de M. Chirac, avait tenté, en vain, de s'y opposer. Pourtant, l'installation des finances à Bercy doit contribuer à animer ce nouveau quartier, pièce maîtresse du « réaménagement » de la capitale cher au maître de Paris.

Bell Canada condamné à dédommager six millions d'abonnés au téléphone

MONTREAL
de notre correspondant

Les quelque six millions d'abonnés de Bell Canada ont tous gagné deux mois de service téléphonique gratuit. Ils doivent ce cadeau inattendu à la Cour suprême du Canada qui a tranché, jeudi 22 juin à Ottawa, un litige entre cette compagnie privée — la plus grosse entreprise canadienne de téléphone — et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC), sorte de Haute Autorité locale chargée de réglementer ces secteurs depuis 1968.

Bell Canada avait demandé en début de 1984 la permission d'augmenter ses tarifs de 2 %, pour mieux rentabiliser ses opérations. Le CRTC avait accepté mais s'était réservé le droit de revoir sa décision, en fonction de l'évolution des bénéfices de l'entreprise. Ces derniers ayant considérablement augmenté en 1985 et 1986, les « sages » du Conseil ont exigé à deux reprises et sans succès une révision à la baisse des tarifs imposés par Bell Canada (qui dessert le Québec, l'Ontario (les deux provinces les plus peuplées du

Canada) ainsi que les territoires du Nord-Ouest).

L'affaire est allée devant les tribunaux qui avaient estimé dans un premier temps que le CRTC n'avait pas le droit d'agir rétroactivement. Le plus haut tribunal du pays en a décidé autrement. Il a du même coup accordé à cet organisme « le pouvoir d'ordonner un redressement lorsque les tarifs téléphoniques ne sont pas justifiés ni raisonnables ».

Bell Canada devra donc rembourser la part des profits qu'elle a engrangés réalisés sur le dos des consommateurs, plus les intérêts, ce qui représente au total 217 millions de dollars canadiens (environ 1,25 milliard de francs). Pour les deux prochains mois, chaque abonné sera dispensé du service de base (12 dollars par mois). Seuls les appels interurbains seront facturés, les communications locales étant gratuites.

Cette amende ne menacera guère la santé financière de l'entreprise qui a réalisé l'an passé des bénéfices de 295 millions de dollars canadiens sur un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de dollars.

MARTINE JACOT.

Après l'intervention de la police

Reprise du trafic SNCF en gare de Chambéry

CHAMBERY
de notre correspondant

Le trafic SNCF en gare de Chambéry (Savoie) a repris normalement depuis que la police, samedi 24 juin vers 0 h 50, a fait évacuer les voies occupées par une quinzaine de cheministes en grève. L'intervention s'est passée sans incident et le groupe s'est replié dans un local du comité d'entreprise. Jusque-là, la SNCF avait organisé un service de cars à partir d'Aix-les-Bains, pour acheminer les voyageurs du TGV, et détourné par la Suisse le trafic vers l'Italie.

Le blocage de la gare avait été décidé jeudi 22 juin en point d'orgue d'une manifestation organisée par les syndicats CGT, CFDT et FO de

la région SNCF de Chambéry pour soutenir les cheministes, une partie de l'Ain et de l'Isère. Il avait été reconstruit après l'échec des négociations avec la direction régionale qui rejetait les revendications principales des grévistes : l'augmentation de la prime de résidence en raison du coût de la vie dans la région et un accroissement des effectifs correspondant à la progression du trafic. Mais vendredi après-midi, à bulletin secret, 70 % des cent soixante-neuf participants avaient reconstruit ce mouvement limité à la gare de Chambéry. Samedi matin, les cheministes ont décidé d'arrêter le mouvement, par 61 voix contre 38 et 25 abstentions.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?
Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15 L'ETUDIANT

Scooter et ZAZA

SOLDES DE LA COLLECTION

Du 23 juin au 31 juillet

10, rue de Turbigo, 75001 Paris.
29, bd Raspail, 75007 Paris

FETE DE L'ECOLE « ROCH »
dimanche 25 juin 1989

Le Royaume des Couleurs
rue S^t Roch 75001 Paris
11h30 d'été dans le quartier
12h30 déjeuner organisé par l'école
13h30/14h jeux et spectacles

A C D E F G H

سكوتر من الأصل

QUE FAIRE
DU SANS LE

LA COLLE

Le Monde

LE BILAN DE L'EUROPE

Le Monde

Europe

LES PROMESSES
DE L'ACTE
UNIQUE

NUMÉRO

HORS SÉRIE

116 PAGES 42 F

A l'occasion
des élections du 18 juin,

le Monde

fait le point

sur la construction européenne

et trace le chemin

qui mène à l'avenir.

- VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
- LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
- LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE
- LA RÉFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES : VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nbre d'exemplaires : X 47 F (port inclut) : F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

COMMANDE
ET RÈGLEMENT
A FAIRE PARVENIR
AU JOURNAL

Le Monde
Service des ventes au numéro
2, rue des Illiers
75427 Paris Cedex 09

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



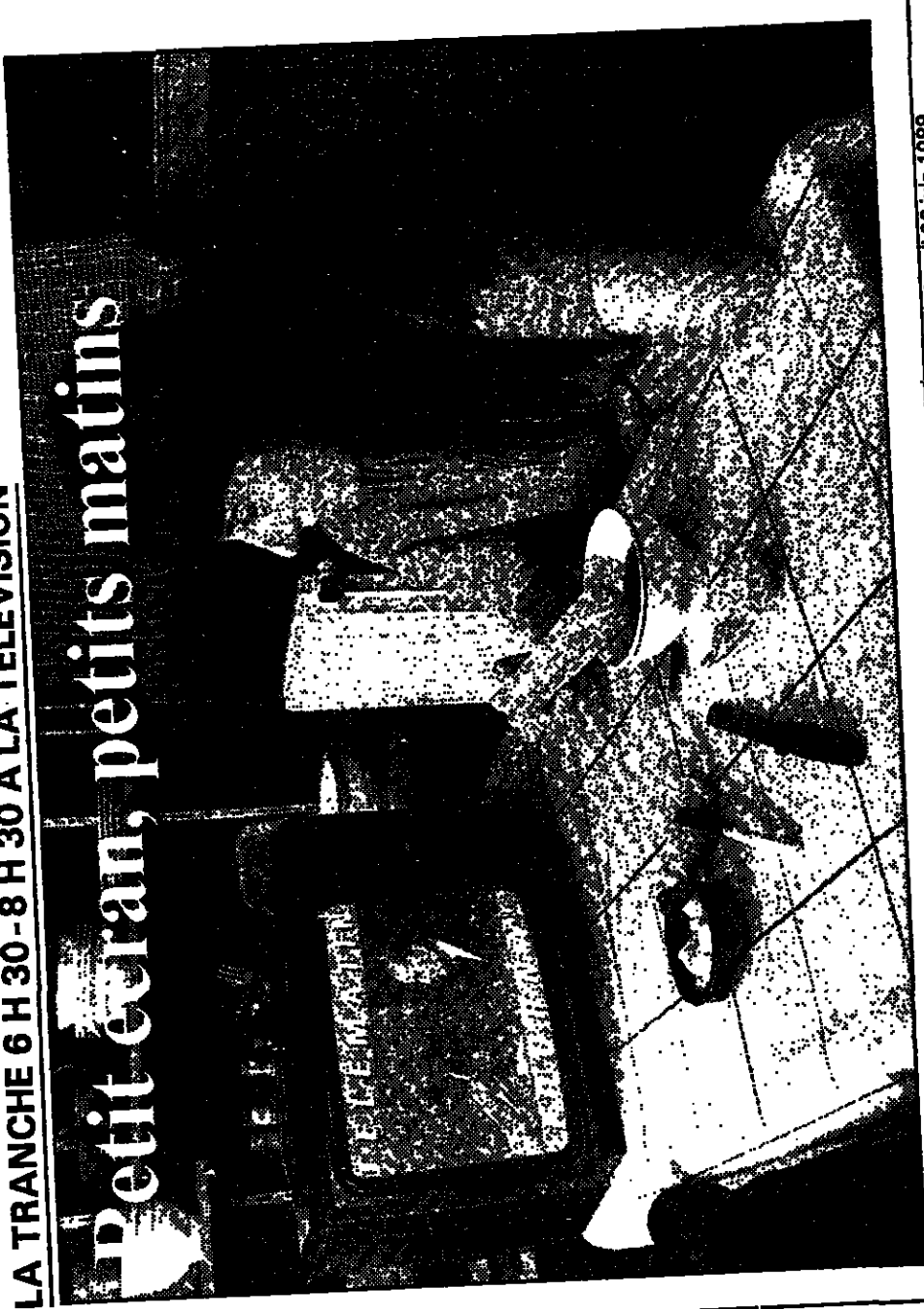
Océaniques :
Satyajit Ray l'universel

Les Brigades
du Tigre :
des intrigues policières
nourries d'histoire



LA TRANCHE 6 H 30 - 8 H 30 A LA TÉLÉVISION

Petit écran, petits matins



Supplément au n° 13813. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 26 - Lundi 26 juin 1989.

مكتبة الامم المتحدة

مكتبة امينة، للاصل

2

ARONWAG

MAWVS

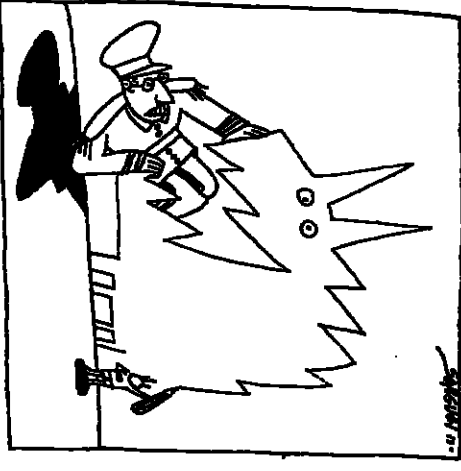
ICAHQNTA

Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
TF	26 juin	27 juin	28 juin	29 juin
1	20 h 40 FEUILLETON La comtesse de Charny Juillet 1789, la tension monte. 22 h 10 MAGAZINE Mémoires L'harmonisation des milieux.	20 h 40 CINÉMA Angélique marquise des anges □ Banal à mourir. 22 h 35 MAGAZINE Ciel, mon mardi !	20 h 45 VARIÉTÉS Sainte soûle Avec Michel Rocard et Catherine Deneuve. 22 h 35 MAGAZINE En l'honneur Avec Michel Rocard et Catherine Deneuve.	20 h 40 TÉLÉFILM Une vie de star Avec Elizabeth Taylor. 22 h 10 SÉRIE Dans la chaleur de la nuit
2	20 h 35 VARIÉTÉS Le grand échiquier Autour de Jean-Claude Killy. 22 h 45 MAGAZINE Haute couture L'actualité de l'art.	20 h 35 CINÉMA Un été 42 □ Pudeur et sensibilité. 22 h 20 SOIRÉE SPÉCIALE La nuit des entropies Des patrons récompensés des patrons.	20 h 35 FEUILLETON La valise des espions Suite et fin. 22 h 15 DOCUMENTAIRE Sous le regard de Lénine	20 h 35 CINÉMA L'été au porte-docs □ Attestations étud de mort. 22 h 25 MAGAZINE Édition spéciale La Corse, côté finances.
3	20 h 35 CINÉMA Voyage au bout de l'enfer □ □ □ La guerre du Vietnam à travers trois destins. Un film admirable, réalistes et lyrique, signé Michael Cimino.	20 h 35 CINÉMA Requiem ou le détaché □ □ Passions romantiques, trépidations, douleur morale et fascination de la mort. Avec le couple Fabien-Fonot.	20 h 35 DANSE Tournoi Eurovision des jeunes danseurs 22 h 45 MAGAZINE Océaniques Portrait du maître du cinéma indien.	20 h 35 CINÉMA Le vieux feu □ Hommage aux victimes de la barbarie nazie. 22 h 20 DOCUMENTAIRE Orateur 2 ^e partie : Aujourd'hui la mémoire.
CANAL	20 h 30 CINÉMA El Dorado □ L'histoire d'un échec. 23 h MAGAZINE Boboghost Du foot, du golf, du basket.	20 h 30 CINÉMA Y-a-t-il un pharaon dans l'égypte ? □ □ Tout le contraire d'un film catastrophe ! 22 h CINÉMA L'Inferno □ Maurice avec témoin.	21 h CINÉMA Preuve d'amour □ Un film polaire à l'atmosphère prenante. 22 h 35 CINÉMA Les plus dingues des agents secrets □ Comédie loufoque.	20 h 30 CINÉMA Gauguin, le loup dans le soleil □ Reconstitution d'une période triste de la vie du peintre. 22 h 30 CINÉMA Risky business □ La rébellion d'un jeune bourgeois.
LA	20 h 30 TÉLÉFILM L'apprenti tueur Le fanatisme d'une école de pongo au secours d'un malheureux.	20 h 30 CINÉMA La planète des singes □ □ Excellente adaptation d'un roman de Pierre Boulle. 22 h 40 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Le paradis des requins Un dérivatif, dessiné de requins. 22 h 25 SÉRIE Deux filles à Miami	20 h 30 TÉLÉFILM Sexe, musique et meurtre Enquêtes après un assassinat. 22 h 15 MAGAZINE Ciné Cinq
M	20 h 35 TÉLÉFILM L'entente vaine Personne ne la croit... et pourtant !	20 h 35 TÉLÉFILM La candidate du FBI Un policier noir de sexe féminin.	20 h 35 TÉLÉFILM Pauvre jeune homme riche Un étudiant malheureux dans son collège.	20 h 35 TÉLÉFILM La bombe Le chantage d'un fou.
6	21 h 50 SÉRIE Clair de lune	22 h 10 SÉRIE Clair de lune	22 h 10 SÉRIE Clair de lune	22 h 25 SÉRIE Clair de lune

Les roses en sucre

Par THOMAS FERENCZI



essayer d'apercevoir le plus petit indice, le signe le plus ténu, l'ombre la plus légère d'une victoire de Giscard, mais sous les feux de l'horloge le corbeau était là, à l'attendre, à l'attendre, à l'attendre.

Ainsi, on se demandait une fois de plus s'il était possible de voir, dans la vie, les roses en sucre. Mais on ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas. On ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas. On ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas.

De ces étranges combinaisons de fausses confidences et de demi-vérités dans lesquelles se complaisent nos hommes politiques, il faut conclure qu'on ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas. On ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas.

Pour en finir avec l'art du dialogue, on mettra celui qui a su mieux, sur A. 2, Claude Sétien, en un subtil mélange de délicatesse et de fermeté, bien dans sa manière, avec les différents aspects de son œuvre. On ne savait pas, on ne savait pas, on ne savait pas.

31

LES CHEMINS DE LA CONNAISSANCE

Espèce de phylactère !

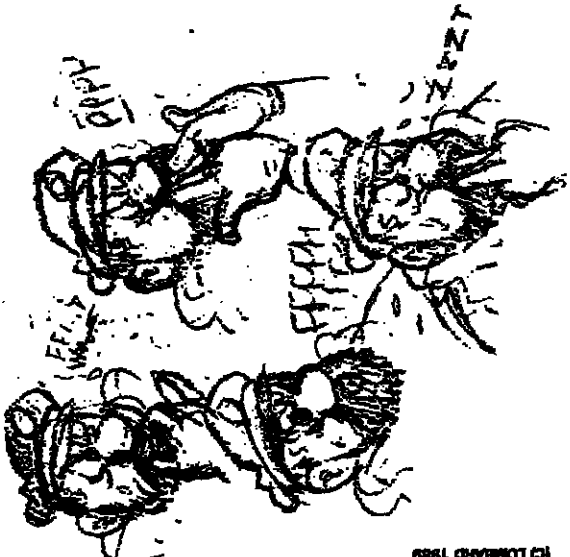
TOUT commence, mille millions de mille sabords, au huitième album des aventures de Tintin. Haddock aux commandes du cargo *Karakoudjian*, quand il rencontre Tintin, embarqué dans une sombre histoire (*un peu baroque*) de fusée nucléaire et d'opium. Le *Crabe aux pinces d'or* marque dès lors une casure dans l'œuvre de Hergé. Dernier album en noir et blanc, il annonce les intrigues psychologiques à venir, les scénarios plus denses, mieux construits, des destins affrondés. Et rien, désormais, ne pourra se passer sans le capitaine Haddock, tonnerre de Brax !

Haddock, c'est l'humain. Celui qui doute (berbe au-dessus ou en dessous du drapeau ?), qui méfie, qui fait, qui commet les erreurs, qui a peur de la mort. Tintin, en revanche, est le héros astral, l'incorruptible. Mais Haddock est plus que le simple faire-valoir du jeune reporter. Il cristallise les sentiments. Tintin doit se sentir responsable de cette épreuve éthylique. Haddock, dans *Le Crabe aux pinces d'or*, c'est le germe de l'amitié. Avec lui nait le petit monde de Hergé : Tournesol (le sourd), la Castafiore (la voix)...

Pierre-Yves Bourdill, en fin connaisseur, analyse ce tournant fondamental qui est la naissance du capitaine Haddock, anti-ochi-zoucoucks par excellence. Il pousse plus loin la réflexion sur les thèmes de la science (*Objectif lune*, *On a marché sur la lune*) et de la religion (*Le Temple du Soleil*, *L'Étoile mystérieuse*). Les certitudes du héros sont dépeçées sans complaisance. Tintin, philosophe de la rue, ne se remet jamais en question, ne veut pas partager. Haddock, au contraire, parle à tout le monde. Même à cet iconoclaste de Tournesol !

JEAN-MICHEL DUNAY.

● Du lundi 26 au vendredi 30, 10 h 40.



Création extraite de Hergé et Tintin reporters de Ph. Gollin.

Lundi 26 juin

1.00 Les nuits de France-Culture (rediff.). L'invité du lundi : Alejandro Casona sur un empire déchu. Discours de Llorens : à 16.20, 18.10, Kalliopeia. En direct du Festival d'Automne de Paris : à 18.40, 20.30, 22.40, 24.00, 26.00, 28.00, 30.00, 32.00, 34.00, 36.00, 38.00, 40.00, 42.00, 44.00, 46.00, 48.00, 50.00, 52.00, 54.00, 56.00, 58.00, 60.00, 62.00, 64.00, 66.00, 68.00, 70.00, 72.00, 74.00, 76.00, 78.00, 80.00, 82.00, 84.00, 86.00, 88.00, 90.00, 92.00, 94.00, 96.00, 98.00, 100.00, 102.00, 104.00, 106.00, 108.00, 110.00, 112.00, 114.00, 116.00, 118.00, 120.00, 122.00, 124.00, 126.00, 128.00, 130.00, 132.00, 134.00, 136.00, 138.00, 140.00, 142.00, 144.00, 146.00, 148.00, 150.00, 152.00, 154.00, 156.00, 158.00, 160.00, 162.00, 164.00, 166.00, 168.00, 170.00, 172.00, 174.00, 176.00, 178.00, 180.00, 182.00, 184.00, 186.00, 188.00, 190.00, 192.00, 194.00, 196.00, 198.00, 200.00, 202.00, 204.00, 206.00, 208.00, 210.00, 212.00, 214.00, 216.00, 218.00, 220.00, 222.00, 224.00, 226.00, 228.00, 230.00, 232.00, 234.00, 236.00, 238.00, 240.00, 242.00, 244.00, 246.00, 248.00, 250.00, 252.00, 254.00, 256.00, 258.00, 260.00, 262.00, 264.00, 266.00, 268.00, 270.00, 272.00, 274.00, 276.00, 278.00, 280.00, 282.00, 284.00, 286.00, 288.00, 290.00, 292.00, 294.00, 296.00, 298.00, 300.00, 302.00, 304.00, 306.00, 308.00, 310.00, 312.00, 314.00, 316.00, 318.00, 320.00, 322.00, 324.00, 326.00, 328.00, 330.00, 332.00, 334.00, 336.00, 338.00, 340.00, 342.00, 344.00, 346.00, 348.00, 350.00, 352.00, 354.00, 356.00, 358.00, 360.00, 362.00, 364.00, 366.00, 368.00, 370.00, 372.00, 374.00, 376.00, 378.00, 380.00, 382.00, 384.00, 386.00, 388.00, 390.00, 392.00, 394.00, 396.00, 398.00, 400.00, 402.00, 404.00, 406.00, 408.00, 410.00, 412.00, 414.00, 416.00, 418.00, 420.00, 422.00, 424.00, 426.00, 428.00, 430.00, 432.00, 434.00, 436.00, 438.00, 440.00, 442.00, 444.00, 446.00, 448.00, 450.00, 452.00, 454.00, 456.00, 458.00, 460.00, 462.00, 464.00, 466.00, 468.00, 470.00, 472.00, 474.00, 476.00, 478.00, 480.00, 482.00, 484.00, 486.00, 488.00, 490.00, 492.00, 494.00, 496.00, 498.00, 500.00, 502.00, 504.00, 506.00, 508.00, 510.00, 512.00, 514.00, 516.00, 518.00, 520.00, 522.00, 524.00, 526.00, 528.00, 530.00, 532.00, 534.00, 536.00, 538.00, 540.00, 542.00, 544.00, 546.00, 548.00, 550.00, 552.00, 554.00, 556.00, 558.00, 560.00, 562.00, 564.00, 566.00, 568.00, 570.00, 572.00, 574.00, 576.00, 578.00, 580.00, 582.00, 584.00, 586.00, 588.00, 590.00, 592.00, 594.00, 596.00, 598.00, 600.00, 602.00, 604.00, 606.00, 608.00, 610.00, 612.00, 614.00, 616.00, 618.00, 620.00, 622.00, 624.00, 626.00, 628.00, 630.00, 632.00, 634.00, 636.00, 638.00, 640.00, 642.00, 644.00, 646.00, 648.00, 650.00, 652.00, 654.00, 656.00, 658.00, 660.00, 662.00, 664.00, 666.00, 668.00, 670.00, 672.00, 674.00, 676.00, 678.00, 680.00, 682.00, 684.00, 686.00, 688.00, 690.00, 692.00, 694.00, 696.00, 698.00, 700.00, 702.00, 704.00, 706.00, 708.00, 710.00, 712.00, 714.00, 716.00, 718.00, 720.00, 722.00, 724.00, 726.00, 728.00, 730.00, 732.00, 734.00, 736.00, 738.00, 740.00, 742.00, 744.00, 746.00, 748.00, 750.00, 752.00, 754.00, 756.00, 758.00, 760.00, 762.00, 764.00, 766.00, 768.00, 770.00, 772.00, 774.00, 776.00, 778.00, 780.00, 782.00, 784.00, 786.00, 788.00, 790.00, 792.00, 794.00, 796.00, 798.00, 800.00, 802.00, 804.00, 806.00, 808.00, 810.00, 812.00, 814.00, 816.00, 818.00, 820.00, 822.00, 824.00, 826.00, 828.00, 830.00, 832.00, 834.00, 836.00, 838.00, 840.00, 842.00, 844.00, 846.00, 848.00, 850.00, 852.00, 854.00, 856.00, 858.00, 860.00, 862.00, 864.00, 866.00, 868.00, 870.00, 872.00, 874.00, 876.00, 878.00, 880.00, 882.00, 884.00, 886.00, 888.00, 890.00, 892.00, 894.00, 896.00, 898.00, 900.00, 902.00, 904.00, 906.00, 908.00, 910.00, 912.00, 914.00, 916.00, 918.00, 920.00, 922.00, 924.00, 926.00, 928.00, 930.00, 932.00, 934.00, 936.00, 938.00, 940.00, 942.00, 944.00, 946.00, 948.00, 950.00, 952.00, 954.00, 956.00, 958.00, 960.00, 962.00, 964.00, 966.00, 968.00, 970.00, 972.00, 974.00, 976.00, 978.00, 980.00, 982.00, 984.00, 986.00, 988.00, 990.00, 992.00, 994.00, 996.00, 998.00, 1000.00, 1002.00, 1004.00, 1006.00, 1008.00, 1010.00, 1012.00, 1014.00, 1016.00, 1018.00, 1020.00, 1022.00, 1024.00, 1026.00, 1028.00, 1030.00, 1032.00, 1034.00, 1036.00, 1038.00, 1040.00, 1042.00, 1044.00, 1046.00, 1048.00, 1050.00, 1052.00, 1054.00, 1056.00, 1058.00, 1060.00, 1062.00, 1064.00, 1066.00, 1068.00, 1070.00, 1072.00, 1074.00, 1076.00, 1078.00, 1080.00, 1082.00, 1084.00, 1086.00, 1088.00, 1090.00, 1092.00, 1094.00, 1096.00, 1098.00, 1100.00, 1102.00, 1104.00, 1106.00, 1108.00, 1110.00, 1112.00, 1114.00, 1116.00, 1118.00, 1120.00, 1122.00, 1124.00, 1126.00, 1128.00, 1130.00, 1132.00, 1134.00, 1136.00, 1138.00, 1140.00, 1142.00, 1144.00, 1146.00, 1148.00, 1150.00, 1152.00, 1154.00, 1156.00, 1158.00, 1160.00, 1162.00, 1164.00, 1166.00, 1168.00, 1170.00, 1172.00, 1174.00, 1176.00, 1178.00, 1180.00, 1182.00, 1184.00, 1186.00, 1188.00, 1190.00, 1192.00, 1194.00, 1196.00, 1198.00, 1200.00, 1202.00, 1204.00, 1206.00, 1208.00, 1210.00, 1212.00, 1214.00, 1216.00, 1218.00, 1220.00, 1222.00, 1224.00, 1226.00, 1228.00, 1230.00, 1232.00, 1234.00, 1236.00, 1238.00, 1240.00, 1242.00, 1244.00, 1246.00, 1248.00, 1250.00, 1252.00, 1254.00, 1256.00, 1258.00, 1260.00, 1262.00, 1264.00, 1266.00, 1268.00, 1270.00, 1272.00, 1274.00, 1276.00, 1278.00, 1280.00, 1282.00, 1284.00, 1286.00, 1288.00, 1290.00, 1292.00, 1294.00, 1296.00, 1298.00, 1300.00, 1302.00, 1304.00, 1306.00, 1308.00, 1310.00, 1312.00, 1314.00, 1316.00, 1318.00, 1320.00, 1322.00, 1324.00, 1326.00, 1328.00, 1330.00, 1332.00, 1334.00, 1336.00, 1338.00, 1340.00, 1342.00, 1344.00, 1346.00, 1348.00, 1350.00, 1352.00, 1354.00, 1356.00, 1358.00, 1360.00, 1362.00, 1364.00, 1366.00, 1368.00, 1370.00, 1372.00, 1374.00, 1376.00, 1378.00, 1380.00, 1382.00, 1384.00, 1386.00, 1388.00, 1390.00, 1392.00, 1394.00, 1396.00, 1398.00, 1400.00, 1402.00, 1404.00, 1406.00, 1408.00, 1410.00, 1412.00, 1414.00, 1416.00, 1418.00, 1420.00, 1422.00, 1424.00, 1426.00, 1428.00, 1430.00, 1432.00, 1434.00, 1436.00, 1438.00, 1440.00, 1442.00, 1444.00, 1446.00, 1448.00, 1450.00, 1452.00, 1454.00, 1456.00, 1458.00, 1460.00, 1462.00, 1464.00, 1466.00, 1468.00, 1470.00, 1472.00, 1474.00, 1476.00, 1478.00, 1480.00, 1482.00, 1484.00, 1486.00, 1488.00, 1490.00, 1492.00, 1494.00, 1496.00, 1498.00, 1500.00, 1502.00, 1504.00, 1506.00, 1508.00, 1510.00, 1512.00, 1514.00, 1516.00, 1518.00, 1520.00, 1522.00, 1524.00, 1526.00, 1528.00, 1530.00, 1532.00, 1534.00, 1536.00, 1538.00, 1540.00, 1542.00, 1544.00, 1546.00, 1548.00, 1550.00, 1552.00, 1554.00, 1556.00, 1558.00, 1560.00, 1562.00, 1564.00, 1566.00, 1568.00, 1570.00, 1572.00, 1574.00, 1576.00, 1578.00, 1580.00, 1582.00, 1584.00, 1586.00, 1588.00, 1590.00, 1592.00, 1594.00, 1596.00, 1598.00, 1600.00, 1602.00, 1604.00, 1606.00, 1608.00, 1610.00, 1612.00, 1614.00, 1616.00, 1618.00, 1620.00, 1622.00, 1624.00, 1626.00, 1628.00, 1630.00, 1632.00, 1634.00, 1636.00, 1638.00, 1640.00, 1642.00, 1644.00, 1646.00, 1648.00, 1650.00, 1652.00, 1654.00, 1656.00, 1658.00, 1660.00, 1662.00, 1664.00, 1666.00, 1668.00, 1670.00, 1672.00, 1674.00, 1676.00, 1678.00, 1680.00, 1682.00, 1684.00, 1686.00, 1688.00, 1690.00, 1692.00, 1694.00, 1696.00, 1698.00, 1700.00, 1702.00, 1704.00, 1706.00, 1708.00, 1710.00, 1712.00, 1714.00, 1716.00, 1718.00, 1720.00, 1722.00, 1724.00, 1726.00, 1728.00, 1730.00, 1732.00, 1734.00, 1736.00, 1738.00, 1740.00, 1742.00, 1744.00, 1746.00, 1748.00, 1750.00, 1752.00, 1754.00, 1756.00, 1758.00, 1760.00, 1762.00, 1764.00, 1766.00, 1768.00, 1770.00, 1772.00, 1774.00, 1776.00, 1778.00, 1780.00, 1782.00, 1784.00, 1786.00, 1788.00, 1790.00, 1792.00, 1794.00, 1796.00, 1798.00, 1800.00, 1802.00, 1804.00, 1806.00, 1808.00, 1810.00, 1812.00, 1814.00, 1816.00, 1818.00, 1820.00, 1822.00, 1824.00, 1826.00, 1828.00, 1830.00, 1832.00, 1834.00, 1836.00, 1838.00, 1840.00, 1842.00, 1844.00, 1846.00, 1848.00, 1850.00, 1852.00, 1854.00, 1856.00, 1858.00, 1860.00, 1862.00, 1864.00, 1866.00, 1868.00, 1870.00, 1872.00, 1874.00, 1876.00, 1878.00, 1880.00, 1882.00, 1884.00, 1886.00, 1888.00, 1890.00, 1892.00, 1894.00, 1896.00, 1898.00, 1900.00, 1902.00, 1904.00, 1906.00, 1908.00, 1910.00, 1912.00, 1914.00, 1916.00, 1918.00, 1920.00, 1922.00, 1924.00, 1926.00, 1928.00, 1930.00, 1932.00, 1934.00, 1936.00, 1938.00, 1940.00, 1942.00, 1944.00, 1946.00, 1948.00, 1950.00, 1952.00, 1954.00, 1956.00, 1958.00, 1960.00, 1962.00, 1964.00, 1966.00, 1968.00, 1970.00, 1972.00, 1974.00, 1976.00, 1978.00, 1980.00, 1982.00, 1984.00, 1986.00, 1988.00, 1990.00, 1992.00, 1994.00, 1996.00, 1998.00, 2000.00, 2002.00, 2004.00, 2006.00, 2008.00, 2010.00, 2012.00, 2014.00, 2016.00, 2018.00, 2020.00, 2022.00, 2024.00, 2026.00, 2028.00, 2030.00, 2032.00, 2034.00, 2036.00, 2038.00, 2040.00, 2042.00, 2044.00, 2046.00, 2048.00, 2050.00, 2052.00, 2054.00, 2056.00, 2058.00, 2060.00, 2062.00, 2064.00, 2066.00, 2068.00, 2070.00, 2072.00, 2074.00, 2076.00, 2078.00, 2080.00, 2082.00, 2084.00, 2086.00, 2088.00, 2090.00, 2092.00, 2094.00, 2096.00, 2098.00, 2100.00, 2102.00, 2104.00, 2106.00, 2108.00, 2110.00, 2112.00, 2114.00, 2116.00, 2118.00, 2120.00, 2122.00, 2124.00, 2126.00, 2128.00, 2130.00, 2132.00, 2134.00, 2136.00, 2138.00, 2140.00, 2142.00, 2144.00, 2146.00, 2148.00, 2150.00, 2152.00, 2154.00, 2156.00, 2158.00, 2160.00, 2162.00, 2164.00, 2166.00, 2168.00, 2170.00, 2172.00, 2174.00, 2176.00, 2178.00, 2180.00, 2182.00, 2184.00, 2186.00, 2188.00, 2190.00, 2192.00, 2194.00, 2196.00, 2198.00, 2200.00, 2202.00, 2204.00, 2206.00, 2208.00, 2210.00, 2212.00, 2214.00, 2216.00, 2218.00, 2220.00, 2222.00, 2224.00, 2226.00, 2228.00, 2230.00, 2232.00, 2234.00, 2236.00, 2238.00, 2240.00, 2242.00, 2244.00, 2246.00, 2248.00, 2250.00, 2252.00, 2254.00, 2256.00, 2258.00, 2260.00, 2262.00, 2264.00, 2266.00, 2268.00, 2270.00, 2272.00, 2274.00, 2276.00, 2278.00, 2280.00, 2282.00, 2284.00, 2286.00, 2288.00, 2290.00, 2292.00, 2294.00, 2296.00, 2298.00, 2300.00, 2302.00, 2304.00, 2306.00, 2308.00, 2310.00, 2312.00, 2314.00, 2316.00, 2318.00, 2320.00, 2322.00, 2324.00, 2326.00, 2328.00, 2330.00, 2332.00, 2334.00, 2336.00, 2338.00, 2340.00, 2342.00, 2344.00, 2346.00, 2348.00, 2350.00, 2352.00, 2354.00, 2356.00, 2358.00, 2360.00, 2362.00, 2364.00, 2366.00, 2368.00, 2370.00, 2372.00, 2374.00, 2376.00, 2378.00, 2380.00, 2382.00, 2384.00, 2386.00, 2388.00, 2390.00, 2392.00, 2394.00, 2396.00, 2398.00, 2400.00, 2402.00, 2404.00, 2406.00, 2408.00, 2410.00, 2412.00, 2414.00, 2416.00, 2418.00, 2420.00, 2422.00, 2424.00, 2426.00, 2428.00, 2430.00, 2432.00, 2434.00, 2436.00, 2438.00, 2440.00, 2442.00, 2444.00, 2446.00, 2448.00, 2450.00, 2452.00, 2454.00, 2456.00, 2458.00, 2460.00, 2462.00, 2464.00, 2466.00, 2468.00, 2470.00, 2472.00, 2474.00, 2476.00, 2478.00, 2480.00, 2482.00, 2484.00, 2486.00, 2488.00, 2490.00, 2492.00, 2494.00, 2496.00, 2498.00, 2500.00, 2502.00, 2504.00, 2506.00, 2508.00, 2510.00, 2512.00, 2514.00, 2516.00, 2518.00, 2520.00, 2522.00, 2524.00, 2526.00, 2528.00, 2530.00, 2532.00, 2534.00, 2536.00, 2538.00, 2540.00, 2542.00, 2544.00, 2546.00, 2548.00, 2550.00, 2552.00, 2554.00, 2556.00, 2558.00, 2560.00, 2562.00, 2564.00, 2566.00, 2568.00, 2570.00, 2572.00, 2574.00, 2576.00, 2578.00, 2580.00, 2582.00, 2584.00, 2586.00, 2588.00, 2590.00, 2592.00, 2594.00, 2596.00, 2598.00, 2600.00, 2602.00, 2604.00, 2606.00, 2608.00, 2610.00, 2612.00, 2614.00, 2616.00, 2618.00, 2620.00, 2622.00, 26

(continued)

TF 1

- 6.26 Magazine : Une première. Avec le journal à 7.30, 7.50 et 7.55. Les deux premières minutes à 7.30.
- 7.40 Club Dorothée matin. D'après Bill, Disney classique : Jeux.
- 8.28 T64 shopping. Juliette, le T64 Shopping.
- 8.35 Club Dorothée. Magazine. L'homme. Les deux premières minutes à 7.30.
- 10.40 Trente millions d'amis des années 80. Sonnettes : Vacances au pas de l'âne. Les petites et les grandes : Jean-Pierre Darras et « Virgile ».
- 11.10 Série : D'elles d'histoires. Avec Philippe Laffont.
- 12.00 Tournez... manège. Avec Philippe Laffont.
- 13.30 Journal. Météo et Bourne.
- 13.35 Feuilleton : La ligne de chance.
- 14.25 Téléfilm : Après tout on est un fût pour toi. De Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur. Les deux premières minutes à 7.30.
- 16.00 Feuilleton : En cas de bonheur. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.30 Vértiges : La chance aux châteaux. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.35 Club Dorothée.
- 18.05 Série : Les rues de San-Francisco. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.50 Feuilleton : Saint-Barthé. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 19.30 Journal. Météo et T64.
- 20.00 Téléfilm : Une vie de star. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.30 Série : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.35 Cinéma : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 22.10 Série : Dans la chaleur de la nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.00 Feuilleton : La citadelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.30 Journal. Météo et T64.
- 23.35 Feuilleton : La ligne de chance. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 24.25 Téléfilm : Après tout on est un fût pour toi. De Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

A 2

- 6.30 Téléfilm. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 8.35 Feuilleton : Amour et mensonge. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 8.35 Éric et Compagnie. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 11.35 Série : La vie à la maison. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.05 Flash d'information et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.30 Journal. Météo et Bourne.
- 13.30 Journal et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 14.30 Feuilleton : Projets d'été. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 15.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.35 Série : Quel est mon docteur ? Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.05 Magazine : Gratin à la crème. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.35 Jeu : L'hygiène personnelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.20 Série : Des chiffres et des lettres. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.30 Journal. Météo et Bourne.
- 18.35 Série : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.30 Série : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.35 Cinéma : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 22.10 Série : Dans la chaleur de la nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.00 Feuilleton : La citadelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.30 Journal. Météo et T64.
- 23.35 Feuilleton : La ligne de chance. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 24.25 Téléfilm : Après tout on est un fût pour toi. De Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

FR 3

- 10.20 Les Bédouins. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 10.40 Géographie. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 11.00 Épisode 3 : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 11.35 Épisode 3 : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.05 Flash d'information et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.30 Journal. Météo et Bourne.
- 13.30 Journal et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 14.30 Feuilleton : Projets d'été. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 15.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.35 Série : Quel est mon docteur ? Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.05 Magazine : Gratin à la crème. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.35 Jeu : L'hygiène personnelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.20 Série : Des chiffres et des lettres. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.30 Journal. Météo et Bourne.
- 18.35 Série : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.30 Série : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.35 Cinéma : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 22.10 Série : Dans la chaleur de la nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.00 Feuilleton : La citadelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.30 Journal. Météo et T64.
- 23.35 Feuilleton : La ligne de chance. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 24.25 Téléfilm : Après tout on est un fût pour toi. De Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

LA 5

- 6.00 Le journal permanent. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 7.30 Les défenseurs de la Terre. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 8.20 Remy sans famille. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 8.45 Télé-écho. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 9.00 Série : Volain, volaine. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 10.30 Feuilleton : La dernière nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 11.00 Série : Les brigades du Tigre. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.00 Feuilleton : La dernière nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.30 Magazine : Du côté de chez Fred. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 13.00 Journal. Météo et Bourne.
- 13.35 Série : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 15.00 Sport : Tennis. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

M 6

- 6.20 Les maîtres des découvertes. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 6.30 Hifi. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 8.40 Musique : Boulevard des clips. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 9.00 Informations : M 6. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 10.05 Les maîtres des découvertes. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 10.30 M 6. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 11.05 Hifi. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
- 11.35 Les phrases du rail. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.05 Flash d'information et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.30 Journal. Météo et Bourne.
- 13.30 Journal et Météo. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 14.30 Feuilleton : Projets d'été. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 15.35 Magazine : Du côté de chez Fred. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.35 Série : Quel est mon docteur ? Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.05 Magazine : Gratin à la crème. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.35 Jeu : L'hygiène personnelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.20 Série : Des chiffres et des lettres. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.30 Journal. Météo et Bourne.
- 18.35 Série : L'homme à tout faire. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.30 Série : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.35 Cinéma : L'été en pente douce. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 22.10 Série : Dans la chaleur de la nuit. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.00 Feuilleton : La citadelle. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.30 Journal. Météo et T64.
- 23.35 Feuilleton : La ligne de chance. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 24.25 Téléfilm : Après tout on est un fût pour toi. De Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

CANAL +

- 7.00 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 8.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 10.40 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 12.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 13.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 14.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 15.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 16.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.05 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 17.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.20 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 18.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 20.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 22.10 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.00 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.30 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 23.35 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.
- 24.25 Cinéma : Oeil pour oeil. Avec Jacques Rivière, avec Michel-Christophe Baur.

La Grande Aventure de la Vie

LA GRANDE AVENTURE DE LA VIE : TF 1, 10 h 30

Sélection naturelle



Les films animaliers connaissent un succès jamais démenti et alimentent un marché en progression constante. Pourquoi la télévision française refuse-t-elle d'investir dans ce secteur porteur ?

MIS des bêtes et amateurs de films animaliers sont contents de voir que la télévision française ne s'est pas laissée aller à la débauche. Elle a su résister à la tentation de la débauche. Elle a su résister à la tentation de la débauche. Elle a su résister à la tentation de la débauche.

La sélection naturelle est un processus qui permet aux animaux de survivre. Elle est un processus qui permet aux animaux de survivre. Elle est un processus qui permet aux animaux de survivre.

La sélection naturelle est un processus qui permet aux animaux de survivre. Elle est un processus qui permet aux animaux de survivre. Elle est un processus qui permet aux animaux de survivre.

ALAIN WOODROW

F

9.30	Météo.	
9.30	Série : Princes d'histoires.	
9.35	Mémoires : 13 ter, avenue Foch.	
6.30	Bonjour la France, bonjour l'Europe.	
	Émission de Jean Orléan. Avec le bulletin météo à 7h01 l'AS.	
7.45	De la cote au premier.	
8.00	Le caduc du fouet.	
8.30	Yéyé.	
8.30	Yéyé singing.	
8.30	Club Dorchester samedi.	
8.30	Meurtres sans nom.	
9.40	Les Dancin'aires : 20m podium.	
9.40	Spécial Disney samedi.	
10.10	La lende à Paris : 20m.	
10.20	Club Dorchester samedi (suite).	
10.35	Verdicts : Jacky show.	
10.35	Club Dorchester samedi (suite).	
11.10	Série : Les amies de Miami.	
11.30	La musique à tout va.	
12.00	Tournoi... mariage.	
12.30	Jeu : 14 jours prix.	
12.50	Météo.	
13.00	JournaL.	
13.00	Reportages.	
13.00	Reportage : Colombie, Claude Pons.	
13.15	Les élections de Tunisie.	
13.45	La ligne est à voter.	
13.55	Les Missions : Obéissez au 666Mm.	
14.30	Fénelon : Salut les hommes !	
14.30	La ligne est à voter (suite).	

2A

Sport : Rugby.
Nouveaux Zélande-France, à Auckland.

Journal des sœurs et des malintendants.
Magazine : Clinik-matin.
Présenté par Marie Taton et Elboui.
Alex : Barbuque, Mimi Gares, Tifou ;
Alex : Barbuque, Mimi Gares, Biffoci.

Art et compagnie.
Émission présentée par Edic Galliano et Noëlle.
Les maîtres du Yunnan ; Boobabé ; Au-delà de
la peur ; Popsy ; Les Evola ; Transformers ; Les
Gaffilié ; Quel et Flupho.

86fe : Le quart d'heure du Procope.
26fe. 10 novembre 1799. Retour à Saint-CLOUD.

Météo.
Série : Capitaine X.
Le tout gris.
Journal et Météo.

86rie : L'homme qui tombe à pic.
Le roi des cascadeurs.

Magazine : Sarned passion.
Théâtre pour un homme seul : Christophe Profi.

Magazine : Sarned passion.
Rugby : Nouveaux-Zélande-France ; Cyclisme ;
Le tout gris ; Le tout gris ; Le tout gris ; A danc-
ser son Tour, par Jacques Chancel.

86rie : Bourrel et Magret.
Une émission grandiose qui conclut le 86fe.

32
DE
LE

la méthode Victor.
eulleston : le monde enchanté d'Isabelle.
veatin animé : l'imposant Gadget.
De 9,00 à 10,10 space 3
entre-prises.
canal enseignement.
es valeurs du Trésor.
Wood side story.
Documentaire : Madeleine Castaing.
Documentaire : Les vieilles dames de
lordeaux.
magazine : 12-14.
magazine : 12-14.
magazine : 12-14.
eau : Ginkins en herbe.
debutés par Patricia Drevet.
magazine : Thalassa (ediff.).
Magazine : Sports loisirs.
Quintilly : Golf : Peugeot open de France 89, à
direct de Chamilly.
"ash d'Information.
De Maria Jolivet.
s'écrit : Les aventures d'une famille ours : Boule-
ard des Toons : Little Lulu : Les filles de la Pastiche

ICANAL

1 Cabou caïlin.
 2 Copé : Caliméro et Princesse.
 3 *En clair jusqu'à 13.30*
 4 Desalins animés : Ça se cartoon.
 5 0 C3S Evening News.
 6 4 La soirée du Tinfo.
 7 0 La boutique Canal +.
 8 0 Cinéma : L'Étranger.
 9 Film : France-espagnol de Carlos
 10 Saint (1987), avec Omaro Auro-
 11 ra et Jean-Pierre L  aud.
 12 5 Film d'animation.
 13 7 Magazine : Tranchées de l'art.
 14 5 5 *Magasin : l'art et la*
 15 *sculpture d'après tout spécial.*
 16 0 Magazine : Document.
 17 *En clair jusqu'à 13.30*
 18 0 Magazine : Document.
 19 10 10 *Tranche de vie : Les Douze*
 20 *Tranche de vie.*
 21 0 Cinéma : Le col en pelote
 22 dans l'ancien. ■
 23 Film américain de Jim Abrahams.
 24 David et Jack Zucker (1989).
 25 10 10 *Magasin : l'art et la*
 26 *sculpture d'après tout spécial.*
 27 0 *Magasin : l'art et la*
 28 *sculpture d'après tout spécial.*
 29 0 Cinéma : L'Étranger. ■
 30 Film américain de Milla Hooque
 31 (1986). Avec Mickey Rourke, Alan

► APOSTROPHE

L'esprit de

évolution

17.40 Trente millions d'Émission de Jean-Pierre

[illegible]

Tchernia.
L'avoine et l'oseille, avec le
Nonrand

L'empereur sourait mien / *l'empereur sourait mien*

Le Journal du Tour de France.

Métro.

Variétés : Leçon fait l'ouï à Marigny.
Yves Lecoq sur scène.

Documentaire :

Les grandes batailles.
De Jean-Louis Guillaud, Henri de Turanne et Daniel Coste.
La bataille de France.
(Une œuvre d'Artiste d'Ariane Chemin.)

Journal et Métro.

Schémite secondes.
Bo Darnet, comédienne.

Le Journal du Tour de France (rediff.).

la boîte de Pandore.

De 9 h à 18 h : information.
De 19 h à 20 h 30, le journal de la région.
Jessie en tête ; **Ulysse 31**,
Jeux ; La classe,
Leux. Reconnaitre par l'horloge.
Santé et bien-être.
De 20 h 30 à 21 h 30, un épisode
de la série "L'homme invisible". Le grand com-
mentaire de la semaine : Les aventures de Kalam ;
à 21 h 30, **Jacky Boug**.

Magazine et Météo.
Magazine : Le divin.
Chaque dimanche.
Invité : Jean Armand.
Magazine : Muzikalea.
D'Amin Duault.
Festival : Avant-premières.
Magazine : Sports 3.
Special open de France de golf.

15 Cabou Cadin.
Mollerhjelm : Kara16

17	En clair jusqu'à 22.30	
18	Desen animés : Ça cartoon.	
18.35	Flash d'informations.	
19	Op Album.	
19.15	Le monde de Nelly Touss.	
19.30	Présenté par Nelly part ailleurs.	
19.45	Présenté par Philippe Cluys.	
20	Préle : Jack Killian, l'homme au rictus.	
20.15	Aves Gary Cole, Wendy Kilbourne.	
20.30	Un dérivatif reconstruit dans la radio.	
20.45	Flash d'informations.	
21	Sport : Boxe	
21.15	En direct de Toulon, championnat de France de Taekwondo, Toulon, Babilou (fr) - Robeta Daniela (EU).	
21.30	Cinéma :	
21.45	Peggy Sue s'est mariée.	

Four célébrités

A droite : Philippe de Villiers, ancien membre du gouvernement Chirac et porte-parole des « contre-révolutionnaires » qui ne pardonnent pas à l'armée républicaine d'avoir vaincu les dix-sept millions de Vendeurs. A gauche : Daniel Benaïd, l'un des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire, mouvement trotskiste animé par Alain Krivine, et surtout l'un des fervents détracteurs d'une révolution dont l'esprit est bafoué, selon lui, par des cérémonies placées sous le signe de la *dépolitisation*.

er
u

is : c'est contre Michel Vovelle et le héros Car à opposer les principes à leur application fautive, o d'être à ces principes beaucoup substance en les dissociant réalité dans laquelle ils s'incarnent. Le processus rétrograde à dire du processus rétrograde proprement dit. Le p-nage de la célébration du naître, affirme Claude Mazza : l'ordre idéologique (la l'opposition d'une société est la révolution ? Autrement le ou bien au contraire fr l'ère ou célébrer les idéaux peut-on célébrer les idéaux

LAS

6.30	Le journal permanent.
7.30	<i>De 7.30 à 9.00 Desdina animada</i>
7.30	<i>Les dieux désempoars de la Terra.</i>
7.55	Princesse Berth (redit.).
8.20	Rémi sans famille.
8.45	Syvaniana.
9.00	Télé-achat.
9.15	Série : Volish, volish.
10.30	Fauilletin (le demoielle)
10.30	Fauilletin (e épisode)
11.00	Série : Les brigands du Tigre.
11.15	<i>(Lire p. 13 l'article de Jacques Gautier)</i>
11.55	Plein d'informations.
12.00	Série : Mondo.
12.05	Hondo et les cris de guerre.
13.00	Journai.
13.15	L'heldi de la Cinq.
13.30	Série : Wender woman
	Sortie originale.
14.35	Série : Le voyageur.
15.00	Sport : Tennis.
	Tournoi de Wimbledon, en direct.

100

[illegible]**M6**

19.30 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Mademoiselle est servie.
L'arrivée.
20.30 Téléfilm : Un amour d'été.
De Duccio Magnari, avec Diane Lane, John Cullum.
Une jeune fille sous la tente d'un avocat d'âge mûr.
22.00 Série : L'homme de fer.
23.40 Magazine : Charmes.
0.10 Vérités : You can dance.
2.00 Charmes (rediff.).
2.30 Documentaire :
Où sont allés les Doraséniens ?
3.20 Documentaire :
Le monde sauvage.
La nuit du renard.
3.50 Charmes (rediff.).
4.20 Téléfilm : Beau Frépole.
De Roger Kahane, avec Laurent Terzieff, Marcel Champel.
5.50 Musique : Boulevard des clips.

Turner, Nicolas Cago,
lor.

des agents secrets. **13** Film américain de Norman Abbott (1966). Avec Marty Allen, Steve Allen, Sam Williams.

Chénida. **14** *Le village de Ruyi*, de Michel Soutou (1987). Avec Lamy et Nguyen Van Thanh.

Chénida. **15** *Wang, Kwabla Bibi*, de Michel Soutou.

Chénida. **16** *Michel Strouga*, de Michel Soutou.

Chénida. **17** *Francis-copieuse de Caroline Gattuso* (1958). Avec Caroline Gattuso, Francis Pagar, Jean Sarré.

Chénida. **18** *Quatre*, de Francis Pagar.

Chénida. **19** *Straling 13*, de Francis Pagar.

Chénida. **20** *Documentaire : Gato pelé* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **21** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **22** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **23** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **24** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **25** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **26** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **27** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **28** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **29** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **30** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **31** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **32** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **33** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **34** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **35** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **36** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **37** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **38** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **39** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **40** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **41** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **42** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **43** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **44** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **45** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **46** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **47** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **48** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **49** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **50** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **51** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **52** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **53** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **54** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **55** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **56** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **57** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **58** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **59** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **60** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **61** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **62** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **63** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **64** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **65** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **66** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **67** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **68** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **69** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **70** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **71** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **72** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **73** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

Chénida. **74** *Francophonies* (21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30).

<

Claude Mazauric, du Parti communiste,

Au centre : on attendait un représentant de l'Ancien Furet, puisque entre ceux qui considéraient les années révolutionnaires comme une période sombre pour la France et ceux qui les tiennent pour un des moments glorieux de notre histoire, François Furet et ses amis, attentifs à distinguer les conquêtes de 1789 des dérives de 1793, occupent une position que l'on peut qualifier de « centrisme ». Bernard Pivot avait donc invité un historien de cette tendance, Ran Halévy, qui vient de publier, dans « la Pléiade », avec François Furet, les discours des orateurs de la Révolution. Ran Halévy n'a pas voulu entrer dans cette mêlée, quoiqu'il soit un homme politique, mais la passion politique qui semblait devoir l'emporter sur la passion scientifique, mais la pensée Furet, si elle n'est pas représentée sur le plateau d'« Agra

est fidèle à cette
ne retient de

[illegible]

L'esprit de la Révolution

Photo extraite de la Marcelline, de Renoir

Pour commémorer 1789, faut-il célébrer ses conquêtes ou tenter de retrouver le mouvement qui les a rendues possibles ?

A droite : Philippe de Villiers, ancien membre du gouvernement Chirac et porte-parole des « contre-révolutionnaires » qui se partonnent pas à l'armée républicaine d'avoir massacré des dizaines de milliers de Vendéens. A gauche : Daniel Bensaïd, l'un des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire, et Alain Krivine, et surtout l'un des plus fervents défenseurs d'une révolution dont l'esprit est bafoué, selon le signe de la « dépolitisation » qui, par des cérémonies placées sous le signe de la « dépolitisation démocratique », Antoine Guignavot, Claude Mazaurio, deux dignitaires du Parti communiste, qui ne cessent de dénoncer la façon dont les socialistes trahissent, au nom de l'ordre et de la concorde, les leçons de la révolution.

Au centre : on attendait un représentant de l'école Furet, puisque les historiens qui considèrent les révolutionnaires comme une élite sont nombreux pour la France et l'étranger, qui les tiennent pour un des éléments glorieux de notre histoire. François Furet et ses amis, toutefois, ont distingué les conquêtes de 1789 de celles de 1793, occupent une position que l'on peut qualifier de « centrée ». Bernard Puvion avait donc invité un historien de cette tendance. Rans Halévy, qui vient de publier dans la « pléiade », avec François Furet, les discours des fondateurs de la Révolution, Rans Halévy ne peut pas entrer dans cette

Le deuxième courant de l'histoire géographique révolutionnaire, celui qui incarne en particulier François Furet, dénonce avec la même force dans les mêmes termes, les « crimes de la Terreur, mais il souligne

(1) *Le Monde de la Révolution française*, n° 4, avril 1989.
(2) Cité par Laurence Netter, *La Révolution française n'est pas terminée*, PUF.
(3) *Le Monde de la Révolution française*, n° 4, avril 1989.

هكذا آمنه لأصل

S'ils ne font guère d'audience, les petits matins télévisés font bouler de neige. Seule FR 3 n'a pas encore suivi la mode, mais c'est moins faute d'envie que de moyens. Au choix, trois formules : le magazine, le « tout-info », ou - à l'état embryonnaire - la fameuse télé éducative ».



Robert Namias et Françoise Buchi sur TF 1 (à gauche) et Roger Zabel (à droite) sur A 2

Les rendez-vous de l'info

FLASHES

- 6 h 44 : le flash d'A2.
- 6 h 50 : « Les titres », TF 1.
- 7 h 00 : « 100 Express », A2.
- 8 h 00 : « 100 Express », A2.
- 8 h 27 : le flash d'A2.

JOURNAUX

- 6 h-7 h 30 : « Le Journal permanent » (la B).
- 6 h 30-9 h 45 : Robert Namias et Françoise Buchi (TF 1).
- 6 h 31-6 h 35 : « Le Journal en images » (A2).
- 7 h-7 h 15 : Robert Namias et Françoise Buchi (TF 1).
- 7 h-7 h 15 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 7 h 28-7 h 35 : Robert Namias (TF 1).
- 7 h 30-7 h 40 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 8 h-8 h 10 : Catherine Cayla et Marc Autheman (A2).
- 8 h-8 h 24 : « CBS Evening News » (Canal +).

REVUES DE PRESSE

- 7 h 22 : revue de presse de TF 1.
- 7 h 24 : le « une » des quotidiens (A2).

On le sait rarement, alors rendons-leur justice : ce sont Henri Samier et FR 3 qui ont lancé, en France, la télé du matin. L'opération fut régionale (FR 3-Canon) mais devint ensuite nationale : 17 heures non-stop pour commémorer, par exemple, l'anniversaire du débarquement allié sur les plages normandes. Les européens, puis les Jeux olympiques, dominèrent, en cette année 1984, d'autres occasions de faire à nouveau sauter le carton du midi-matin. Quelques mois plus tard, après arbrantage du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, Georges Fillioud, Antenne 2 (avec Patrice Lecoq et William Leymérie) ouvrit son antenne à 7 heures. TF 1 l'avait précédée en confiant les week-ends à Jean-Claude Bourret. Tout cela par peur des matins de Canal + et dix ans après que le PDG d'Antenne 2, Marcel Juhan, ait seulement osé émettre le principe d'une télé du matin...

Aujourd'hui, elle a cinq ans, et fait partie des membres. Elle est le lieu, sinon de toutes les audiences, du moins de toutes les innovations, car la télé du matin a été créée de toutes pièces et a bouleversé un certain nombre d'habitudes.

Les habitudes des téléspectateurs d'abord. Cinq ans après l'ouverture de grilles télévisées matinales, le média du matin reste sans conteste la radio. Chez les adultes de plus de quinze ans, elle fait cinq fois plus d'audience que la télévision. Le petit écran n'a pas su, en particulier, conquérir ces grands auditeurs des ondes que sont les hommes âgés de moins de trente-cinq ans. La moyenne d'audience des chaînes, tous écrans confondus, ne représente aujourd'hui que 0,7 point Médiamat (1) et ne culmine qu'à 2,2 points (8 h 15, A 2), alors que, d'après BVA, le potentiel réel d'auditeurs de programmes matinaux, compte tenu des activités des

France, pourrait atteindre le tiers de la population.

Rien n'est pour autant perdu, puisque cette « inertie » des comportements s'explique partiellement par le faible taux de « multi-équipement » des foyers français. La télé du matin, contrairement à la radio, se regarde ou s'écoute en effet autour du petit-déjeuner, voire en stabilisant et en se brossant les dents. Ce qui suppose un téléviseur portable ou d'appoint, 16,5 % de la population équipée possède actuellement deux téléviseurs ou plus, mais ce chiffre est en plein accroissement. On en comptait 15 % en 1984 et le SIMAVELEC (Syndicat des industries de matériel audiovisuel et électrique grand public) prévoit, pour la fin de l'année 1989, une hausse de 5 % du second équipement, contre 3 % pour le premier. D'autre part, un quart des intentions d'achat se portent déjà, en 1984, sur un téléviseur portable. En variant et en offrant ces nouveaux appareils, les jeux télévisés pourraient d'ailleurs en faire les « micro-ondes » des téléspectateurs traditionnels.

Faible rentabilité

Autre bouleversement : celui du marché publicitaire. Les radios savaient, les premières, redouté les nouveaux écrans matinaux. Mais la télé du matin, si elle a effectivement mordu dans le gâteau publicitaire, n'en demeure pas moins aujourd'hui peu rentable. Le coût moyen d'un écran télévisé en day time (le coût nécessaire pour toucher un point d'audience, hors prime time et tous écrans confondus) est en effet de 16 963 F, alors que celui du matin grimpe à 19 200 F. Ces écrans restent néanmoins avantageux dès lors que l'on veut tou-

cher des cibles précises, comme les dix-dix ans (particulièrement bien représentés), les personnes âgées, les inactifs. D'ailleurs, la télévision du matin a été faite pour eux : c'est parce qu'on a calculé que les enfants français partaient en moyenne à l'école à 8 h 02 que le dessin animé a été fixé, sur Antenne 2, à 7 h 52.

La télé du matin, enfin, a créé un nouveau type d'écriture télévisuelle. « Le petit matin, c'est la seule heure de la journée où la télévision n'est pas la parodie », explique Daniel Pato, le producteur de « Télématin ». Le téléspectateur de l'aube ne passe en moyenne qu'un quart d'heure devant sa télévision, « et c'est, définitivement, le bus à prendre qui commande ». Pour les fidèles, on fixe aux téléspectateurs des rendez-vous précis qui peuvent, le cas échéant, leur donner des repères. Surtout, on fait défiler rapidement des séquences qui n'ont pas forcément de lien entre elles. Dans « Télématin », qui a innové dans la forme, chaque rubrique ne dure pas plus de huit minutes.

Faire court, c'est la règle. « Boulevard des clips », sur M 6 (6 h 30) s'y pite ; les séries, les feuilletons, sont réservées à la seconde tranche de la matinée, après le tourbillon des départs à l'école ou au bureau. C'est autour de cette loi d'airain de la télévision du matin que les chaînes, l'une après l'autre, ont fait leur choix.

Premier modèle, le magazine. Des petits « supports » de news jetés sur un « vase champ convivial », un ensemble original de séquences relevant, en général, de deux unités de programmes, les directrices (pour les variétés, les commentaires sportifs, les dessins animés) et l'information (les journaux, les bulletins météo, les chroniques diverses, les conseils pratiques...) : c'était la formule adoptée en novembre 1985 par Canal +, la

première télé du matin régulière. C'est celle de Jean-Claude Bourret et de « Bonjour la France » sur TF 1, le week-end, puis de « Bonjour la France » sur TF 1, la semaine, avec Jean-Claude Nancy, jusqu'en mai 1988. C'est, enfin, celle qu'a choisie avec succès et depuis ses déboires « Télématin » : entre deux rendez-vous « Infos », Vincent Férret court les marchés et note les meilleurs produits, Michel La prodigieuse des conseils de jardinage, Marie-Christine Dobourne s'agitte et s'échauffe, François Xénaux propose un livre pour la rentrée en commun... Trois, quatre, cinq, toujours, jeux et vidéo, astrologie, la télé joue le « pratique » et la proximité, avec un décor intime et des présentateurs plus animateurs que journalistes.

La seconde formule, elle est plus jeune : c'est celle du « tout-Info ». Elle veut concurrencer directement la radio. « Ce sont ces auditeurs que nous avons dans le collimateur », avoue sans détour Robert Namias, dont l'arrivée à « Une première » coïncide avec le changement de stratégie - payant - opéré par TF 1. L'échec de la formule présentée par Jean-Claude Nancy a en effet prouvé combien il était difficile, dès lors qu'une chaîne (en l'occurrence, Télématin) a su créer des habitudes, de fidéliser de nouveaux téléspectateurs matinaux.

En professionnel de la radio, Michèle Cottu, Gérard Carroyou et Gérard Namias ont donc choisi de mettre l'accent sur l'information. La ton des journaux reste encore un peu celui d'une radio du week-end, mais avec ses signatures (le « Contre-maître politique » de Gérard Carroyou et Michèle Cottu), l'interview quotidienne d'une personnalité du jour (« Les cinq premières minutes », sur 35). « Une première » sort aujourd'hui l'« orfèvre » politique.

Une télévision de services

C'est peut-être dans ce cadre que pourrait un jour s'inscrire le projet d'une télévision régionale du matin de FR 3, qui privilégierait l'information de proximité. « L'idée, explique Jimmy Jancard, directeur de FR 3 Aquitaine et chargé de téléachat pour la chaîne à des programmes de télévision régionale, est de faire une télévision de services adaptée à une population qui serait, une fois n'est pas convenue, totalement homogène (entre un et deux millions de personnes selon l'interlocuteur). La météo, l'état des routes sont, par exemple, des services typiquement matinaux. Mais aussi typiquement régionaux. Je ne démonte même si, au sein d'une région, un « sous-département » n'est pas nécessaire, à l'heure d'été. Pourquoi les Landes, pourquoi le Lot-et-Garonne n'aurait-ils pas leurs deux minutes d'informations locales ? » Ce projet, qui a succédé

à une autre formule où le cahier des charges était national et non régional, dépend, bien sûr, de l'avenir de la chaîne et des arbrages budgétaires qui sont faits l'un prochain et le sera d'abord. Je tiens à dire, proposés qu'ils sont expérimentalement dans quelques villes-pilotes (Lyon, Bordeaux, Rennes, Limoges).

Le second projet de FR 3 rejoint, plutôt, l'idée d'une « télévision éducative » que Canal + a déjà accompagnée à sa sauce. CBS Evening News, que la chaîne rediffuse en clair, et, comme son nom ne l'indique pas, du mardi au samedi matin (après l'oubliage et sous-titrage), ne s'est jamais cédé de son « parti-pris éducatif ». Dan Ralhor, le présentateur-rédacteur de la chaîne américaine, veut notamment séduire « les étudiants et les jeunes désireux de pratiquer » les Américains anglais avec l'accent » et « préparer les chefs d'entreprise à conquérir le marché américain ».

FR 3, respectueux des vœux que Jacques Pononni a couchés dans son rapport (rendu public le 9 mars de cette année) a, elle aussi, des idées et un second projet « fléché » en tête, qu'elle entend bien soumettre à examen dès l'an prochain. La chaîne de service public, prévoyant son conseil des programmes, M. Christian Frensch d'Espery, « se verra volontiers prendre en charge une télé éducative qui se démarquerait d'une simple télé d'information », mais intégrerait, elle aussi, les langues étrangères. De nombreuses émissions seraient consacrées aux « sciences en général », et des opérations montées avec le Centre national de documentation pédagogique (CNDP). Même la CBS Evening News, à côté, aura l'air d'une récréation...

ARIANE CHEMIN.

(1) Un point Médiamat correspond à 242 000 foyers.